



Profil bioalimentaire
de la *Montérégie*



Profil bioalimentaire de la Montérégie

ÉQUIPE DE RÉALISATION AGÉCO

Responsable du mandat	Michel Morisset
Réalisation du mandat	Isabelle Charron
Validation des données et aspects informatiques	Valérie Lamarche Simon Dostie
Traitements statistiques	Valérie Lamarche Isabelle Charron
Analyse des données et rédaction	Isabelle Charron
Correction linguistique	Valérie Benson

ÉQUIPE DE COORDINATION MAPAQ

Montérégie-Est	Yvon Pesant Lynn Bourassa
Montérégie-Ouest	Bernard Brouillette Sylvain Talbot Olivier Marois-Mainguy Audrey Dumouchel

Avec la collaboration des membres des deux équipes régionales

Ce profil est également disponible sur le site Web du Ministère : www.mapaq.gouv.qc.ca

Dépôt légal – Janvier 2006
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN 2-550-4519-9
N° de publication 06-0017

Infographie des couvertures : Catherine Frigon

Photos : Marc Lajoie, Éric Labonté, Catherine Frigon, Marcel Sauvé, Lynn Bourassa (MAPAQ)

AVANT-PROPOS

Ce document décrit les secteurs agricole et agroalimentaire de la Montérégie. Une première partie présente un aperçu général des activités agricoles, par grands secteurs de production. L'évolution de l'agriculture au cours de la décennie 1991-2001 dans la grande région montréalaise y est détaillée ainsi que dans chacune de ses quinze municipalités régionales de comté (MRC). L'agriculture de la région est ensuite comparée à la situation québécoise, afin de dégager les tendances propres à la région ou communes au reste de la province. Les secteurs de la transformation agroalimentaire, de la distribution et de la restauration sont également présentés.

Une deuxième section s'attarde aux grands défis et enjeux auxquels est confronté le milieu agroalimentaire de la Montérégie : environnement, relève agricole, main-d'œuvre, étalement urbain figurent parmi les thématiques qui sont abordées dans ce chapitre.

Les principaux documents et données secondaires consultés pour la réalisation du profil bioalimentaire de la région sont les « Recensement de l'agriculture » publiés par Statistique Canada, les portraits régionaux et sectoriels du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), de même que diverses études effectuées dans la région, notamment dans le cadre des ententes régionales A.C.C.O.R.D. :

- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) et La Financière agricole du Québec (FADQ), Industrie agroalimentaire en région, données économiques et financières, région administrative 16-Montérégie, mars 2004;
- Deloitte & Touche, Étude de tendances et d'opportunités-Créneau d'excellence : bioalimentaire, région de la Montérégie, Projet A.C.C.O.R.D., juin 2005;
- Données du recensement de l'agriculture 1991, 1996 et 2001 de Statistique Canada;
- Données de l'enquête annuelle des manufacturiers de Statistique Canada sur la fabrication d'aliments.

TABLE DES MATIÈRES

1.	Introduction	1
2.	Portrait de la production agricole	5
2.1.1	Productions animales	17
2.1.2	Productions végétales	23
2.1.3	Diversification et multifonctionnalité	31
3.	En aval : transformation, distribution et restauration	40
4.	Défis	46
4.1	Les ressources	46
4.1.1	Les sols, étalement urbain et déboisement	46
4.1.2	L'eau	49
4.1.3	Le bilan environnemental de la région	54
4.2	La relève agricole	61
5.	Conclusion	69
	Références bibliographiques	70
	Annexes	73

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.2	Répartition des exploitations agricoles spécialisées ¹ par secteur de production, Montérégie et Québec, 2001	6
Tableau 2.3	Évolution du nombre d'exploitations agricoles spécialisées ¹ par type de productions principales, Montérégie, 1991-2001	7
Tableau 2.4	Évolution du nombre d'exploitations agricoles par MRC de la Montérégie, 1991, 1996, 2001	10
Tableau 2.5	Évolution de la superficie totale (ha) et de la superficie moyenne des exploitations agricoles en Montérégie et au Québec, 1991-1996-2001	12
Tableau 2.6	Répartition (%) des exploitations agricoles par type de production animale dans les MRC de la Montérégie, 2001	19
Tableau 2.7	Variation du nombre de têtes pour les principales productions animales, Québec et Montérégie, 1991-1996 et 1996-2001	21
Tableau 2.8	Importance relative des différentes productions animales en proportion des entreprises, du revenu brut et des dépenses, Montérégie, 2001	23

Tableau 2.9	Répartition (%) des exploitations agricoles par type de production végétale dans les MRC de la Montérégie, 2001	27
Tableau 2.10	Variation (%) des superficie en production végétale, Québec et Montérégie, 1991-2001.....	29
Tableau 2.11	Répartition et variation (%) des superficies (en hectares) en production fruitière en Montérégie, 1991 à 2001.....	29
Tableau 2.12	Importance relative des différentes productions végétales en proportion des exploitations agricoles, du revenu brut et des dépenses, Montérégie, 2001	30
Tableau 2.13	Nombre d'exploitations agricoles certifiées biologiques ou en voie de l'être, Montérégie, 2002-2004	32
Tableau 2.14	Répartition des exploitations agricoles biologiques par type de production principale, Montérégie et Québec, 2003.....	33
Tableau 2.15	Part (%) de la Montérégie dans la totalité des producteurs et superficies certifiées « Un grain de santé » au Québec, 2004.....	34
Tableau 3.2	Principaux employeurs de la Montérégie en transformation alimentaire, 2003	43
Tableau 4.1	Besoins en eau des productions végétales et animales en Montérégie, 2003	50
Tableau 4.2	Répartition des entreprises selon les besoins de relève, Québec et Montérégie, 2000	62
Tableau 4.3	Répartition des entreprises selon la principale source de revenu et leur situation pour la relève agricole, Montérégie, 2000	63
Tableau 4.4	Formation scolaire de la relève, 2000	66
Tableau 5.2	Cheptel laitier par MRC de la Montérégie en 2001	77
Tableau 5.3	Cheptel de truies par MRC de la Montérégie en 2001.....	79
Tableau 5.4	Importance relative des entreprises porcines par type de production, Montérégie et Québec, 1991-2001	80
Tableau 5.5	Cheptel de vaches de boucherie par MRC de la Montérégie en 2001.....	82
Tableau 5.6	Évolution du quota (en m ²) de dindon et de poulet Québec et Montérégie, 1995-2004.....	84
Tableau 5.7	Cheptel de poulet à griller par MRC de la Montérégie en 2001	86
Tableau 5.8	Évolution des superficies (hectares) cultivées de certaines productions végétales en Montérégie, variation 1996-2001.....	91

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1	Retombées économiques des différents secteurs de l'agroalimentaire québécois, part de la Montérégie, millions de dollars, 2001	2
Figure 1.2	Répartition du PIB et de l'emploi dans l'industrie bioalimentaire, Montérégie, 2002	3

Figure 2.1	Répartition (%) des exploitations agricoles spécialisées ¹ par secteur de production, Montérégie, 2001	5
Figure 2.2	Variation du nombre de têtes en production animale, Québec et Montérégie, 1991-2001.....	8
Figure 2.3	Nombre d'exploitations agricoles par MRC de la Montérégie, 2001	10
Figure 2.4	Répartition des exploitations agricoles par MRC de la Montérégie selon la dominance en production animale ou végétale, 2001	11
Figure 2.5	Répartition des exploitations agricoles (%) par catégorie de revenu brut, Montérégie et Québec, 2001	13
Figure 2.6	Variation (%) du nombre d'exploitations agricoles classées par catégorie de revenu brut, Québec et Montérégie, 1991-2001	13
Figure 2.7	Répartition (%) du revenu agricole brut par productions animale et végétale, Montérégie et Québec, 2001	14
Figure 2.8	Revenu agricole brut par secteur de production, Montérégie 2001	15
Figure 2.9	Dépenses des exploitations agricoles par secteur de production animale pour certains intrants, Montérégie, 2001	16
Figure 2.10	Répartition du nombre d'exploitations agricoles (%) par production animale, Montérégie, 1991, 1996, 2001.....	17
Figure 2.11	Répartition (%) du revenu agricole brut par production animale, Montérégie, 1991, 1996, 2001	18
Figure 2.12	Variation du nombre d'exploitations agricoles en production animale dans chacune des MRC de la Montérégie, 1991-2001	20
Figure 2.13	Nombre d'exploitations agricoles déclarantes et de têtes, autres productions animales, Montérégie par rapport au Québec, 2001.....	22
Figure 2.14	Part de la Montérégie (%) dans les superficies totales du Québec pour certaines productions végétales, 1991, 1996, 2001	23
Figure 2.15	Répartition du nombre d'exploitations agricoles par production végétale, Montérégie, 1991, 1996, 2001	25
Figure 2.16	Répartition (%) du revenu agricole brut par production végétale, Montérégie, 1991, 1996, 2001	26
Figure 2.17	Variation du nombre d'entreprise en production végétale dans chacune des MRC de la Montérégie, 1991-2001.....	27
Figure 2.18	Nombre d'hectares moyen par exploitation agricole déclarant une production végétale, Québec et Montérégie, 1991, 1996, 2001	28
Figure 2.19	Variation (%) des superficies consacrées à diverses productions végétales, Montérégie, 1996- 2001.....	35
Figure 2.20	Évolution de la part (%) du cheptel de vaches laitières par MRC de la Montérégie, 1991-2001.....	36
Figure 2.21	Évolution de la part (%) du cheptel de truies par MRC de la Montérégie, 1991-2001	37
Figure 2.22	Variation du nombre d'exploitations agricoles spécialisées en productions animale et végétale, par MRC de la Montérégie, 1991- 2001	38

Figure 2.23	Hectares en culture de légumes frais et de transformation dans les MRC de la Montérégie, 2001	39
Figure 2.24	Variation (%) du troupeau de poulets à griller et de poules pondeuses dans les MRC de la Montérégie, 1991-2001	39
Figure 3.1	Emplois dans le secteur de la fabrication d'aliments, par MRC de la Montérégie, 2001	41
Figure 3.2	Nombre d'entreprises dans le secteur de la fabrication d'aliments, par MRC de la Montérégie, 2001	41
Figure 3.3	Répartition des emplois et entreprises par secteur de fabrication d'aliments en Montérégie, 2001	42
Figure 3.4	Répartition des entreprises en transformation alimentaire par taille selon le nombre d'employés, Montérégie, 2003	43
Figure 3.5	Nombre de commerces d'alimentation par type, Montérégie, 2003	44
Figure 3.6	Nombre d'établissements opérant des services alimentaires par type, Montérégie, 2003	45
Figure 4.1	Perte de superficie forestière dans les MRC de la Montérégie entre 1999 et 2004, en hectares	48
Figure 4.2	Taux de perte de superficie forestière dans les MRC de la Montérégie entre 1999 et 2004, en %	48
Figure 4.3	Part de l'eau consommée en Montérégie dans les besoins de la production agricole québécoise, par secteur d'activité, 2003	49
Figure 4.4	Nombre de vaches laitières, de vaches de boucherie et de truies dans les MRC de la Montérégie, 2001	53
Figure 4.5	Mode d'entreposage des engrais de ferme 1998 et 2003 (% des unités animales en structure étanche)	55
Figure 4.6	Proportion des lisiers épandus par rampe, 1998 et 2003 (% du volume des lisiers épandu)	55
Figure 4.7	Équivalent minéral d'azote en excédent des prélèvements et cultures en engrais verts, 1998 et 2003 (kg N/ha)	56
Figure 4.8	Bilan phosphore à la surface du sol, 1998 et 2003 (kg P ₂ O ₅ /ha/an)	57
Figure 4.9	Superficies en cultures annuelles avec travail réduit du sol, 1998 et 2003 (% des superficies en cultures annuelles)	58
Figure 4.10	Proportion du cheptel porcin où il y a eu mise en place d'écrans boisés, 1998 et 2003	59
Figure 4.11	Superficies réceptrices de pesticides, 1998 et 2003 (% des superficies en cultures ayant reçu des pesticides)	60
Figure 4.12	Répartition des entreprises prévoyant une vente ou un transfert par principales sources de revenus, 2000	63
Figure 4.13	Répartition des entreprises prévoyant une vente ou un transfert selon les revenus totaux, Québec et Montérégie, 2000	64
Figure 4.14	Nombre de personnes établies ¹ en agriculture dans différentes régions du Québec, 1999 à 2004	65

Figure 4.15	Répartition des entreprises agricoles par strate de capital agricole, Québec et Montérégie, 2001	67
Figure 4.16	Actif agricole moyen par exploitation agricole (en dollars par exploitation agricole déclarante), Montérégie et Québec, 1991 et 2001	67
Figure 5.1	Évolution du quota laitier, Montérégie et Québec 1997-2004 (1997 = indice 100)	76
Figure 5.2	Répartition des fermes laitières par MRC en Montérégie, 2001	77
Figure 5.3	Variation (%) du nombre de vaches laitières, par MRC, 1991-2001	78
Figure 5.4	Variation (%) du cheptel de truies et de porcs, par MRC, 1991-2001	79
Figure 5.5	Évolution de la taille moyenne des entreprises porcines, Montérégie et Québec, 1991-2001	80
Figure 5.6	Revenu agricole brut moyen par ferme porcine, Québec et Montérégie, 1991, 1996, 2001	81
Figure 5.7	Variation (%) du cheptel de vaches de boucherie, par MRC, 1991-2001	83
Figure 5.8	Répartition des exploitations agricoles spécialisées en production bovine par MRC en Montérégie, 2001	83
Figure 5.9	Évolution du quota de dindon, Montérégie et Québec 1995-2004 (1995 = indice 100)	85
Figure 5.10	Évolution du quota de poulet, Montérégie et Québec 1995-2004 (1995 = indice 100)	85
Figure 5.11	Revenu agricole brut moyen par ferme avicole selon le type d'élevage, Québec et Montérégie, 1991, 1996, 2001	86
Figure 5.12	Évolution du revenu agricole brut moyen par exploitation agricole déclarante selon le type de production végétale, Québec et Montérégie, 1991, 1996 et 2001	88
Figure 5.13	Évolution du capital agricole moyen par exploitation agricole déclarante selon le type de production végétale, Québec et Montérégie, 1991, 1996 et 2001	89
Figure 5.14	Évolution des superficies (hectares) cultivées en maïs-grain dans les MRC de la Montérégie, 1991, 1996 et 2001	90
Figure 5.15	Évolution des superficies (hectares) cultivées en soya dans les MRC de la Montérégie, 1991, 1996 et 2001	90
Figure 5.16	Évolution des superficies (hectares) cultivées en céréales dans les MRC de la Montérégie, 1991, 1996 et 2001	91

1. INTRODUCTION

L'agriculture est fortement ancrée dans le territoire de la Montérégie. La richesse des sols et la clémence des conditions climatiques¹ ont donné à la région une vocation agricole qui, aujourd'hui, fait de l'industrie agroalimentaire un véritable moteur économique régional.

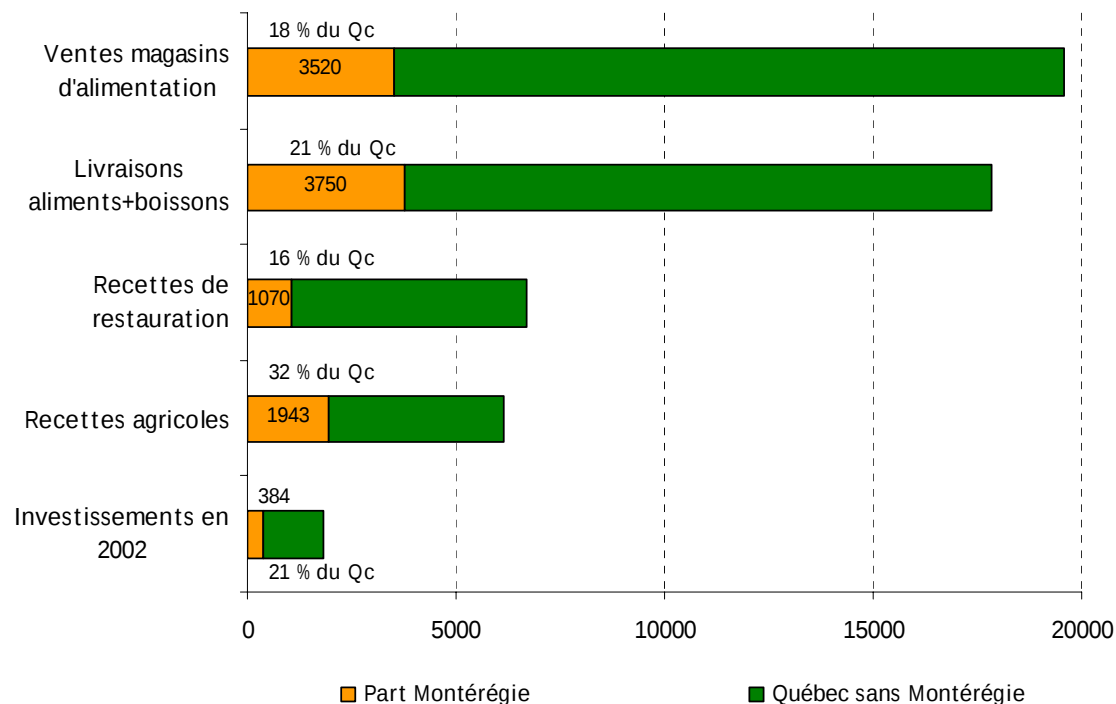
Mis à part les paysages façonnés par les champs, silos et autres bâtiments agricoles, l'importance de l'industrie agroalimentaire en Montérégie se constate par le noyau d'entreprises qui œuvre dans la transformation alimentaire : des joueurs majeurs tels que Agropur, Olymel, Cargill, F. Ménard, Les Aliments Carrière, Lassonde, Exceldor ou encore Les Boulangeries Weston y ont tous un pied à terre. Aux côtés de ces établissements d'envergure émergent également sur le territoire des projets de plus petite taille, tournés vers la création de produits à valeur ajoutée et l'approvisionnement de marchés de niche : micro-fromageries, vignobles, produits de la pomme et de l'érable, etc. Enfin, la proximité de la grande région montréalaise et des frontières canado-américaine et ontarienne fait de la Montérégie une région privilégiée pour desservir les marchés et, par le fait même, devient un pôle d'attraction indéniable pour les investisseurs.

Le dynamisme du secteur agroalimentaire tient aussi à la présence d'institutions d'enseignement (Institut de technologie agricole, école de médecine vétérinaire, etc.) et de centres de recherche (Cintech Agroalimentaire, Centre de recherche en horticulture maraîchère, Centre de recherche et de développement sur les aliments, etc.). Les producteurs agricoles se sont aussi dotés d'organisations pour favoriser le transfert de connaissances, par exemple les clubs-conseils en agroenvironnement. C'est d'ailleurs la Montérégie qui compte les plus anciens clubs agroenvironnementaux du Québec.

En conséquence, l'économie de la région repose largement sur le secteur bioalimentaire, les chiffres s'avérant éloquentes à ce sujet (voir Figure 1.1). En 2001, le grand secteur de l'agroalimentaire a généré en Montérégie des recettes agricoles de l'ordre de 1943 millions de dollars et des dépenses de 1619 millions de dollars, des valeurs de livraisons d'aliments et de boissons de 3570 millions de dollars, plus de 3500 millions de dollars de ventes dans les magasins d'alimentation et 1070 millions de dollars en restauration. À elle seule, la Montérégie participe ainsi de façon notable aux retombées économiques récoltées sur l'ensemble du Québec dans ce secteur.

¹ En Montérégie, la saison de végétation bénéficie du plus faible nombre de jours de gel au sol (environ 150 jours) et de la période d'ensoleillement la plus longue au Québec. La durée de croissance s'étale ainsi sur plus de 200 jours, ce qui est propice à une agriculture abondante et diversifiée.

Figure 1.1
Retombées économiques des différents secteurs de l'agroalimentaire québécois,
part de la Montérégie, millions de dollars, 2001



Sources : MAPAQ et FADQ, Industrie agroalimentaire en région, données économiques et financières, région administrative 16-Montérégie, mars 2004.

Note : Les recettes agricoles correspondent aux revenus agricoles bruts totaux selon les données du Recensement de l'agriculture 2001 de Statistique Canada.

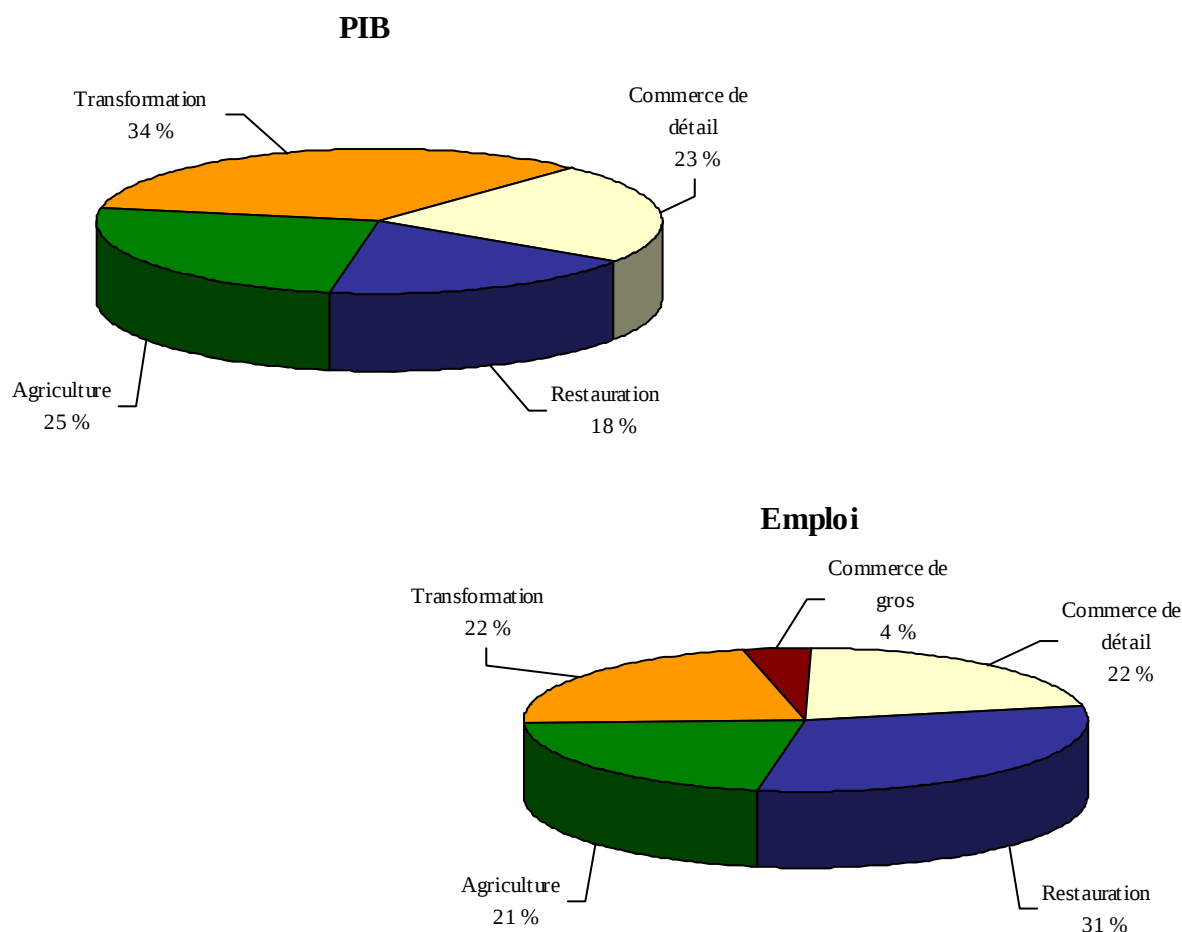
L'effet catalyseur de l'industrie agroalimentaire dans cette région se constate également par la création d'emplois. En effet, l'ensemble des chaînons de l'industrie, de la production agricole jusqu'à la restauration, a procuré 74 700 emplois en Montérégie en 2002. La région a ainsi contribué à 17 % des emplois totaux du Québec rattachés à cette vaste industrie. Comme l'illustre la Figure 1.2, l'agriculture, la transformation et le commerce de détail participent à parts égales (environ 22 %) à la création d'emplois de l'industrie agroalimentaire montérégienne. En termes de PIB, le secteur de la transformation affiche la plus grande proportion (34 %), suivi de l'agriculture (25 %) et du commerce de détail (23 %).

Le projet gouvernemental A.C.C.O.R.D. (Action concertée de coopération régionale de développement)² reconnaît par ailleurs l'importance de la filière bioalimentaire en

² Le projet A.C.C.O.R.D. « vise à construire un système productif régional compétitif sur le plan nord-américain et mondial dans chacune des régions du Québec, par l'identification et le développement de créneaux d'excellence, qui pourront devenir leur image de marque ». Le projet A.C.C.O.R.D. a notamment comme objectif de « positionner les régions du Québec », d'identifier des projets économiques concrets structurants dans les régions du Québec et d'identifier des projets collectifs de nature à améliorer la qualité et la vitalité des milieux de vie dans les régions du Québec » (source : Gouvernement du Québec, MDEIE <http://www.mdeie.gouv.qc.ca/page/web/portail/developpementRegional/nav/accord.html>).

Montérégie. En effet, l'A.C.C.O.R.D. Montérégie signé en février 2004 a identifié le bioalimentaire comme le premier créneau à soutenir dans cette région.

Figure 1.2
Répartition du PIB et de l'emploi dans l'industrie bioalimentaire, Montérégie, 2002



Source : MAPAQ et FADQ, Industrie agroalimentaire en région, données économiques et financières, région administrative 16-Montérégie, mars 2004.

La renommée de la Montérégie comme locomotive agroalimentaire du Québec n'est plus à faire. Toutefois, ces dernières années, diverses problématiques environnementales sont apparues et ont démontré la fragilité des ressources utilisées en production agricole : érosion des sols, pollution diffuse et déboisement. En parallèle, l'essor de la production porcine au début des années 1990 et les superficies croissantes occupées par la monoculture intensive de maïs-grain ont soulevé des préoccupations, autant au sein de la population en général que dans le milieu agricole. Quelle agriculture pour demain en Montérégie? Le temps semble opportun à la réflexion.

La prochaine section vise à faire le point sur le développement qu'a connu l'industrie agroalimentaire de la Montérégie, notamment à l'étape de la production agricole. On y

décrit donc les secteurs primaire et secondaire de l'industrie agroalimentaire et leur évolution entre 1991 et 2001. Cette section plus descriptive permettra donc de dresser un portrait clair de la situation actuelle et de constater si des transformations sont survenues.

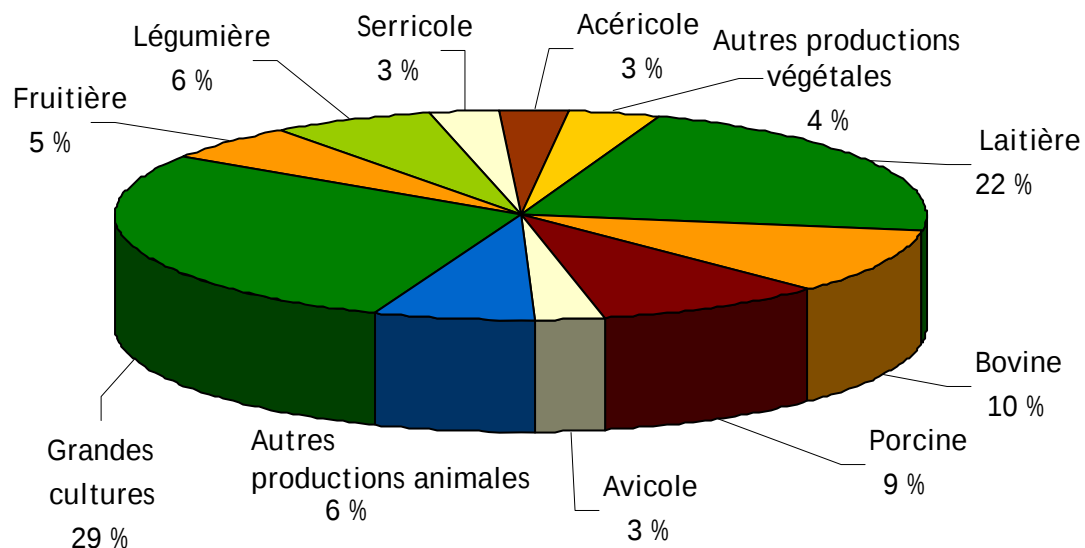
La seconde section documentera plus en profondeur la situation environnementale de la région (portrait agroenvironnemental, superficie déboisée, qualité et disponibilité de l'eau) de même que différents facteurs qui exercent une pression sur le développement de l'industrie agroalimentaire tels que la relève agricole et la cohabitation périurbaine.



2. PORTRAIT DE LA PRODUCTION AGRICOLE

On dénombrait quelque 7438 entreprises agricoles sur le territoire de la Montérégie en 2004, ce qui correspond au quart de toutes les exploitations agricoles du Québec. Selon les données des fiches d'enregistrement du MAPAQ, par rapport à 2003, il s'agit d'une perte nette dans la région de 442 fermes. La Montérégie se démarque du portrait québécois par sa forte proportion (29 %) d'entreprises spécialisées en grandes cultures commerciales (voir Figure 2.1). Il s'agit d'un contraste avec le Québec agricole dominé par les productions animales, le secteur laitier en tête (voir Tableau 2.2). Ce dernier arrive tout de même bon deuxième en Montérégie avec 22 % des entreprises agricoles, suivies des entreprises bovines (10 %) et porcines (9 %). Un autre trait caractéristique de la Montérégie : sa plus grande part d'entreprises spécialisées en production de fruits (5 %) et de légumes (6 %) par rapport à l'ensemble du Québec. La région se classe également première au Québec dans la production avicole (dindons et poulets).

Figure 2.1
Répartition (%) des exploitations agricoles spécialisées¹ par secteur de production, Montérégie, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

¹ Nombre total d'exploitations agricoles déclarant des revenus agricoles bruts de 2500 \$ et plus, classées selon la production contribuant pour plus de 50 % du revenu brut agricole de l'exploitation.

Tableau 2.2
Répartition des exploitations agricoles spécialisées¹ par secteur de production,
Montérégie et Québec, 2001

	Montérégie		Québec		% Mont./Qc
	Nombre	%	Nombre	%	
Lait	1 623	22%	8 594	28%	19%
Bovins	723	10%	5 159	17%	14%
Porcs	681	9%	2 193	7%	31%
Avicole	203	3%	756	2%	27%
Autres animaux	458	6%	2 039	7%	22%
Grandes cultures	2 113	29%	4 598	15%	46%
Fruits	404	5%	1 042	3%	39%
Légumes	477	6%	1 096	4%	44%
Serres	210	3%	883	3%	24%
Érablières	193	3%	3 075	10%	6%
Autres végétaux	267	4%	1 104	4%	24%
Total	7 352		30 539		24%

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

¹ Nombre total d'exploitations agricoles déclarant des revenus agricoles bruts de 2500 \$ et plus, classées selon la production contribuant pour plus de 50 % du revenu brut agricole de l'exploitation.

Globalement, au cours de la décennie 1991-2001, le rythme de diminution du nombre d'entreprises agricoles de la Montérégie (-15 %) a suivi celui du Québec (-14 %) (voir Tableau 2.3). L'évolution est cependant différente pour certains secteurs de production. En production bovine par exemple, le nombre d'exploitations agricoles a diminué moins rapidement en Montérégie (-13 %) que la moyenne québécoise (-22 %). La situation inverse s'observe dans le secteur porcin où la baisse du nombre d'entreprises est beaucoup plus accentuée en Montérégie (-12 %) que pour l'ensemble du Québec (-5 %). Mais quel que soit le secteur, le constat est le même : il y a une consolidation des fermes.

Tableau 2.3
Évolution du nombre d'exploitations agricoles spécialisées¹ par type de productions principales, Montérégie, 1991-2001

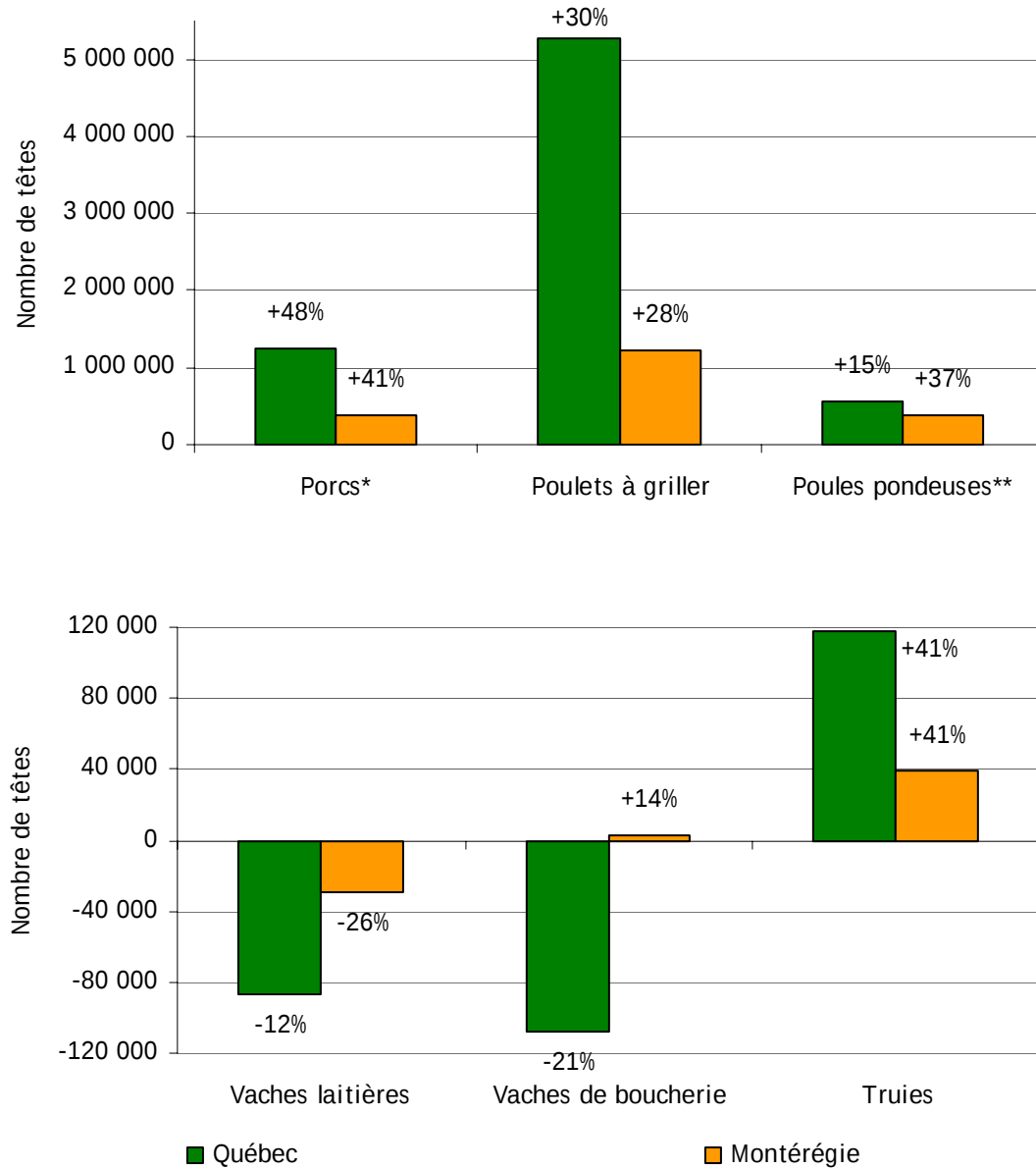
	1991	1996	2001	Variation 2001-1991 (%)	
				Montérégie	Québec
Lait	2 516	2 066	1 623	-35%	-34%
Bovins	833	869	723	-13%	-22%
Porcs	773	740	681	-12%	-5%
Avicole	249	218	203	-18%	-17%
Autres animaux	562	593	458	-19%	-8%
Grandes cultures	2 030	2 089	2 113	4%	14%
Fruits	466	471	404	-13%	-2%
Légumes	587	524	477	-19%	-23%
Serres	202	207	210	4%	5%
Érabières	176	187	193	10%	36%
Autres végétaux	287	272	267	-7%	9%
Total	8 681	8 236	7 352	-15%	-14%

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

¹Nombre total d'exploitations agricoles déclarant des revenus agricoles bruts de 2500 \$ et plus, classées selon la production contribuant pour plus de 50 % du revenu brut agricole de l'exploitation.

En parallèle avec l'évolution du nombre d'entreprises, les changements observés dans les cheptels permettent de compléter le portrait des différents secteurs de productions animales. La Figure 2.2 montre, en nombre de têtes, ces changements pour le Québec et la Montérégie. Entre 1991 et 2001, il y a eu une variation similaire (+41 %) du cheptel de truies à l'échelle du Québec et de la Montérégie, mais qui s'est traduite en termes absolus par une augmentation plus importante du nombre de truies au Québec. Dans le cheptel porcin, la variation du nombre de porcs a été inférieure en Montérégie (+40 %) par rapport à la moyenne québécoise (près de 48 %), tant en pourcentage qu'en termes de nombre de têtes. On remarque également une légère croissance du cheptel bovin en Montérégie (14 % ou 2300 têtes) contre une diminution sur l'ensemble du Québec (-21 %). Enfin, le troupeau laitier de la Montérégie a diminué de plus de 25 % contre 12 % pour le Québec pour la période 1991-2001, ce qui en termes absolus représente près de 30 000 vaches pour la Montérégie.

Figure 2.2
Variation du nombre de têtes en production animale,
Québec et Montérégie, 1991-2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

*Inclut les porcelets de moins de 20 kg, les porcs de 20 à 60 kg et les porcs de 60 kg et plus.

**Poules pondeuses de 19 semaines et plus.

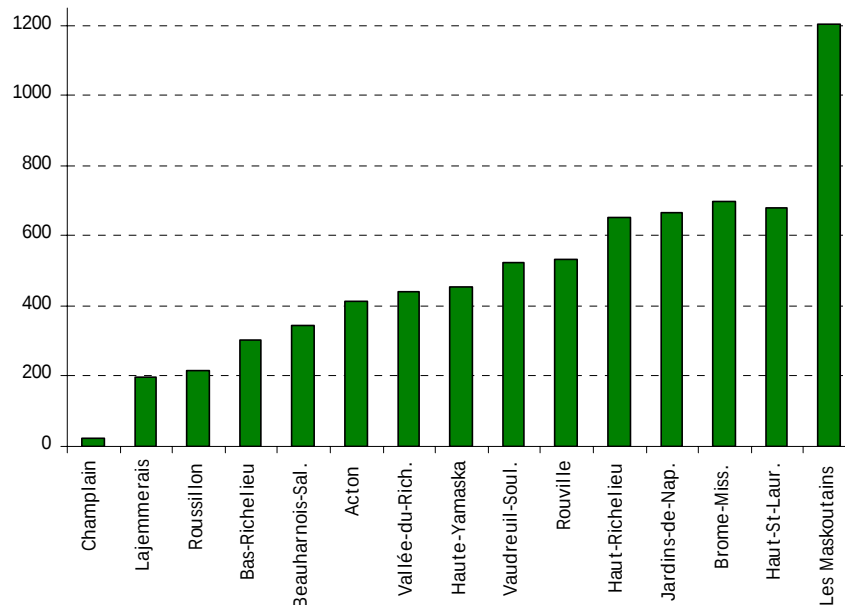
Du côté des productions végétales, la Montérégie a perdu un plus grand nombre d'entreprises en production fruitière (-13 %) que l'ensemble du Québec (-2 %) durant la décennie 1990 (voir Tableau 2.3). Nous verrons que la diminution du nombre d'entreprises ne s'est pas traduite par une expansion de celles restantes, mais qu'elle s'est plutôt

accompagnée d'une diminution des superficies totales consacrées aux arbres fruitiers et aux petits fruits. Enfin, alors que le nombre d'érablières a bondi de 36 % au Québec sur la période 1991-2001, l'augmentation est plus modeste en Montérégie (de l'ordre de 10 %). Fait à noter : le nombre d'entreprises spécialisées en grandes cultures a connu une croissance supérieure dans l'ensemble du Québec qu'en Montérégie. L'offre de cultivars moins exigeants en unité thermique a effectivement permis à d'autres régions d'intégrer des cultures comme le maïs-grain. Le développement de la production porcine n'est également pas étranger à ce phénomène.

Ces entreprises agricoles se répartissent sur la quinzaine de MRC qui constituent le territoire de la Montérégie. La figure suivante permet de constater que certaines MRC ont une vocation agricole plus forte que d'autres. En 2001, 16 % des exploitations agricoles de la région étaient situées dans la MRC Les Maskoutains. Les MRC du Haut-Richelieu, des Jardins-de-Napierville, du Haut-Saint-Laurent et de Brome-Missisquoi regroupaient toutes environ 9 % des entreprises agricoles. À l'autre extrémité, la MRC de Champlain-Longueuil comptait moins de 0,5 % des entreprises agricoles, ce qui n'est pas étonnant étant donné le caractère urbain de celle-ci. Le Tableau 2.4 présente la variation du nombre d'exploitations agricoles enregistrées dans chacune des MRC entre 1991 et 2001. Les MRC de Lajemmerais, de Roussillon, du Bas-Richelieu, de Beauharnois-Salaberry, de Rouville et des Jardins-de-Napierville ont perdu davantage d'entreprises que la moyenne montérégienne (-15 %), tandis que La Vallée-du-Richelieu a connu un gain de 13 entreprises (3 %) sur son territoire.



Figure 2.3
Nombre d'exploitations agricoles par MRC de la Montérégie, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

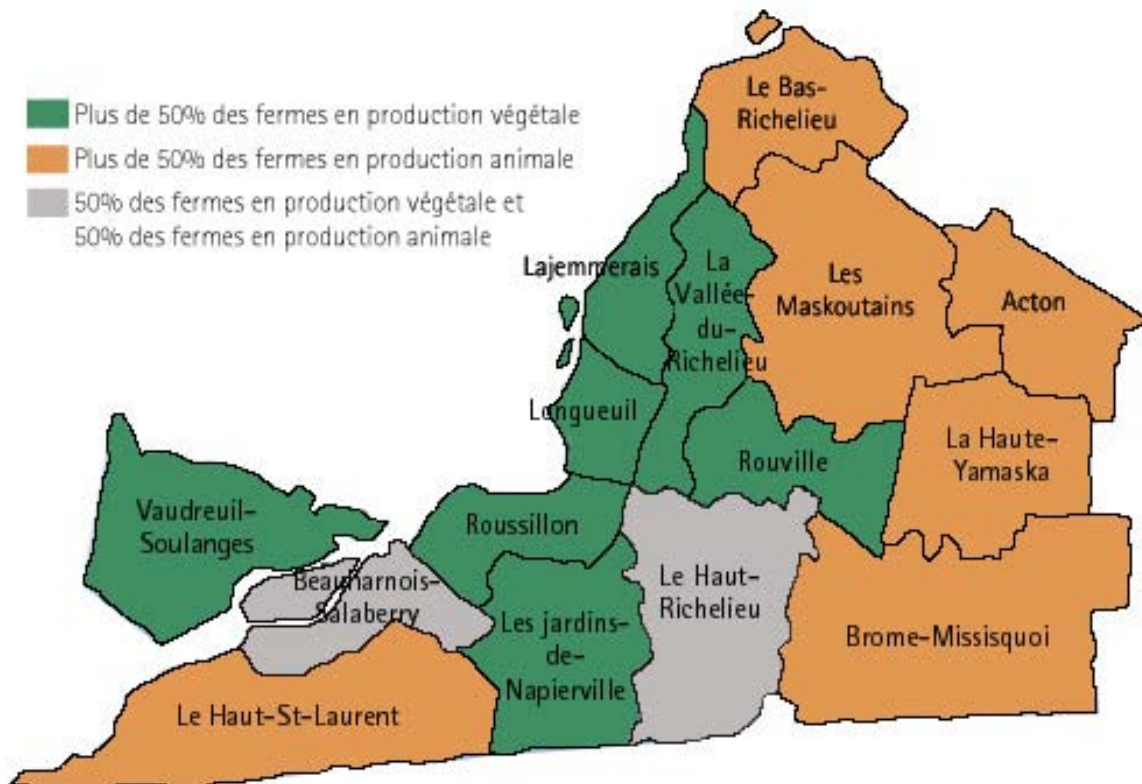
Tableau 2.4
Évolution du nombre d'exploitations agricoles par MRC de la Montérégie, 1991, 1996, 2001

	1991	1996	2001	Variation 2001-1991	% MRC/Montérégie 2001
Champlain-Longueuil	25	33	23	-8%	0,3%
Lajemmerais	253	254	198	-22%	3%
Roussillon	289	247	215	-26%	3%
Le Bas-Richelieu	385	365	303	-21%	4%
Beauharnois-Salaberry	408	387	343	-16%	5%
Acton	501	496	414	-17%	6%
La Vallée-du-Richelieu	430	411	443	3%	6%
La Haute-Yamaska	537	465	454	-15%	6%
Vaudreuil-Soulanges	619	586	524	-15%	7%
Rouville	704	660	535	-24%	7%
Le Haut-Richelieu	704	695	654	-7%	9%
Les Jardins-de-Napierville	823	742	665	-19%	9%
Le Haut-Saint-Laurent	783	749	680	-13%	9%
Brome-Missisquoi	811	801	698	-14%	9%
Les Maskoutains	1409	1345	1203	-15%	16%
Montérégie	8 681	8 236	7 352	-15%	100 %

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

La carte suivante illustre la dominance des productions végétales ou animales dans certaines MRC. Les MRC de Rouville (52 %), de Vaudreuil-Soulanges (63 %), de la Vallée-du-Richelieu (69 %), de Lajemmerais (70 %), des Jardins-de-Napierville (72 %), de Roussillon (77 %) et de Champlain-Longueuil (82 %) ont toutes une proportion de leurs exploitations agricoles spécialisées en production végétale supérieure à 50 %. À l'inverse, des MRC telles que La Haute-Yamaska (28 %) et Acton (19 %) comptent moins de 30 % de leurs entreprises agricoles en production végétale. Durant la décennie 1990, la tendance a été à l'augmentation de la proportion d'exploitations agricoles spécialisées en production végétale dans l'ensemble des MRC (voir détails à l'Annexe A).

Figure 2.4
Répartition des exploitations agricoles par MRC de la Montérégie selon la dominance en production animale ou végétale, 2001



Sources : Groupe AGÉCO et Recensements de l'agriculture de Statistique Canada.

L'évolution du nombre d'exploitations agricoles jumelée à la croissance de la superficie moyenne des entreprises donne une idée de la taille des entreprises agricoles présentes sur le territoire. La figure suivante permet de constater que la superficie moyenne des exploitations agricoles de la Montérégie est inférieure à celle du Québec. Le fait que la Montérégie compte un nombre important de fermes en production de légumes et de fruits

sur son territoire pourrait expliquer ce constat³. Alors que la superficie totale occupée par les exploitations agricoles a légèrement diminué sur l'ensemble du Québec entre 1991 et 2001, elle a crû de 3 % en Montérégie. Pendant cette même période, la superficie moyenne des entreprises a augmenté plus rapidement en Montérégie (25 %) qu'au Québec en général (18 %), ce qui amenuise l'écart.

Tableau 2.5
Évolution de la superficie totale (ha) et de la superficie moyenne
des exploitations agricoles en Montérégie et au Québec, 1991-1996-2001

	1991	1996	2001	Variation 2001-1991
Superficie totale (ha)				
Québec	3 429 610	3 456 213	3 417 026	-0,4%
Montérégie	691 153	709 627	711 666	3%
% Possédée				
Québec	87%	86%	83%	-5%
Montérégie	82%	81%	81%	1%
% Louée				
Québec	13%	14%	17%	32%
Montérégie	18%	19%	19%	12%
Superficie moyenne (ha/exploitation agricole)				
Québec	90	96	106	18%
Montérégie	75	82	94	25%

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

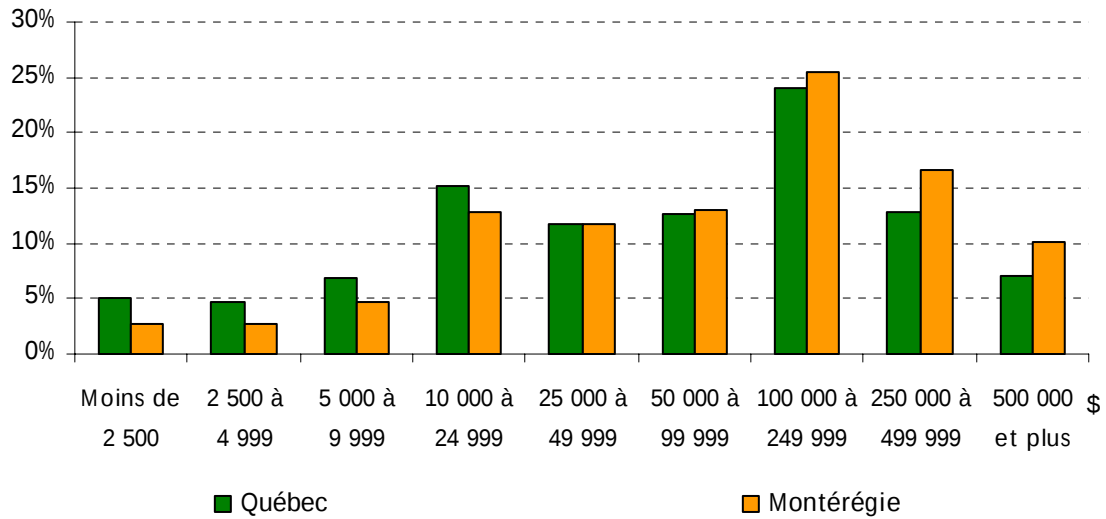
Note : La superficie moyenne est calculée en divisant la superficie totale des exploitations agricoles déclarantes par le nombre d'exploitations agricoles déclarantes.

Mis à part le nombre d'exploitations et leur superficie moyenne, le revenu agricole est un élément révélateur de l'état du secteur agricole. La Figure 2.5 démontre que la Montérégie compte une plus grande part de ses entreprises dans des catégories supérieures de revenu agricole brut⁴, par rapport aux exploitations agricoles du Québec. Ainsi, en 2001, 27 % des exploitations agricoles de la Montérégie généraient des revenus supérieurs à 250 000 \$, comparativement à 20 % pour le Québec. Néanmoins, durant la période 1991-2001, un plus grand nombre d'exploitations agricoles ont migré vers ces catégories supérieures de revenu à l'échelle québécoise qu'en Montérégie (voir Figure 2.6).

³ Par exemple, en 2001 en Montérégie, la superficie moyenne d'une exploitation agricole spécialisée en grandes cultures était de 83 hectares, alors que celles des entreprises de légumes et de fruits étaient respectivement de 32 hectares et 8 hectares.

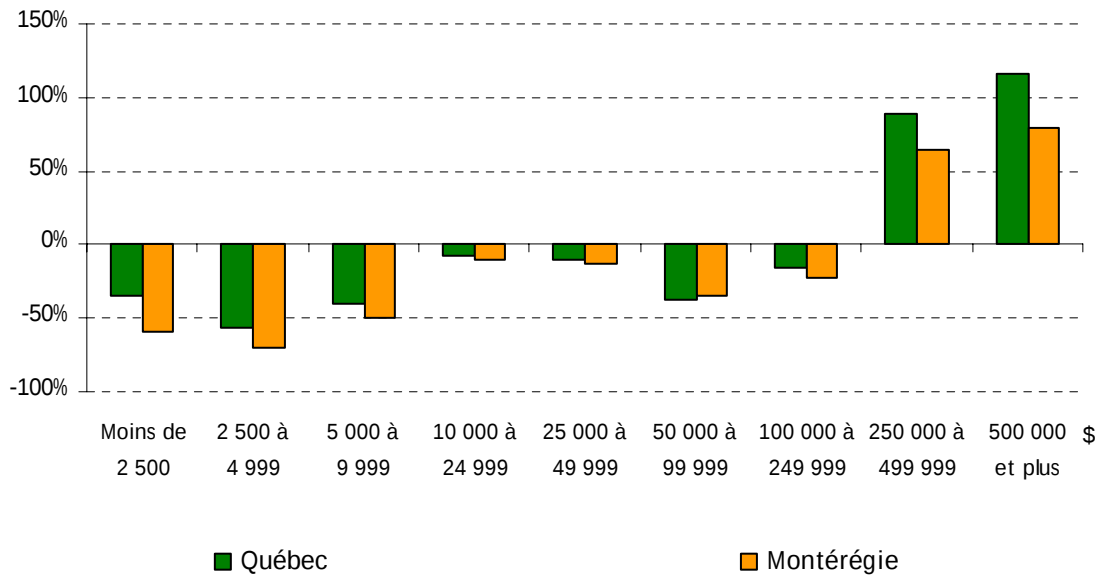
⁴ Il s'agit de la répartition du revenu agricole brut des exploitations agricoles spécialisées. Statistique Canada détermine la production principale des fermes sur la vente des cultures et/ou du bétail qui représente 51 % ou plus des revenus agricoles éventuels de la ferme.

Figure 2.5
Répartition des exploitations agricoles (%) par catégorie de revenu brut,
Montérégie et Québec, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

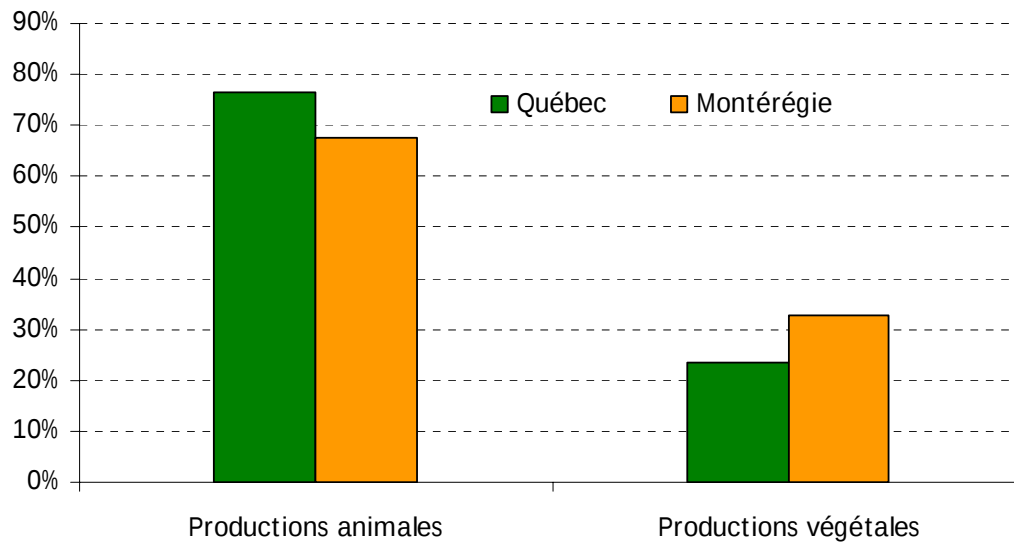
Figure 2.6
Variation (%) du nombre d'exploitations agricoles classées par catégorie
de revenu brut, Québec et Montérégie, 1991-2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Le revenu agricole renseigne également sur l'importance relative des productions végétales en Montérégie : dans cette région, les productions végétales contribuent à près du tiers du revenu agricole brut, contre 24 % pour la moyenne québécoise (voir Figure 2.7). Parmi les productions végétales, près de 17 % du revenu agricole de la Montérégie provient des grandes cultures, alors que la part québécoise est de 9 % (voir Figure 2.8).

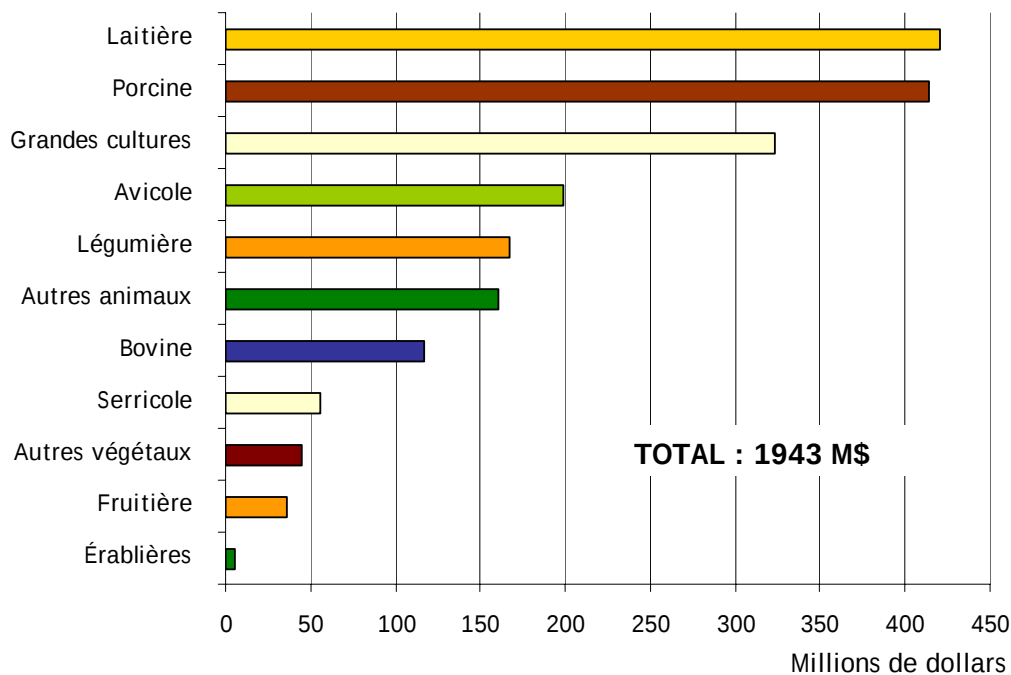
Figure 2.7
Répartition (%) du revenu agricole brut par productions animale et végétale, Montérégie et Québec, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.



Figure 2.8
Revenu agricole brut par secteur de production, Montérégie 2001



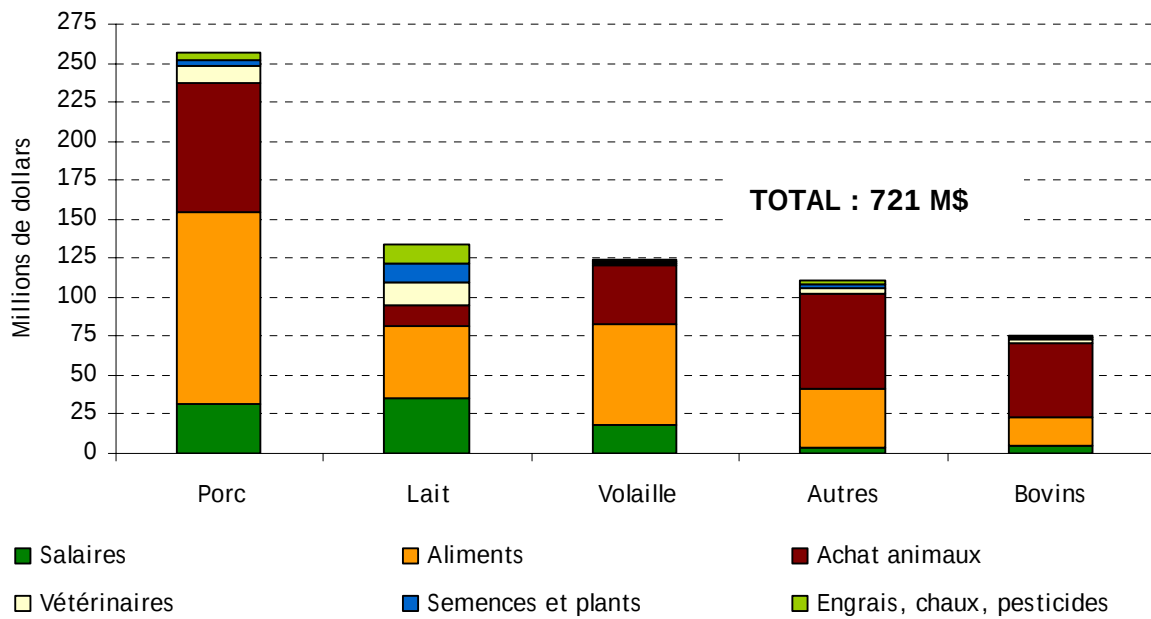
Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : Il s'agit du revenu agricole brut tiré de l'exploitation des fermes spécialisées durant l'année civile 2000. Ce revenu comprend les remises et les paiements dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et régionaux de soutien aux entreprises agricoles et le produit brut des assurances comme les paiements du compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

L'impact économique d'un secteur d'activité se mesure en termes de création d'emploi, de PIB ou encore de recettes monétaires. On peut également estimer les retombées économiques par les dépenses des entreprises. En effet, le secteur agricole stimule les maillons en amont par les achats effectués auprès des divers fournisseurs d'intrants et de services. Au total en 2001, les entreprises agricoles de la Montérégie ont injecté un peu plus de 1,6 milliard de dollars dans l'économie régionale pour les dépenses nécessaires à leur fonctionnement : moulées, semences, services vétérinaires, main-d'œuvre à la ferme, etc.

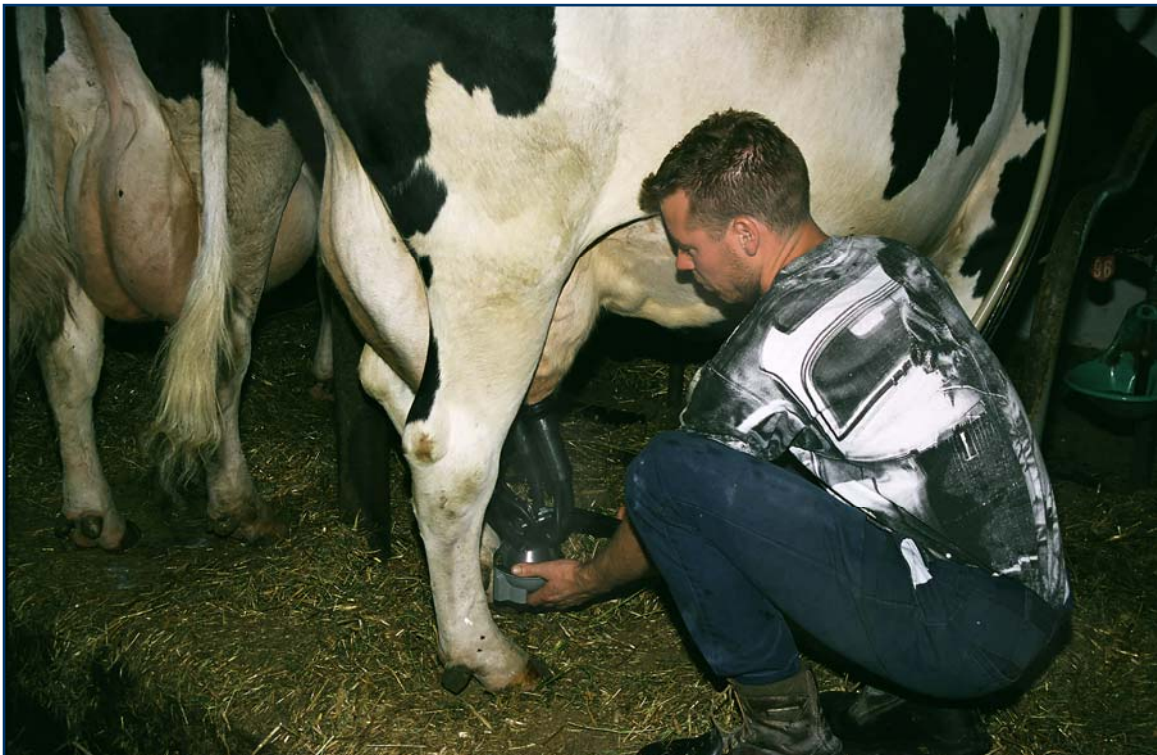
La Figure 2.9 démontre les dépenses effectuées par certains secteurs de productions animales. Le secteur laitier apparaît plus exigeant en main-d'œuvre, ce poste de dépense occupe 23 % des dépenses totales du secteur. Il faut d'ailleurs souligner que la main-d'œuvre familiale n'est pas considérée dans ces dépenses de salaire, ce qui augmenterait encore plus l'importance de ce poste chez les entreprises laitières. En production porcine, ce sont plutôt les coûts d'alimentation qui dominent, accaparant 48 % des dépenses. En effet, la production porcine utilise peu de main-d'œuvre directement à la ferme, mais elle entraîne généralement chez ses fournisseurs et dans le secteur de l'abattage et de la transformation de la viande une création d'emploi importante; l'industrie porcine est intense en capital et autres ressources, ce qui constitue un effet de levier important en amont et en aval.

Figure 2.9
Dépenses des exploitations agricoles par secteur de production animale
pour certains intrants, Montérégie, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : La main-d'œuvre familiale n'est pas incluse dans les dépenses de salaire.



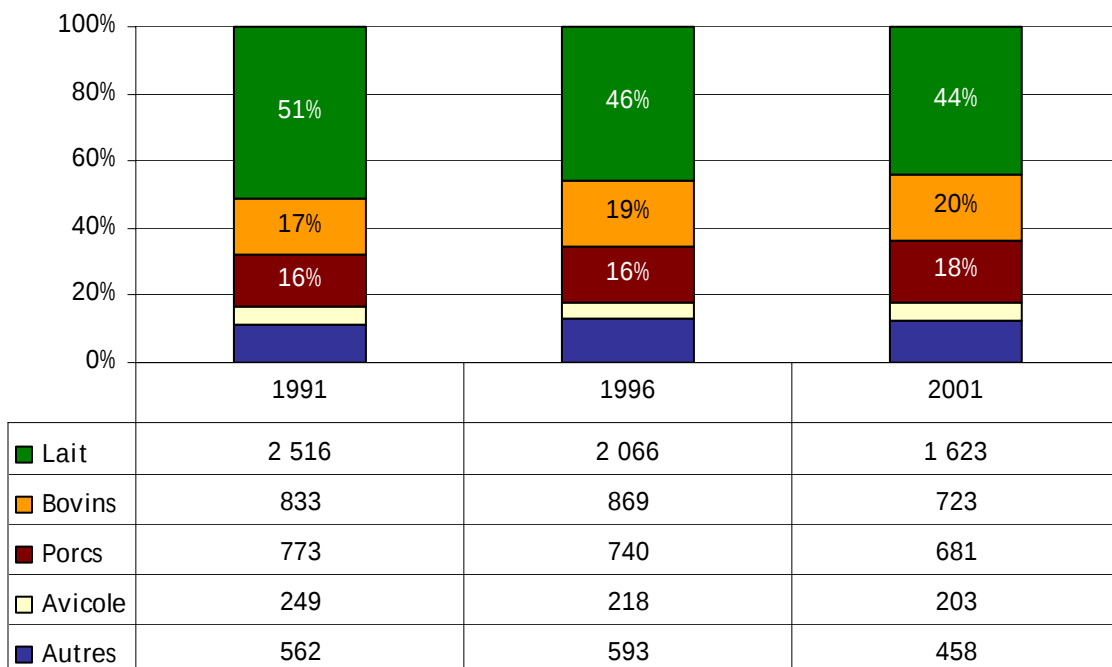
2.1.1 PRODUCTIONS ANIMALES

La prochaine section s'attarde aux productions animales. Tel qu'il a été mentionné, la Montérégie se démarque de l'ensemble du Québec par son plus grand nombre d'entreprises spécialisées en production végétale, mais ce sont néanmoins des productions animales qui se classent au premier rang en termes de recettes agricoles (porc et lait) et leur importance n'est donc pas à négliger.

- Importance relative des productions animales : nombre d'exploitations agricoles et revenus générés

La Figure 2.10 démontre l'évolution du nombre d'entreprises dans les différentes productions animales entre 1991 et 2001. Au cours de la décennie 1990, la production laitière a perdu de son importance relative dans le nombre d'exploitations agricoles en Montérégie : sa part est passée de 51 % à 44 % des entreprises. À l'inverse, la proportion des entreprises porcines et bovines a progressé. En 2001, on remarque que la production bovine (20 %) demeure plus importante que le secteur porcin (18 %) sur le plan du nombre d'exploitations agricoles.

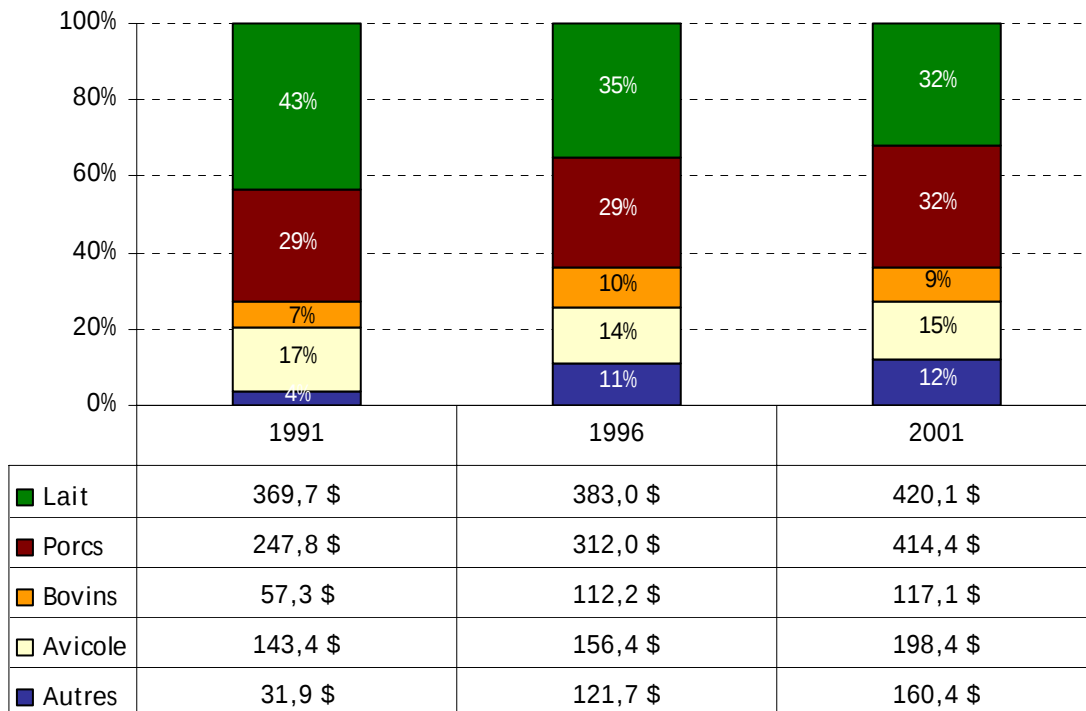
Figure 2.10
Répartition du nombre d'exploitations agricoles (%) par production animale, Montérégie, 1991, 1996, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Il est également intéressant de considérer la provenance du revenu brut par type de production, signe à la fois de la diversité des secteurs agricoles représentés et de leur poids économique. La Figure 2.11 rapporte la part du revenu brut agricole animal par type de production animale entre 1991 et 2001.

Figure 2.11
Répartition (%) du revenu agricole brut par production animale,
Montérégie, 1991, 1996, 2001



Millions de dollars

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

La contribution du secteur laitier dans le revenu brut agricole généré par les productions animales a diminué, au profit notamment de la production porcine. En dix ans, la part de la production laitière est passée de 43 % à 32 %. Elle arrive maintenant nez à nez avec le secteur porcin en termes de contribution au revenu agricole. Le poids économique des « autres » productions animales a également pris de l'importance : ces autres élevages contribuent aujourd'hui à 12 % des revenus bruts issus des productions animales, contre tout juste 4 % au début des années 1990. La diversification de l'agriculture s'est donc traduite par une diversification sur le plan de la contribution économique. Fait à noter, malgré sa faible importance en nombre d'entreprises (6 %), le secteur de la volaille participe néanmoins en 2001 à 15 % du revenu des productions animales. Dans le même sens, alors que les entreprises porcines comptent pour 18 % des fermes de productions animales, elles contribuent à près du tiers du revenu total en 2001.

- Localisation par MRC

Le Tableau 2.6 présente la répartition des exploitations agricoles par MRC pour la région de la Montérégie selon le type de production animale pratiquée. Avec 18 % des exploitations agricoles spécialisées en production animale, Les Maskoutains est la première MRC en importance dans la région. Suivent les MRC de La Haute-Yamaska, d'Acton, du Haut-Richelieu, du Haut-Saint-Laurent et de Brome-Missisquoi qui comptent toutes sur leur territoire entre 9 % et 11 % des exploitations spécialisées en production animale. Plus précisément, Les Maskoutains détient une forte proportion des entreprises porcines (37 %) et avicoles (38 %). En production laitière, la MRC du Haut-Saint-Laurent occupe le premier rang en termes de nombre d'exploitations agricoles, alors que Brome-Missisquoi compte le plus d'entreprises bovines (voir aussi l'Annexe B).

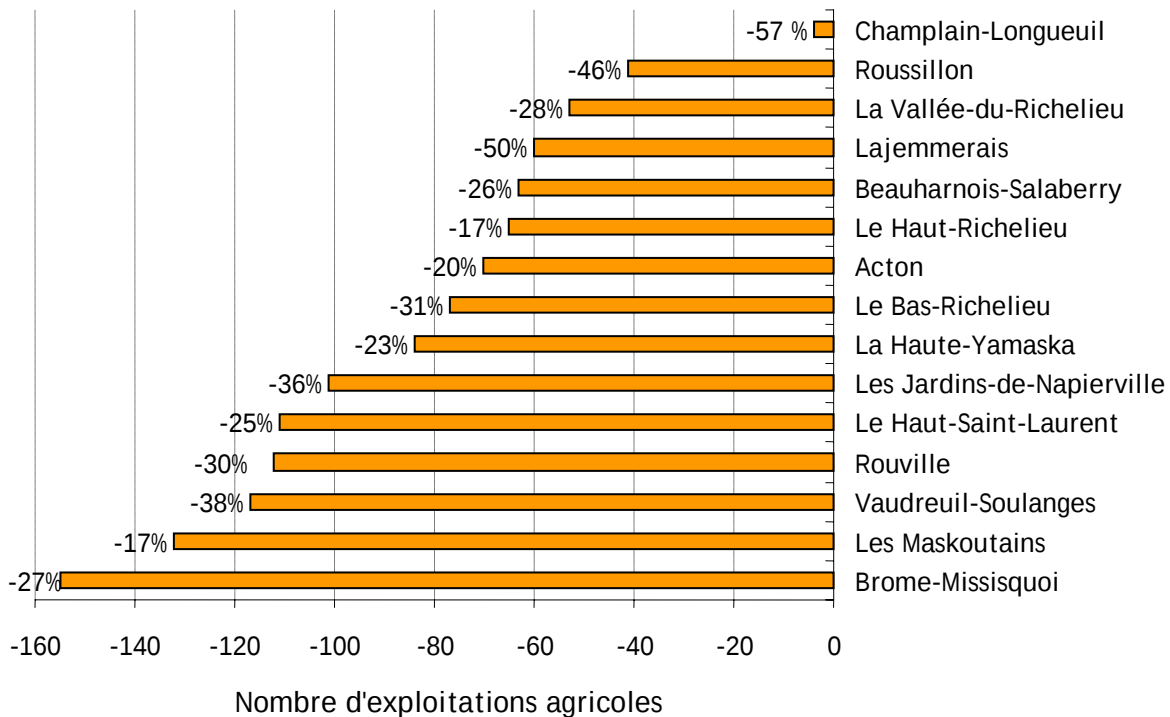
La prochaine figure (Figure 2.12) expose la variation du nombre d'entreprises en production animale dans chacune des MRC pour la décennie 1991-2001. Les MRC de Champlain-Longueuil et de Lajemmerais ont respectivement perdu 57 % et 50 % de leurs entreprises en production animale, ce qui n'est pas surprenant étant donné la proximité géographique de ces MRC avec la grande région montréalaise. Par contre, en termes absolus, les MRC de Brome-Missisquoi (-155), Les Maskoutains (-132) et de Vaudreuil-Soulanges (-117) ont connu en 10 ans les baisses les plus importantes quant au nombre d'entreprises spécialisées en production animale sur leur territoire.

Tableau 2.6
Répartition (%) des exploitations agricoles par type de production animale
dans les MRC de la Montérégie, 2001

	Laitière	Bovine	Porcine	Avicole	Autres	% Toutes fermes animales
Champlain-Longueuil	nd	nd	0,1%	-	0,4%	0,1%
Roussillon	1,4%	0,8%	0,3%	1,5%	3,3%	1%
Lajemmerais	2%	1,2%	-	-	4,1%	2%
Vallée-du-Richelieu	4%	2%	1%	4%	8%	4%
Bas-Richelieu	6%	3%	4%	2%	3%	5%
Beauharnois-Salaberry	9%	2%	1%	-	3%	5%
Jardins-de-Napierville	5%	7%	2%	6%	7%	5%
Vaudreuil-Soulanges	5%	6%	1%	3%	10%	5%
Rouville	5%	4%	12%	14%	5%	7%
Haute-Yamaska	6%	12%	12%	13%	6%	9%
Acton	8%	10%	15%	4%	4%	9%
Haut-Richelieu	12%	7%	6%	2%	9%	9%
Haut-Saint-Laurent	13%	13%	1%	3%	10%	10%
Brome-Missisquoi	10%	16%	7%	9%	15%	11%
Maskoutains	12%	13%	37%	38%	11%	18%

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Figure 2.12
Variation du nombre d'exploitations agricoles en production animale
dans chacune des MRC de la Montérégie, 1991-2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

- Évolution des cheptels

Les changements survenus dans le cheptel animal entre 1991 et 2001 permettent d'estimer si la diminution du nombre d'exploitations agricoles a pu se traduire par une augmentation de la taille des entreprises qui sont demeurées en production (voir Tableau 2.7).

Globalement, pour cette décennie, la Montérégie a connu une nette croissance de son cheptel porcin. Cette expansion est similaire à celle du Québec pour les truies, mais inférieure quant au nombre de porcs.

Le cheptel laitier a enregistré un recul moins marqué en Montérégie qu'au Québec avec une diminution du nombre de vaches trois fois moins importante lors de la décennie 1990. Le cheptel de vaches de boucherie de la région a connu une augmentation rapide entre 1991 et 1996 (près de 50 % ou 8450 têtes), alors que celui du Québec est en baisse pour cette période (-8 %). Entre 1996 et 2001, il semble y avoir eu un retour du balancier en Montérégie avec une décroissance du cheptel de vaches de boucheries (-6136 vaches). Cette fluctuation est à l'image de cette production très cyclique.

Tableau 2.7
Variation du nombre de têtes pour les principales productions animales,
Québec et Montérégie, 1991-1996 et 1996-2001

	De 1991 à 1996				De 1996 à 2001			
	Québec		Montérégie		Québec		Montérégie	
	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Vaches laitières	0,2%	1 706	-11%	-13 052	-13%	-88 688	-17%	-16 614
Vaches boucherie	-8%	-42 687	50%	8 450	-14%	-64 649	-24%	-6 136
Truies	12%	33 530	13%	12 814	26%	83 721	24%	26 936
Porcs	19%	501 939	29%	269 450	24%	743 847	9%	107 877
Poulets à griller	13%	2 196 650	38%	1 642 908	16%	3 066 780	-7%	-426 279
Poules pondeuses	4%	149 074	9%	87 745	10%	399 039	26%	284 687

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

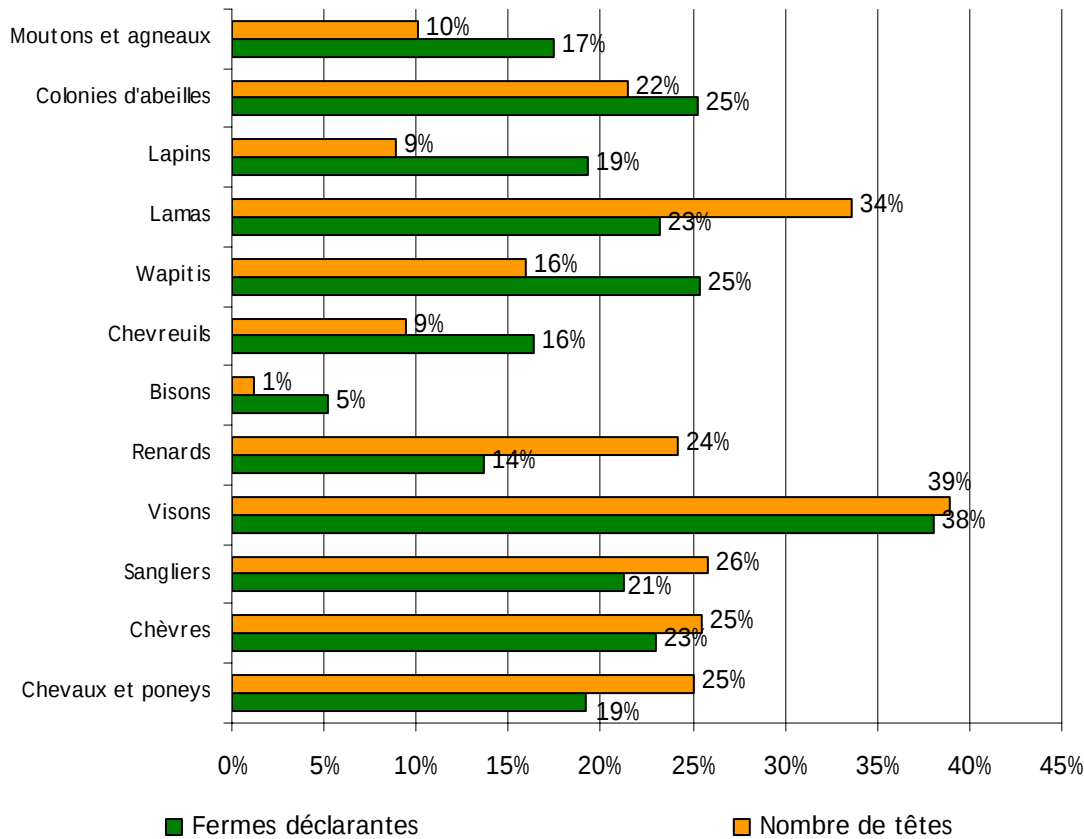
On remarque enfin que l'augmentation du troupeau de poules pondeuses a été plus accentuée en Montérégie qu'au Québec pendant les deux périodes 1991-1996 et 1996-2001. Pour le poulet à griller, la croissance a été observée davantage au début des années 1990. Globalement, la Montérégie maintient donc son importance dans les productions avicoles.

- Autres productions

Mis à part les productions animales conventionnelles, la Montérégie compte aussi sur son territoire des élevages d'espèces moins traditionnelles ou qui n'ont pas encore d'ampleur sur le plan de la taille ou de l'intensité de production. Les quelques données disponibles sur ces élevages démontrent notamment l'importance de la production apicole en Montérégie (environ 25 % des exploitations agricoles et des colonies d'abeilles du Québec) (voir Figure 2.13). La région se démarque aussi dans l'élevage de certains volatiles tels que les cailles, canards et pintades.



Figure 2.13
Nombre d'exploitations agricoles déclarantes et de têtes, autres productions animales, Montérégie par rapport au Québec, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

- **Résumé et constats des productions animales**

Ce portrait des productions animales de la Montérégie permet de tirer quelques constats. On note d'abord, comme partout au Québec, l'évolution structurelle qui s'est traduite par une consolidation des fermes et l'augmentation de la taille des exploitations restantes. Environ 40 % des exploitations agricoles spécialisées en production animale se retrouvent dans trois MRC (Haut-Saint-Laurent, Brome-Missisquoi et Les Maskoutains), les productions porcine et avicole étant principalement localisées dans la MRC Les Maskoutains. Le Tableau 2.8 résume l'importance relative des productions animales en Montérégie, en termes de nombre d'exploitations agricoles, de contribution aux revenus et de part des dépenses. La place occupée par le secteur laitier parmi les autres productions animales s'est maintenue. Soulignons, cependant, la contribution aux revenus bruts agricoles et les dépenses des secteurs porcin et avicole qui sont supérieures à leur importance en termes de nombre d'entreprises. Ce sont donc des secteurs qui ont un effet levier considérable. Des détails sur l'évolution des différentes productions animales se trouvent à l'Annexe C.

Tableau 2.8
Importance relative des différentes productions animales en proportion des entreprises, du revenu brut et des dépenses, Montérégie, 2001

Productions animales	% Entreprises	% Revenu brut	% Dépenses
Laitière	44	32	28
Bovine	20	9	10
Porcine	18	32	33
Avicole	6	15	15
Autres productions	12	12	14

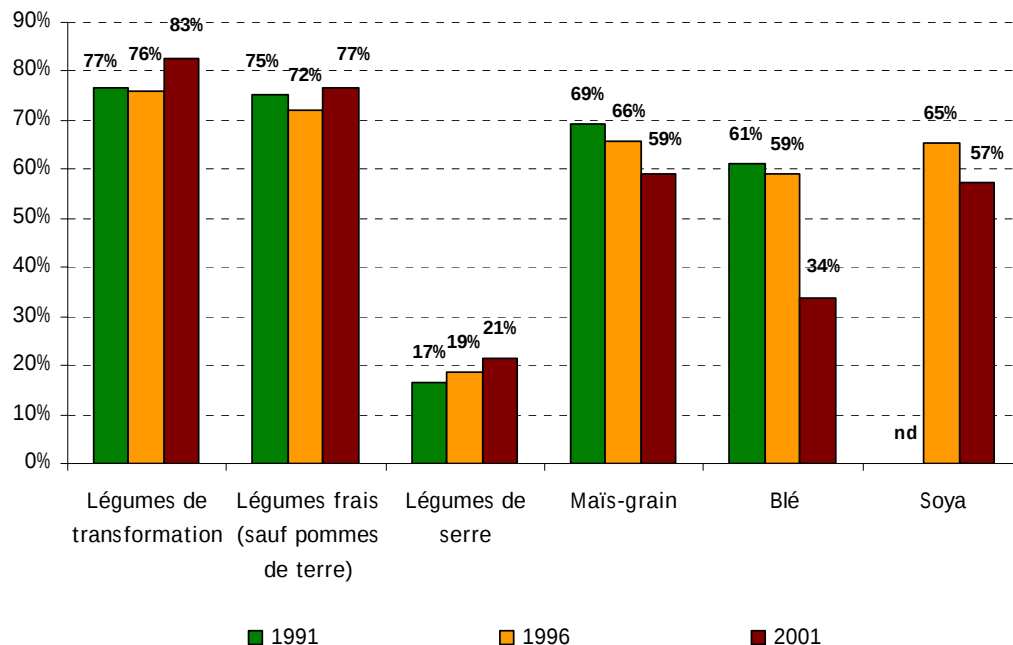
Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : La main-d'œuvre familiale n'est pas incluse dans les dépenses.

2.1.2 PRODUCTIONS VÉGÉTALES

La Montérégie se présente comme le fleuron du Québec dans plusieurs productions végétales. Si elle est réputée pour ses vergers, elle arrive également au premier rang pour le nombre d'entreprises spécialisées en grandes cultures, en production de fruits, de légumes frais et de légumes de transformation qui occupent son territoire.

Figure 2.14
Part de la Montérégie (%) dans les superficies totales du Québec pour certaines productions végétales, 1991, 1996, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

L'agriculture intensive pratiquée en Montérégie caractérise la région par rapport à l'ensemble du Québec. Cela s'observe particulièrement par la proportion qu'elle détient des superficies cultivées sur l'ensemble du territoire québécois : en 2001, la Montérégie comptait 83 % de la superficie dédiée aux légumes de transformation, 77 % des hectares cultivés en légumes frais, et respectivement 57 % et 59 % de la superficie totale québécoise cultivée en soya et maïs-grain (voir Figure 2.14).

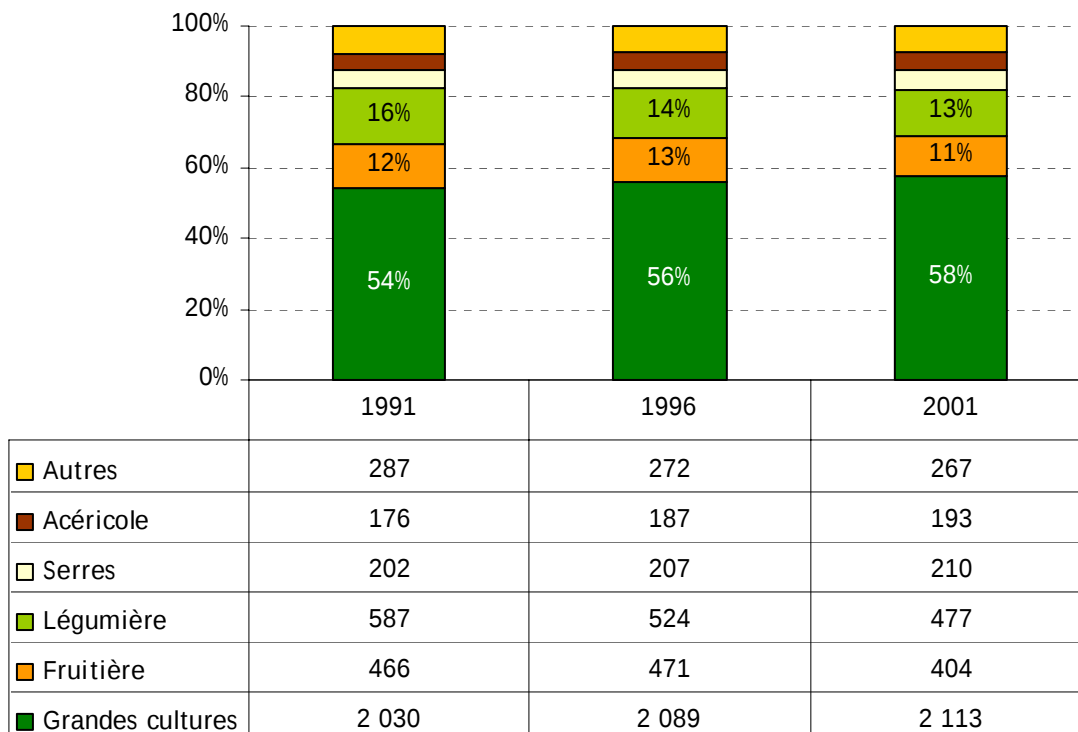
Dans cette même figure, on constate l'augmentation relative (Montérégie vs Québec) des superficies utilisées pour la production de légumes pour la période 1991-2001, notamment le nombre d'hectares consacrés aux légumes de transformation. Du côté des grandes cultures, c'est l'inverse qui est observé : que ce soit en maïs-grain, soya, blé ou autres céréales, la Montérégie a perdu de son poids dans l'ensemble des superficies du Québec. Pour le blé notamment, la part relative de la Montérégie est passée de plus de 60 % en 1991 à 34 % en 2001. Il semble donc que la Montérégie ait diversifié ses cultures et qu'en parallèle, la culture de maïs-grain et d'autres céréales se soit étendue ailleurs au Québec, à la faveur, entre autres, de la disponibilité de nouvelles variétés hâtives.

- Importance relative des productions végétales en Montérégie : nombre d'exploitations agricoles et revenus générés

En Montérégie, la répartition du nombre d'exploitations agricoles par grands secteurs de production végétale est demeurée relativement stable entre 1991 et 2001 (voir Figure 2.15). Le poids des exploitations agricoles spécialisées en grandes cultures a légèrement augmenté, passant de 54 % à 58 %, alors que celui des entreprises spécialisées en production de légumes a diminué (16 % à 13 %). En termes absolus, on remarque une augmentation du nombre d'érablières spécialisées. Leur nombre est passé de 176 en 1991 à 193 en 2001, soit une hausse de près de 10 %. Cependant, l'épisode du verglas en 1998 a pu influencer les statistiques relatives aux érablières.



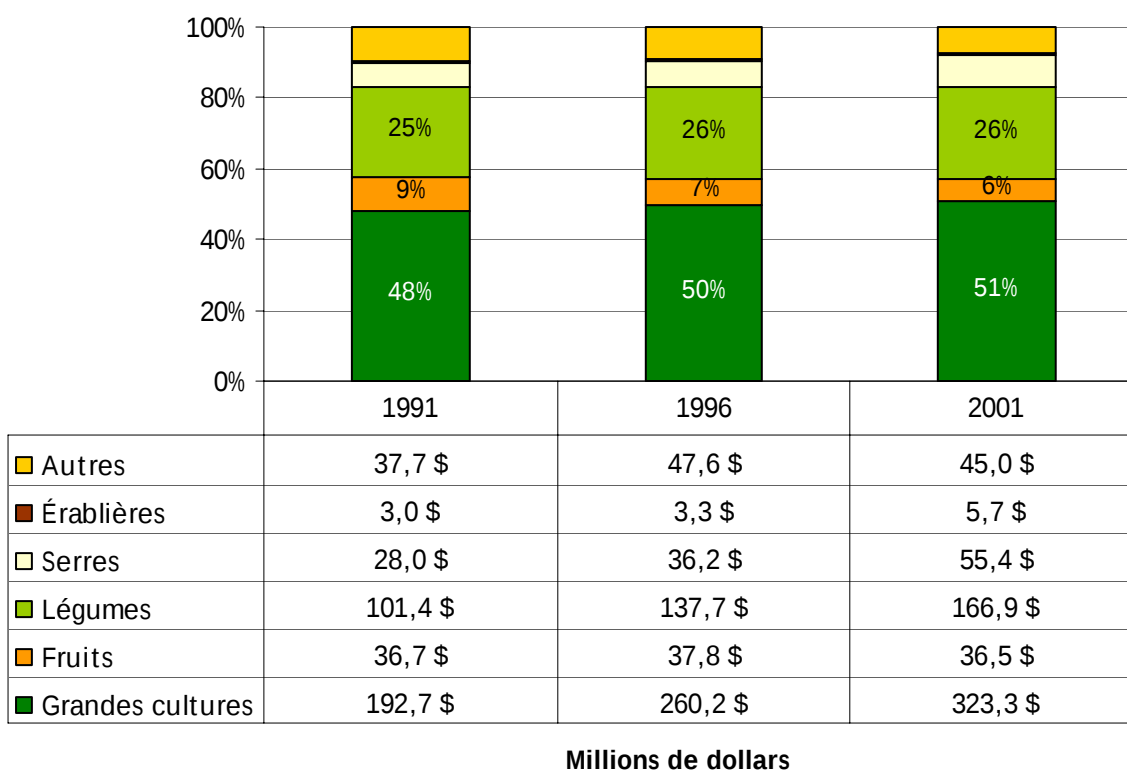
Figure 2.15
Répartition du nombre d'exploitations agricoles par production végétale,
Montérégie, 1991, 1996, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Au chapitre des revenus agricoles, on note également peu de changements sur le plan de la contribution des différents secteurs de productions végétales entre 1991 et 2001. Ce sont les grandes cultures qui génèrent environ la moitié de ces revenus, suivies des productions de légumes qui contribuent au quart (voir Figure 2.16).

Figure 2.16
Répartition (%) du revenu agricole brut par production végétale,
Montérégie, 1991, 1996, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

- Localisation par MRC

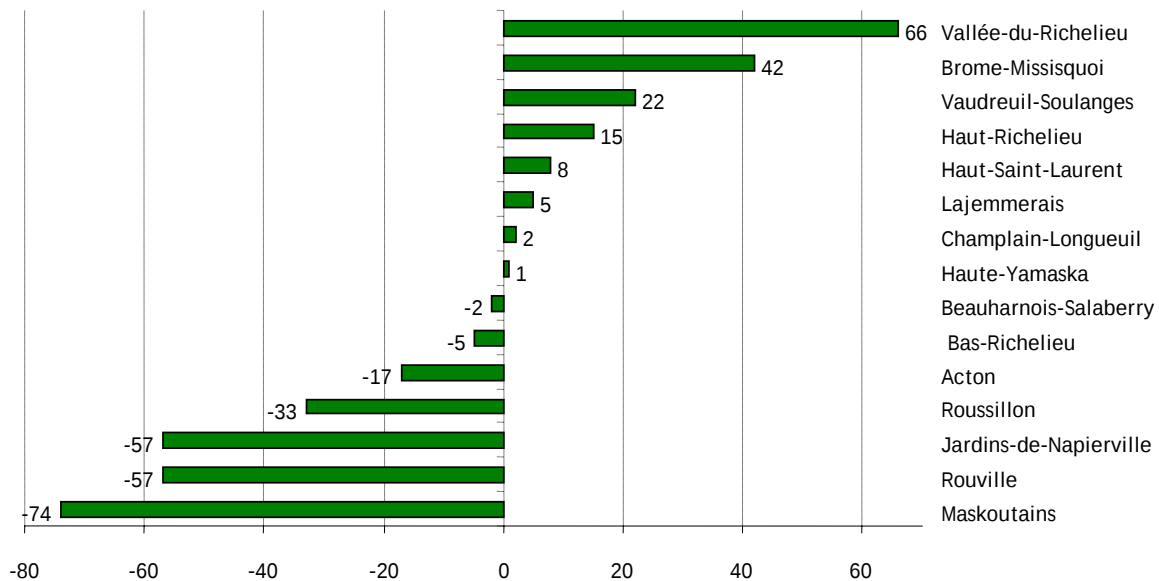
Le Tableau 2.9 présente la répartition des exploitations agricoles dans chacune des MRC de la Montérégie selon le type de production végétale. Tout comme du côté des productions animales, on retrouve dans la MRC Les Maskoutains la plus grande part (15 %) des entreprises spécialisées en production végétale, suivie de près par Les Jardins-de-Napierville (13 %). Cette dernière arrive bonne première quant au nombre d'exploitations agricoles de production de légumes (43 %) et en serre (23 %) localisées sur son territoire (voir aussi l'Annexe D).

Tableau 2.9
Répartition (%) des exploitations agricoles par type de production
végétale dans les MRC de la Montérégie, 2001

	Grandes cultures	Fruitière	Légumière	Serricole	Acéricole	Autres	% Toutes productions végétales
Champlain-Longueuil	-	-	-	4%	1%	-	1%
Acton	2%	1%	1%	2%	9%	3%	2%
Haute-Yamaska	1%	4%	-	4%	31%	4%	3%
Bas-Richelieu	5%	1%	2%	3%	3%	3%	4%
Lajemmerais	5%	1%	4%	3%	3%	2%	4%
Roussillon	5%	2%	9%	5%	-	3%	5%
Beauharnois-Salaberry	6%	1%	4%	8%	0%	1%	5%
Rouville	5%	27%	4%	5%	4%	9%	8%
Brome-Missisquoi	6%	15%	2%	8%	10%	15%	8%
Haut-Saint-Laurent	8%	16%	6%	1%	8%	11%	8%
Vallée-du-Richelieu	10%	11%	5%	4%	7%	6%	8%
Haut-Richelieu	12%	6%	2%	6%	2%	7%	9%
Vaudreuil-Soulanges	11%	2%	5%	13%	7%	12%	9%
Jardins-de-Napierville	8%	9%	43%	23%	2%	8%	13%
Maskoutains	17%	2%	15%	10%	15%	15%	15%

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Figure 2.17
Variation du nombre d'entreprise en production végétale dans chacune
des MRC de la Montérégie, 1991-2001



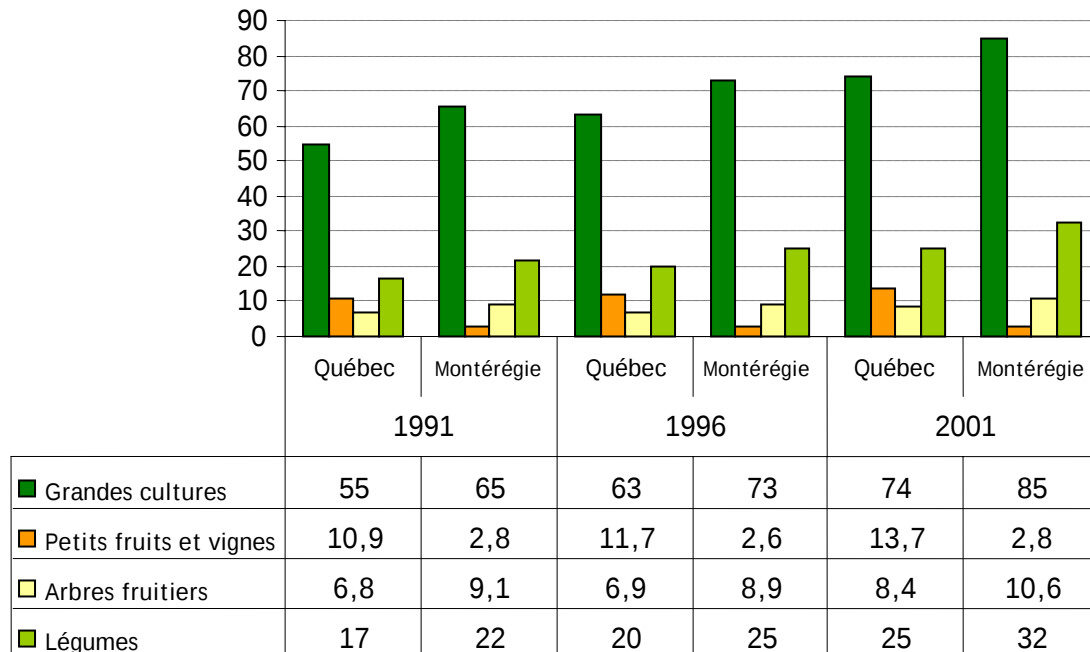
Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

D'importantes variations sont survenues durant la décennie 1990 quant au nombre d'exploitations agricoles en production végétale localisées dans les diverses MRC de la Montérégie (voir Figure 2.17). La Vallée-du-Richelieu (+27 %) et Brome-Missisquoi (+18 %) ont connu notamment une hausse considérable de leur nombre d'exploitations agricoles. Étonnamment, Champlain-Longueuil affiche aussi une augmentation de son nombre d'entreprises en production végétale entre 1991 et 2001. En termes absolus, la MRC a effectivement un gain de 2 exploitations agricoles (de 18 à 20) au cours de cette décennie. À l'opposé, Roussillon, Les Jardins-de-Napierville, Rouville et Les Maskoutains sont les MRC ayant enregistré les plus fortes pertes.

- Évolution des superficies par production

En parallèle avec l'évolution du nombre d'exploitations agricoles, les données des superficies cultivées fournissent des indications sur les types d'entreprises qui demeurent aujourd'hui en production. D'abord, et ce pour toute la décennie 1990, les exploitations agricoles de grandes cultures et de légumes de la Montérégie cultivent une superficie moyenne supérieure à celles du Québec. L'écart est de respectivement 15 % et 30 % supérieur pour la Montérégie en 2001. À l'opposé, les entreprises de production fruitière ont une taille plus petite en Montérégie qu'au Québec (voir Figure 2.18).

Figure 2.18
Nombre d'hectares moyen par exploitation agricole déclarant une production végétale, Québec et Montérégie, 1991, 1996, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Si en termes relatifs (Montérégie vs Québec) les superficies consacrées au maïs-grain en Montérégie ont perdu de leur importance par rapport aux hectares totaux cultivés en maïs-grain au Québec, il y a tout de même eu augmentation des superficies en Montérégie

au cours de la décennie 1990 (Tableau 2.10). Il en est de même pour les céréales dont la croissance des superficies est beaucoup plus forte en Montérégie (92 % entre 1991 et 2001) qu'au Québec en général (0,3 % entre 1991 et 2001).

En fait, la seule diminution notable est celle des superficies dédiées à la production de fruits et de petits fruits (baisse de 25 % en 10 ans contre une hausse de 13 % pour l'ensemble du Québec). D'ailleurs, la Montérégie a perdu de son importance comme région fruitière du Québec en termes de superficie : alors qu'en 1991, le tiers des superficies de culture de fruits s'y trouvaient, en 2001 ce n'est plus que 22 %. Le Tableau 2.11 détaille la variation des hectares cultivés pour les catégories « arbres fruitiers » et « petits fruits et raisins ». Le secteur des arbres fruitiers s'est consolidé en Montérégie au cours de la décennie 1990. Une rationalisation s'est effectuée par la replantation des vergers avec des pommiers nains et l'intensification des cultures sur une superficie plus restreinte. Cette consolidation a orienté des entreprises vers le commerce de gros. En parallèle, d'autres ont plutôt choisi la transformation et la vente de produits à valeur ajoutée en exploitant un verger de plus petite superficie. Enfin, la Montérégie confirme sa réputation de région viticole, les hectares dédiés à la culture du raisin ont augmenté de près de 50 % en 10 ans.

Tableau 2.10
Variation (%) des superficie en production végétale, Québec et Montérégie, 1991-2001

	De 1991 à 1996...		De 1996 à 2001...		De 1991 à 2001	
	Québec	Montérégie	Québec	Montérégie	Québec	Montérégie
Grandes cultures	6%	4%	7%	5%	13%	9%
Maïs-grain	13%	7%	31%	18%	48%	26%
Céréales	-12%	27%	14%	51%	0,3%	92%
Fruits	10%	-14%	3%	-12%	13%	-25%
Légumes	9%	5%	6%	16%	16%	22%
Serres	44%	45%	0%	10%	45%	60%

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : La catégorie « autres » inclut les érablières qui représentent environ 1 % des recettes générées par les productions végétales.

Tableau 2.11
Répartition et variation (%) des superficies (en ha)
en production fruitière en Montérégie, 1991-2001

	1991	1996	2001	% Variation 1991-2001
Arbres fruitiers	6 175	5 290	4 577	-26 %
Pommes	6 097	5 251	4 540	-26 %
Autres	78	39	37	-53 %
Petits fruits et raisins	971	825	795	-18 %
Fraises	591	487	401	-32 %
Framboises	227	159	152	-33 %
Bleuets	57	101	116	104 %
Raisins	69	64	102	48 %
Autres	27	14	24	-11 %

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO

- Résumé et constats des productions végétales

Ce portrait confirme la vocation de la Montérégie dans les productions végétales; la région est à la fois jardin et grenier du Québec. Les grandes cultures, maïs-grain loin en tête, dominant encore les choix de culture, mais une diversification se dessine notamment vers les oléagineux. Les superficies dédiées aux cultures de légumes, surtout ceux pour la transformation, ont également pris de l'importance. Par rapport au Québec en général, les exploitations de la Montérégie spécialisées en production de légumes et en grandes cultures commerciales ont une taille moyenne supérieure. Près de 28 % des exploitations agricoles spécialisées en production végétale se retrouvent sur le territoire de deux MRC de la région (Les Jardins-de-Napierville et Les Maskoutains).

Tableau 2.12
Importance relative des différentes productions végétales en proportion des exploitations agricoles, du revenu brut et des dépenses, Montérégie, 2001

Productions végétales	% Entreprises	% Revenu brut	% Dépenses
Grandes cultures	58%	51%	50 %
Fruitière	11%	6%	6 %
Légumière	13%	26%	27 %
Serricole	6%	9%	9 %
Acéricole	5%	1%	1 %
Autres	7%	7%	7 %

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : La main-d'œuvre familiale n'est pas incluse dans les dépenses.

Le Tableau 2.12 résume l'importance relative des productions végétales en Montérégie, en termes de nombre d'exploitations agricoles, de contribution aux revenus et de part des dépenses. Des détails sur l'évolution des différentes productions végétales sont présentés à l'Annexe E.



2.1.3 DIVERSIFICATION ET MULTIFONCTIONNALITÉ

Les sections précédentes ont démontré la vitalité de l'agriculture de la Montérégie dans des secteurs de productions traditionnels et dans un certain type de modèle de production. En effet, le modèle de production dominant en est un de production intensive. On constate, par exemple, que les entreprises spécialisées en production végétale sont en général de taille supérieure à celles du Québec, que ce soit en termes de superficie, de revenus générés et de capitalisation. Si le dynamisme de la Montérégie n'est plus à démontrer dans un type d'agriculture productrice de biens de commodités, des alternatives de production, à moins grande échelle ou orientées vers la production de produits à valeur ajoutée, commencent à se tailler une place sur le territoire. L'agrotourisme, la production biologique et la transformation à la ferme font partie des avenues qui diversifient le visage de l'agriculture de la Montérégie. L'effervescence dans ce domaine n'est certainement pas étrangère au travail effectué par les Conseils locaux de développement (CLD) dans la région. Les agents de développement présents sur le terrain favorisent une synergie qui conduit, par exemple, à des partenariats entre producteurs agricoles et industriels agroalimentaires. En parallèle, on reprend conscience des rôles multiples joués par l'agriculture⁵ : non pas seulement génératrice de biens agricoles, mais aussi essentielle à l'entretien du paysage, à l'occupation du territoire, au maintien du tissu social et de la santé économique de la région.

- Agrotourisme

L'agrotourisme s'avère être une forme de diversification des activités de l'exploitation agricole dont le potentiel économique est maintenant reconnu⁶, que ce soit en diversifiant les sources de revenus ou en constituant un canal de commercialisation supplémentaire. La Montérégie regroupe un certain nombre d'entreprises qui ont choisi cette forme d'activité. Plusieurs parmi celles-ci se retrouvent aujourd'hui dans le Circuit du Paysan⁷ qui couvre trois des MRC de la région. Il s'agit d'un parcours agrotouristique regroupant une dizaine d'entreprises identifiées au cours d'un trajet proposé aux visiteurs. Le Circuit du Paysan propose aussi un tracé spécifique aux vergers, les Cantons du Sud-Ouest, qui dresse une

⁵ Nous faisons ici référence à la multifonctionnalité de l'agriculture, définie par Hervieu comme étant « la multiplicité des fonctions remplies par l'agriculture à côté de sa fonction de production de matière première » (Hervieu 2001, p. 2).

⁶ Mentionnons à titre d'exemple les résultats d'une étude effectuée par enquête auprès de producteurs agrotouristiques de 5 régions du Québec (Outaouais, Laurentides, Cantons-de-l'Est, Saguenay-Lac-Saint-Jean et Chaudière-Appalaches). En moyenne, les producteurs agrotouristiques déclarent des revenus d'un peu plus de 100 000 \$ de leurs activités ou produits agrotouristiques, mais plus de 40 % atteignent un chiffre d'affaires annuel entre 25 000 et 75 000 \$ (Marcotte Pascale et Laurent Bourdeau, *Analyse des résultats de l'enquête réalisée auprès des producteurs agrotouristiques et des organisations liées à l'agrotourisme*, réalisée pour Le Groupe de concertation sur l'agrotourisme au Québec, 2004).

⁷ Information tirée du site Internet <http://www.circuitdupaysan.com>.

liste de près d'une vingtaine d'entreprises. Enfin, la Route des cidres et la Route des vins sillonnent une partie du territoire de la Montérégie.

- Production biologique

La production biologique a connu une importante percée entre 2002 et 2004 en Montérégie. Dans la production de légumes notamment, le nombre d'entreprises a presque doublé en l'espace de 2 ans (voir Tableau 2.13). Reflet de l'importance des productions végétales dans la région montréalaise, les exploitations agricoles de légumes et de grandes cultures représentent plus de 70 % des entreprises biologiques (ou en transition) de la région.

Tableau 2.13
Nombre d'exploitations agricoles certifiées biologiques ou en voie de l'être,
Montérégie, 2002-2004

Productions	2002	2003	2004	% 2004
Ovins	0	1	1	0,8%
Œufs	1	1	1	0,8%
Caprin	0	0	2	1,7%
Serres	2	2	2	1,7%
Plantes médicinales	1	1	2	1,7%
Bœuf	1	2	3	2,5%
Fruits et petits fruits	4	3	3	2,5%
Poulet	1	2	4	3,3%
Lait	2	5	5	4,0%
Acériculture	4	11	10	8,0%
Légumes	20	33	38	32,0%
Céréales-grandes cultures	31	45	49	41,0%

Source: Répondants du MAPAQ en agriculture biologique, secteurs Est et Ouest de la Montérégie.

Par rapport à l'ensemble du Québec (voir Tableau 2.14), la Montérégie se distingue une fois de plus par son grand nombre d'entreprises biologiques présentes en production de céréales et de grandes cultures (42 % vs 14 % au Québec en 2003). Néanmoins, la production biologique demeure encore embryonnaire et marginale en Montérégie.

Tableau 2.14
Répartition des exploitations agricoles biologiques par type de
production principale, Montérégie et Québec, 2003

Productions	Montérégie	Québec
Œufs	0,9%	-
Plantes médicinales	0,9%	2%
Viandes	5%	7%
Horticoles et serres	36%	23%
Lait	5%	7%
Acériculture	10%	47%
Céréales-grandes cultures	42%	14%

Sources: Répondants du MAPAQ en agriculture biologique, secteurs Est et Ouest de la Montérégie et Fédération des producteurs biologiques du Québec (FPBQ) (<http://www.fabqbio.ca/>).

Si elles cultivent en majorité de petites superficies (moins de 5 hectares), certaines entreprises cultivent plusieurs hectares de façon conventionnelle et entreprennent le virage biologique sur une partie de leur terre seulement. Qu'elles soient ou non en production biologique ou en voie de le devenir, certaines exploitations agricoles adhèrent à un autre programme de certification : « Un grain de santé ». Il s'agit d'une méthode de production intermédiaire se situant entre le conventionnel et le biologique⁸ et qui garantit, notamment, l'absence d'utilisation de semences génétiquement modifiées. La certification donne de la valeur ajoutée aux cultures, surtout pour le marché de l'alimentation humaine. Encore une fois fidèle à sa vocation de productrice de grandes cultures, la Montérégie représente une part importante des producteurs et des superficies certifiées « Un grain de santé ». Le Tableau 2.15 démontre, par exemple, que 71 % des superficies cultivées sous cette certification se trouvaient dans la Montérégie en 2004. Les données sur l'évolution du nombre de producteurs et de superficies par type de production depuis 2002 sont présentées à l'Annexe F. On constate, là aussi, que le nombre de producteurs adhérents et les superficies certifiées demeurent relativement faibles.

⁸ Les grains doivent être « cultivés selon les normes établies dans un cahier des charges. L'année de la certification, les semences doivent être non traitées et non transgéniques, aucun engrais chimique de synthèse et aucun herbicide ne sont permis. Il doit y avoir une séparation physique entre la culture conventionnelle et la culture sans intrant chimique. La récolte certifiée « Un grain de santé » doit être entreposée séparément. Cette certification exige un suivi au champ particulier. Ce suivi consiste en 7 visites, du semis à l'entreposage, et doit être effectué par un inspecteur accrédité » (source : MAPAQ, site Internet).

Tableau 2.15
Part (%) de la Montérégie dans la totalité des producteurs
et superficies certifiées « Un grain de santé » au Québec, 2004

	N ^{bre} producteurs	% Mont./Qc	Superficies (ha)	% Mont./Qc
Maïs	7	58%	258	55%
Soya	72	77%	2276	75%
Céréales	10	48%	328	65%
Autres	2	100%	56	100%
Toutes cultures	77	59%	2918	71%

Source : Denise Rouleau, agr., responsable de la certification « Un grain de santé » dans la région de la Montérégie.

Autre illustration de la vitalité du secteur biologique en Montérégie : le concept de l'Agriculture soutenue par la communauté (ASC) implanté depuis le milieu des années 1990 ne cesse d'y prendre de l'expansion. L'ASC se décrit comme un partenariat entre des agriculteurs qui s'engagent à livrer des paniers de légumes biologiques, et des citoyens qui acceptent de partager une partie des risques financiers liés à l'exploitation de l'entreprise. Pour la saison 2005, 28 fermes offrent des paniers sur le territoire de la Montérégie, ce qui correspond à 36 % de toutes les fermes participant au réseau.

Témoin également du dynamisme présent dans la transformation alimentaire, la Montérégie compte une trentaine de transformateurs certifiés biologique (ou en transition). Plusieurs producteurs font de la transformation à la ferme, en production de fromage ou encore d'extraction d'huiles par exemple.

- Mise en marché de proximité

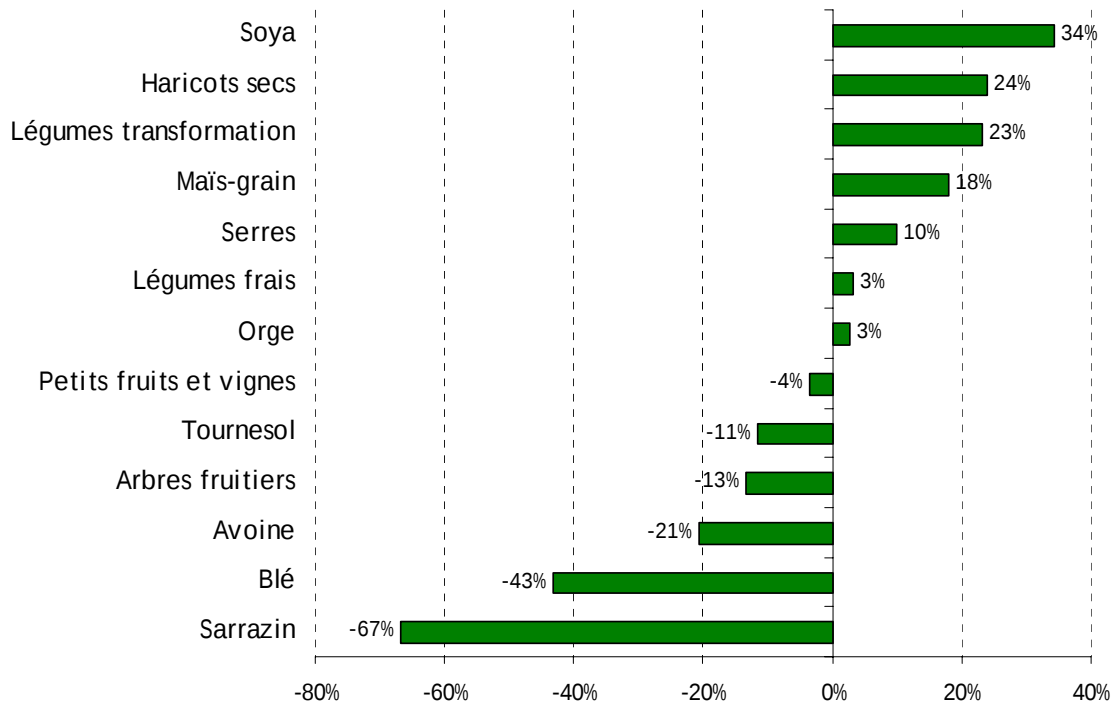
Outre les achats sur la ferme lors des visites agrotouristiques, d'autres canaux de commercialisation dits « courts » sont implantés en Montérégie, favorisant à la fois le rapprochement entre producteurs et consommateurs, mais également les relations d'affaires avec les commerçants locaux. À ce titre, mentionnons l'initiative de producteurs agricoles de la MRC Brome-Missisquoi qui ont lancé leur bannière « Saveurs et douceurs de Brome-Missisquoi » en collaboration avec deux supermarchés locaux. Cette bannière vise à identifier les produits issus du terroir de la MRC (La Voix de l'Est, 12 juillet 2005).

- Modèle en mouvance : monoculture et industrialisation, des tendances incontournables, des directions à prendre?

La domination d'une monoculture intensive de maïs-grain a soulevé beaucoup de craintes et de débats dans la région montérégienne. Les données sur l'évolution des superficies en culture semblent cependant démontrer une certaine diversification des productions végétales dans la région entre 1996 et 2001 (voir Figure 2.19). Certes, les superficies cultivées en maïs-grain ont progressé sur cette période de 5 ans, mais à un rythme moins

marqué que les oléagineux en général (à la faveur des haricots et des pois secs notamment) et certains types de fruits comme les raisins et les bleuets. Les productions de légumes de transformation et serricoles ont également connu une bonne croissance sur le plan des superficies cultivées, augmentant respectivement de 23 % et de 10 % entre 1996 et 2001. On remarque cependant la chute importante de certaines céréales (blé et sarrasin). Les données sur les valeurs absolues (en hectares) se retrouvent à l'Annexe E.

Figure 2.19
Variation (%) des superficies consacrées à diverses productions végétales, Montérégie, 1996- 2001



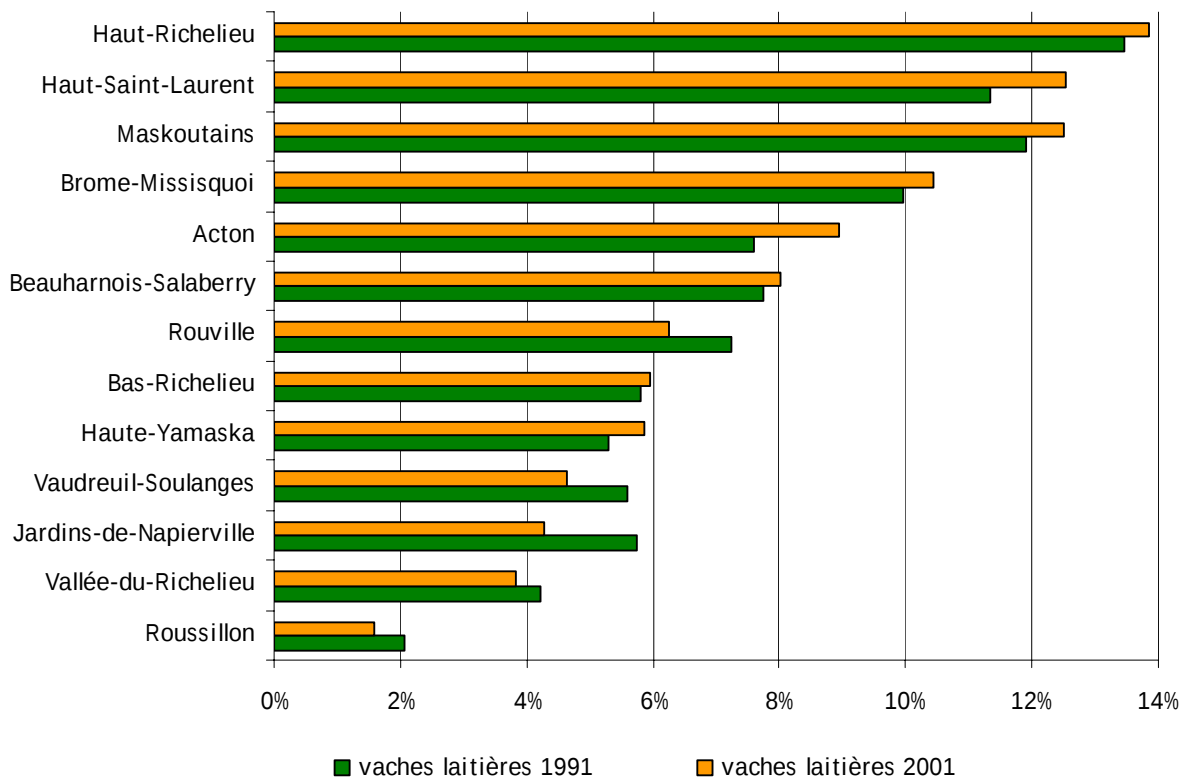
Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Toutefois, la construction d'une usine d'éthanol dans la région pourrait influencer les choix culturels au cours des années à venir et encourager un retour au maïs-grain. Dans le même sens, la flambée des prix du pétrole depuis le début de l'année 2005 crée un momentum pour le développement de biocarburants, à base non seulement de maïs-grain mais aussi d'oléagineux tel le tournesol. L'intérêt est croissant également pour la valorisation des sous-produits des grandes cultures dans la confection de matériaux de toutes sortes (panneaux particuliers par exemple). Si certains y voient des opportunités, d'autres craignent que l'utilisation des cultures à des fins industrielles fasse compétition à celles dédiées à l'alimentation animale et humaine. Cela pourrait être perçu comme un élément de plus vers l'industrialisation de l'agriculture en Montérégie.

➤ Migration des productions animales?

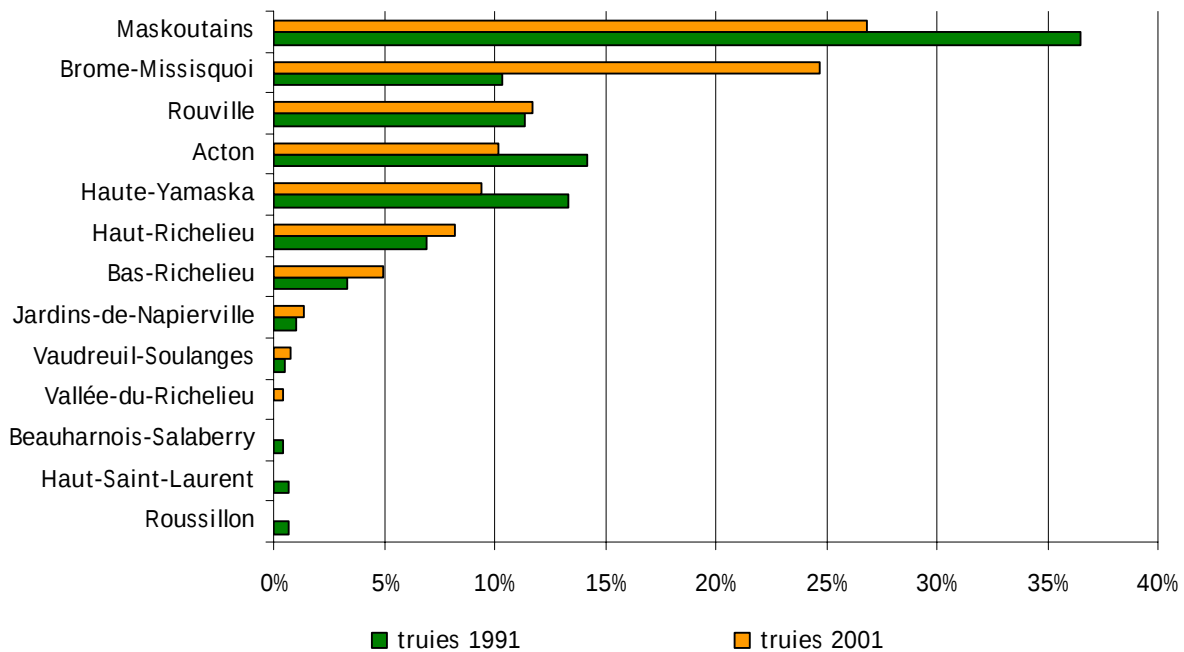
Est-ce que les productions animales se sont davantage concentrées dans certaines MRC de la Montérégie au courant des années 1990? Il ne semble pas y avoir eu de migration massive des productions animales vers certaines MRC au cours de la dernière décennie. Les Figure 2.20 et Figure 2.21 rapportent l'évolution des cheptels laitiers et porcins entre 1991 et 2001 dans les MRC. Du côté du secteur laitier, il n'y a pas de changement majeur. Du côté porcin, la part du cheptel de truies située sur le territoire de Brome-Missisquoi est passée de 10 % à 25 %, alors que celle des Maskoutains a reculé de 37 % à 27 %. Les données en valeur absolue se trouvent à l'Annexe C (voir Tableau 5.2 et Tableau 5.3). À ce sujet, on peut mentionner les discussions qui se sont déroulées, et qui ont toujours lieu, concernant le futur de la production porcine. Depuis l'automne 2005, un nouveau cadre législatif encadre le développement de cette production. La nouvelle loi 54 octroie davantage de pouvoirs au palier municipal pour gérer, à sa façon et selon la volonté citoyenne, la croissance du secteur porcin sur le territoire de chaque municipalité. Il est toutefois encore trop tôt pour statuer sur l'impact de ce changement législatif.

Figure 2.20
Évolution de la part (%) du cheptel de vaches laitières
par MRC de la Montérégie, 1991-2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Figure 2.21
Évolution de la part (%) du cheptel de truies par MRC de la Montérégie, 1991-2001

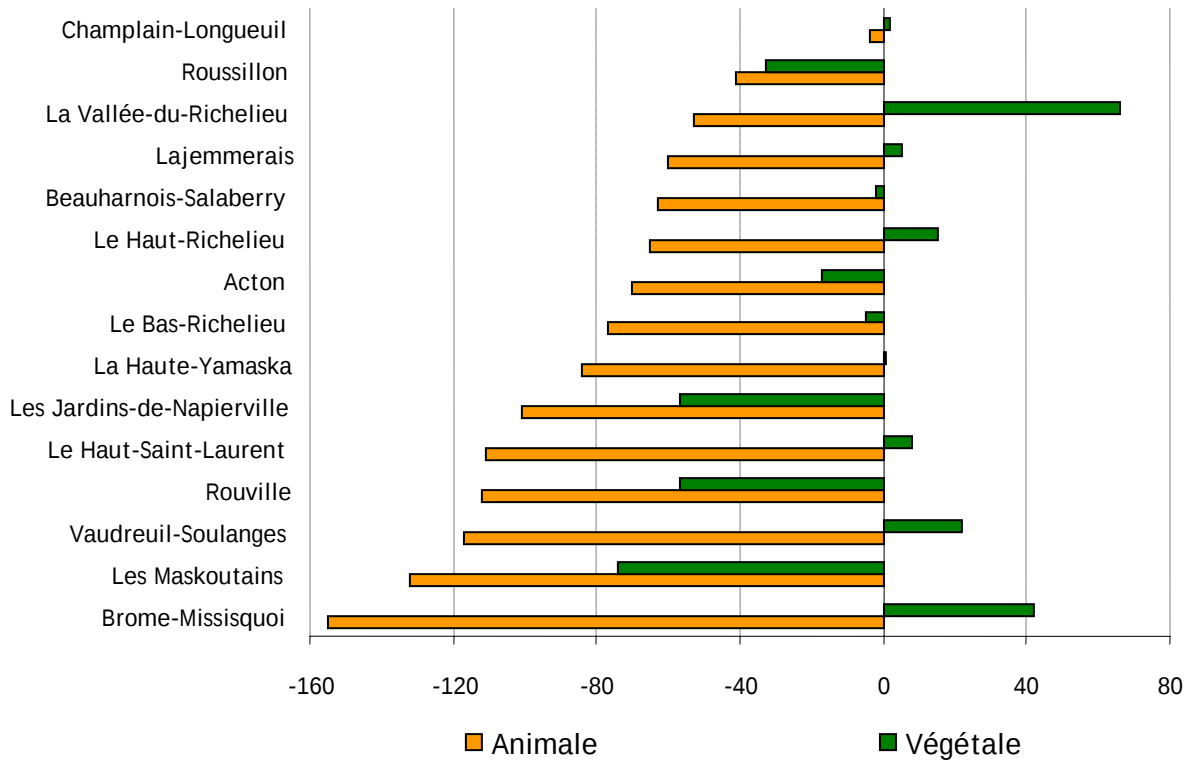


Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

➤ Clivage des productions animales et végétales?

L'évolution 1991-2001 ne démontre pas non plus de clivage entre les productions animales et végétales, mais plutôt une cohabitation de celles-ci avec une dominance d'exploitations agricoles spécialisées en productions végétales. Tel qu'il a été discuté précédemment, il y a eu au cours de la décennie 1990 une diminution généralisée du nombre d'exploitations agricoles en production animale dans la région (baisse de 18 % à 60 % selon les MRC). Les plus fortes variations enregistrées sont dans les MRC de Champlain-Longueuil, Lajemmerais et Roussillon, soit les MRC bordant la région montréalaise. Par contre, en termes absolus, les baisses les plus importantes sont dans Brome-Missisquoi et Les Maskoutains. Il y a eu une variation positive du nombre d'exploitations agricoles en production végétale dans plus de la moitié des MRC de la Montérégie (hausse de 1 % à 27 % selon les MRC) (voir Figure 2.22). En termes de nombre d'exploitations, c'est la Vallée-du-Richelieu (66 entreprises) et Brome-Missisquoi (42 entreprises) qui présentent les gains les plus élevés.

Figure 2.22
Variation du nombre d'exploitations agricoles spécialisées en productions animale et végétale, par MRC de la Montérégie, 1991- 2001

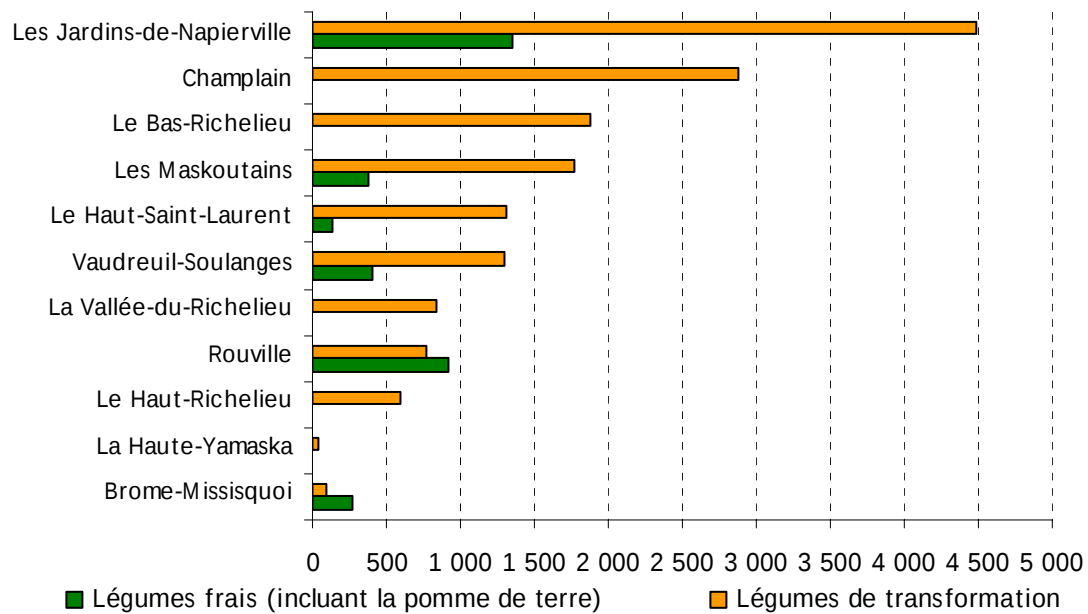


Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Le classement des MRC où se situe la plus grande part des productions animales est demeuré sensiblement le même depuis le début des années 1990 (voir Tableau 2.6). Parmi les productions qui ont connu une progression importante du cheptel porcin entre 1991 et 2001, des MRC ont également vu croître leur nombre d'entreprises spécialisées en production végétale. C'est le cas de Brome-Missisquoi par exemple, dont le cheptel de truies a bondi de plus de 200 % pour la décennie 1990, mais dont le nombre d'exploitations agricoles en production végétale a aussi connu l'une des plus fortes augmentations durant la décennie 1990 (voir Tableau 2.5). Autre exemple, la MRC Les Jardins-de-Napervielle est définitivement orientée vers les productions de légumes, mais le cheptel de poulets à griller a malgré tout augmenté sur son territoire entre 1991 et 2001 (voir Figure 2.24). Les données en valeurs absolues se trouvent à l'Annexe C (voir Tableau 5.6).

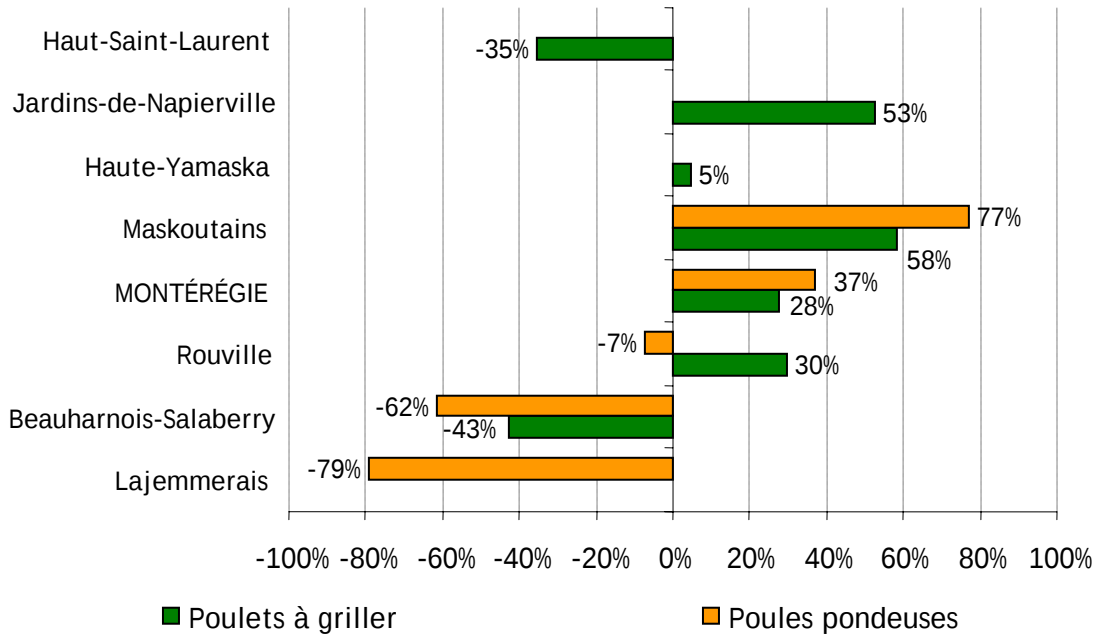
Par contre, dans certaines MRC, une spécialisation déjà esquissée s'est confirmée, telle que dans Les Maskoutains en production animale. De même, certaines productions végétales demeurent étroitement reliées à certaines productions animales. Ainsi, Les Maskoutains compte la plus grande part des superficies en culture de maïs-grain et de céréales de la Montérégie, ces productions étant utilisées pour nourrir les animaux.

Figure 2.23
Hectares en culture de légumes frais et de transformation
dans les MRC de la Montérégie, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Figure 2.24
Variation (%) du troupeau de poulets à griller et de poules pondeuses
dans les MRC de la Montérégie, 1991-2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : Il n'y a pas de données pour les MRC Acton, Bas-Richelieu, Haut-Richelieu, Vallée-du-Richelieu, Champlain-Longueuil, Roussillon, Brome-Missisquoi et Vaudreuil-Soulanges.

3. EN AVAL : TRANSFORMATION, DISTRIBUTION ET RESTAURATION

La première section a démontré la solide base du secteur primaire agricole sur laquelle repose, et s'est développée, la filière bioalimentaire de la Montérégie. Plaque tournante dans la transformation alimentaire, la région est choyée non seulement en nombre d'entreprises, mais aussi par la diversification de celles-ci, tant en termes de type de produits transformés (de la boulangerie à la transformation laitière, de l'abattage en passant par la conserverie de légumes) que de taille des entreprises : la région possède une grappe industrielle diversifiée, les PME côtoient les « grands joueurs » du Québec (Olymel, Exceldor Coopérative avicole, Agropur, Les Aliments Carrière, Lassonde, etc.).

En Montérégie comme ailleurs au Québec, le secteur agroalimentaire évolue en présence de deux phénomènes : d'une part, la production de masse basée sur un modèle productiviste, qui vise une offre de grands volumes et de produits standardisés, et d'autre part, une production de créneaux et de valeur ajoutée.

- Transformation

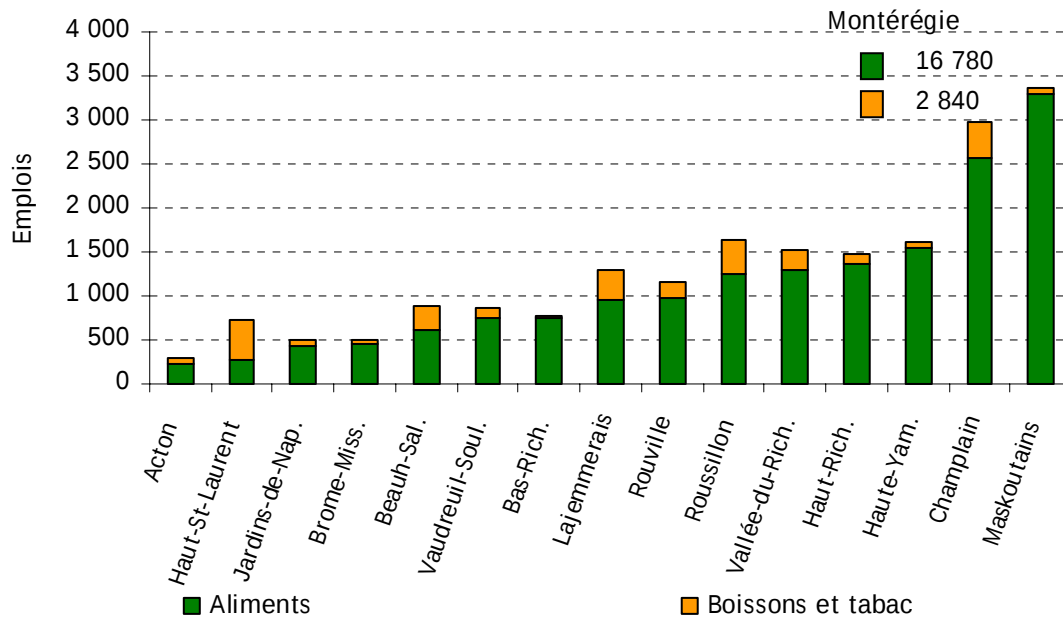
Capacité de transformation adéquate, qualité des infrastructures, réseau de transport et logistique, bassin de main-d'œuvre, formation de la main-d'œuvre sont quelques-uns des éléments de succès ayant été identifiés pour expliquer la vigueur du secteur de la transformation alimentaire dans la région montréalaise. Important générateur d'emplois, l'industrie de la fabrication des aliments figure en tête du secteur manufacturier québécois en matière de création d'emplois. Ainsi, en 2001, on attribuait à ce vaste secteur de la transformation près de 58 000 emplois. Les quelques 500 entreprises de fabrication d'aliments et de boisson de la Montérégie ont procuré plus de 19 600 emplois⁹. À elles seules, les entreprises de la Montérégie engagent donc le tiers des ressources en main-d'œuvre de l'industrie de la fabrication des aliments du Québec.

Si ce dynamisme s'observe sur l'ensemble du territoire, certaines des MRC sont cependant plus actives que d'autres. Ainsi, la MRC Les Maskoutains, Saint-Hyacinthe en son centre, est en tête de file puisqu'elle compte sur son territoire environ 20 % des entreprises et des emplois créés par les entreprises de transformation alimentaire de la Montérégie (voir Figure 3.1 et Figure 3.2). Parmi les principaux employeurs de cette MRC, mentionnons Olymel (Coop Fédérée), Exceldor et Barry Callebaut Canada.

Alors que la vocation agricole de la MRC de Champlain-Longueuil s'est lentement effritée sous la pression de l'étalement urbain, elle constitue un point névralgique de la Montérégie au chapitre de la transformation alimentaire. Cette MRC compte à elle seule 15 % des emplois et 16 % des entreprises actives dans le secteur de la fabrication d'aliments de la Montérégie.

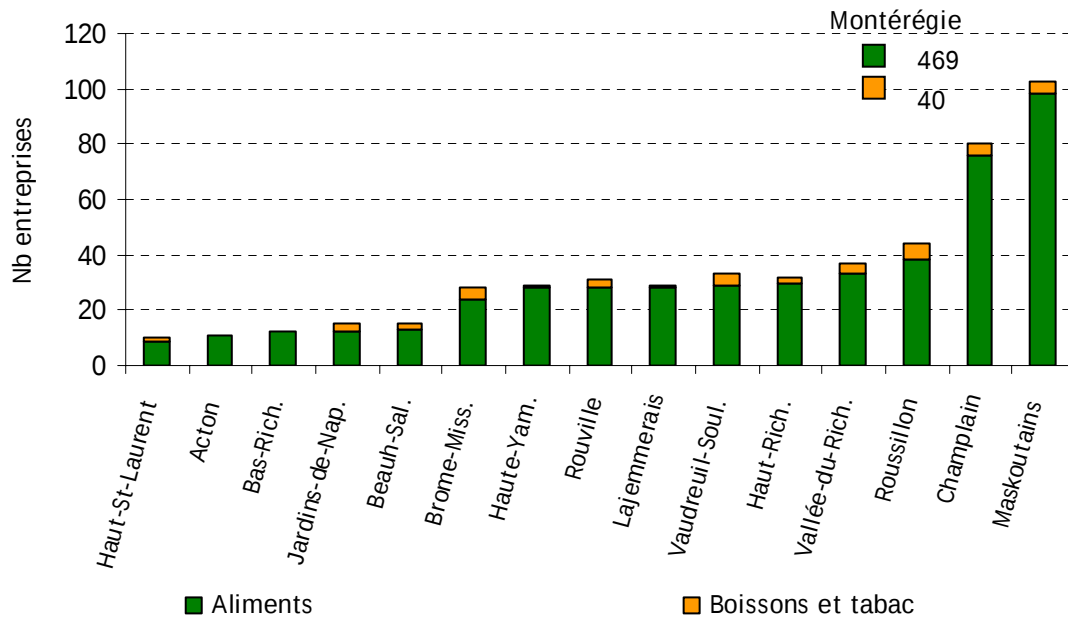
⁹ L'information provient de l'enquête annuelle des manufacturiers de Statistique Canada. Le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) regroupe les activités de fabrication des aliments.

Figure 3.1
Emplois dans le secteur de la fabrication d'aliments, par MRC de la Montérégie, 2001



Source : Enquête annuelle des manufacturiers, Statistique Canada.

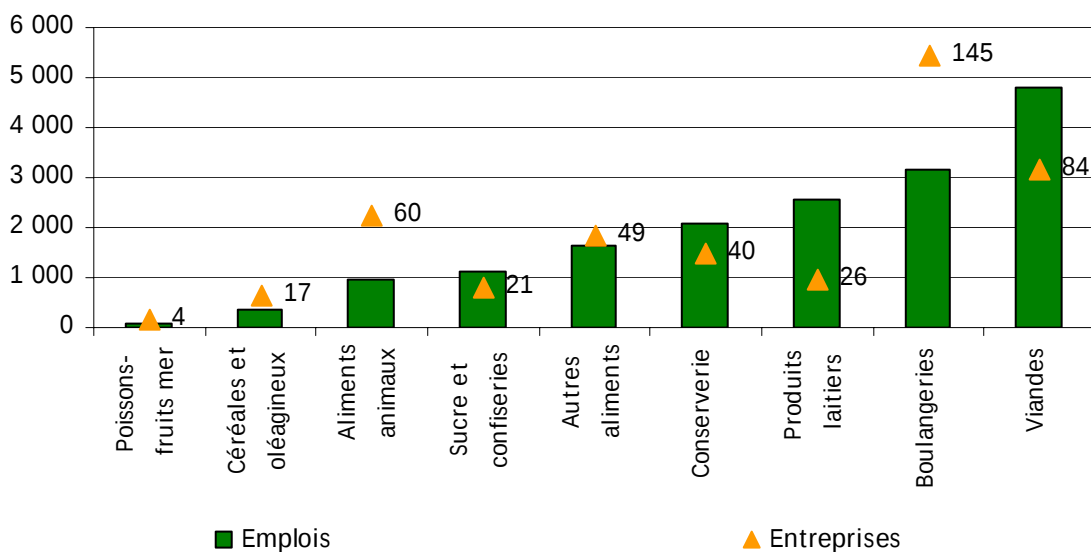
Figure 3.2
Nombre d'entreprises dans le secteur de la fabrication d'aliments, par MRC de la Montérégie, 2001



Source : Enquête annuelle des manufacturiers, Statistique Canada.

Le plus grand nombre de ces entreprises est actif dans les secteurs de la boulangerie, des biscuits et pâtes (33 %) et des produits de viande (19 %) (voir Figure 3.3). Les proportions sont presque inversées entre ces deux secteurs pour la contribution des emplois : la catégorie « viandes » se classe première avec 29 %, la boulangerie arrive seconde (19 %) suivie du secteur laitier (15 %). La grande majorité sont des micro-entreprises, comptant moins de 5 employés, et un certain nombre atteint la taille des petites et moyennes entreprises (5 à 199 employés) (voir Figure 3.4). Les principaux employeurs dans ces divers secteurs ont été comptabilisés dans le Tableau 3.2¹⁰.

Figure 3.3
Répartition des emplois et entreprises par secteur de fabrication d'aliments en Montérégie, 2001



Source : Enquête annuelle des manufacturiers, Statistique Canada.

Certaines tendances influencent le grand secteur de la fabrication des aliments, particulièrement le secteur des viandes. Un fort mouvement de concentration s'observe notamment depuis les dernières années. Dans la filière porcine, l'année 2004 a été particulièrement marquée par la fusion d'Olymel et de Supraliments. Ce groupe procède maintenant à l'abattage d'environ 65 % des porcs produits au Québec. De plus, l'intégration verticale au niveau de l'abattage semble vouloir croître, certains grands groupes présents en élevage porcin manifestent, par exemple, de l'intérêt pour l'achat d'établissement d'abattage. De la même façon, les producteurs bovins ont procédé au cours de l'année 2005 à l'acquisition de l'abattoir Colbex-Levinoff pour les bovins de réforme.

¹⁰ Les données sur le nombre d'employés peuvent être différentes puisque celles de l'enquête annuelle des manufacturiers sont de 2001 et celles sur les principaux employeurs de la Montérégie en transformation alimentaire ont été mises à jour en 2003.

Figure 3.4
Répartition des entreprises en transformation alimentaire
par taille selon le nombre d'employés, Montérégie, 2003



Source : La transformation alimentaire en Montérégie, Information sur le marché du travail (imr), Emploi Québec Montérégie, 2003.

Tableau 3.2
Principaux employeurs de la Montérégie en transformation alimentaire, 2003

Secteur	Entreprise	Nombre d'employés
Viandes et volaille	<i>Olymel</i>	3 089
	<i>Cargill</i>	800
	<i>Exceldor</i>	237
	<i>Abattoirs Zénon Billette inc.*</i>	139
Produits laitiers	<i>Agropur</i>	560
	<i>Danone</i>	250
Conserveries	<i>Aliments Carrière</i>	2 000
	<i>Industries Lassonde</i>	800
	<i>Soupexperts inc.*</i>	218
	<i>Vergers Leahy inc.*</i>	185
Boulangerie et confiserie	<i>Barry Callebaut Canada</i>	450
	<i>Cadbury Trebor Allen</i>	400
	<i>Boulangeries Weston</i>	325
	<i>Aliments Dare</i>	275

Source : La transformation alimentaire en Montérégie, Information sur le marché du travail (imr), Emploi Québec Montérégie, 2003.

*Source : ICRIQ, www.icriq.com, 2005.

- Distribution

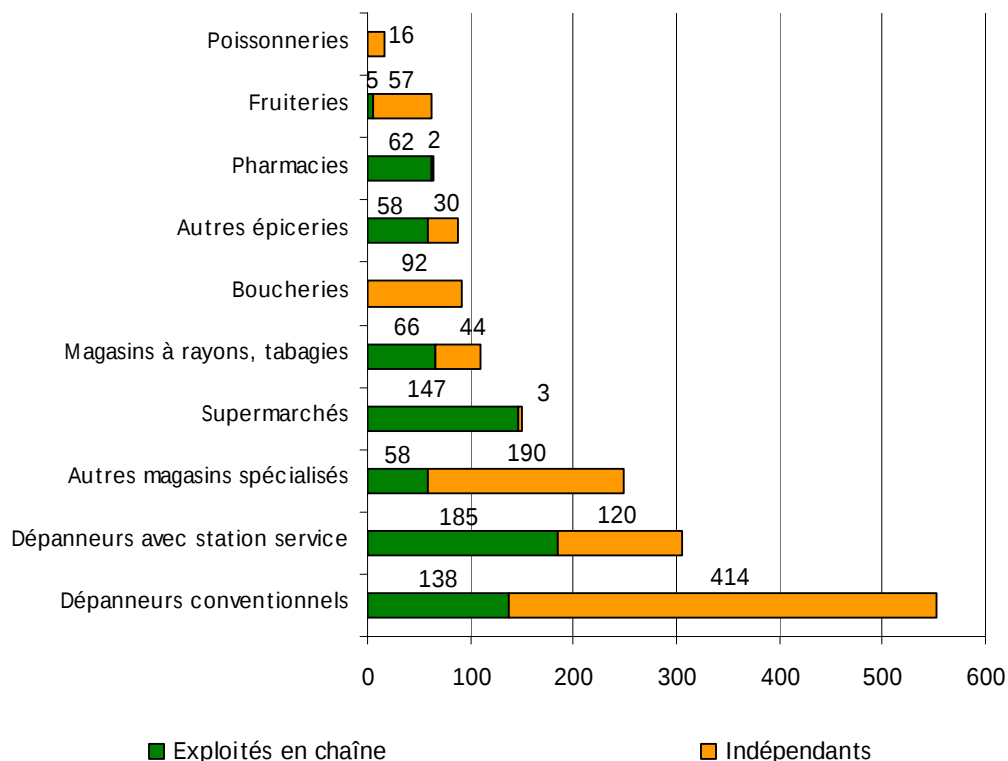
Le secteur de la distribution concerne les activités de commerces de gros et de détail. La Montérégie est également bien pourvue sur ce plan, à la faveur notamment de la récente migration de centres de distribution de la région montréalaise vers la rive-sud. Cette

tendance a favorisé la MRC de Champlain-Longueuil qui compte aujourd’hui sur son territoire tout près de 120 grossistes-distributeurs en nourriture et en boissons. Encore une fois, la position géographique de la région en bordure du fleuve Saint-Laurent ainsi que la présence d’importants axes routiers et de bassins de population confèrent à cette région des atouts indéniables dans le domaine de la distribution.

La Montérégie compte tout près de 1690 commerces d’alimentation, les dépanneurs comptant pour la moitié de ceux-ci (voir Figure 3.5). Les supermarchés (9 %) et les autres magasins d’alimentation spécialisés (15 %) tels que les épicerie fines sont les autres points de vente les plus importants en nombre. Bien qu’il s’agisse d’un portrait semblable à celui de l’ensemble du Québec, la Montérégie compte toutefois une plus grande proportion de supermarchés sur son territoire (9 % vs 6 %). Là aussi, la MRC de Champlain-Longueuil démontre la plus forte concentration géographique : on retrouve sur son territoire près de 23 % des commerces de détail de la région.

Rappelons que le commerce de gros et de détail participe à près du quart des emplois et du PIB créé par le vaste secteur bioalimentaire en Montérégie.

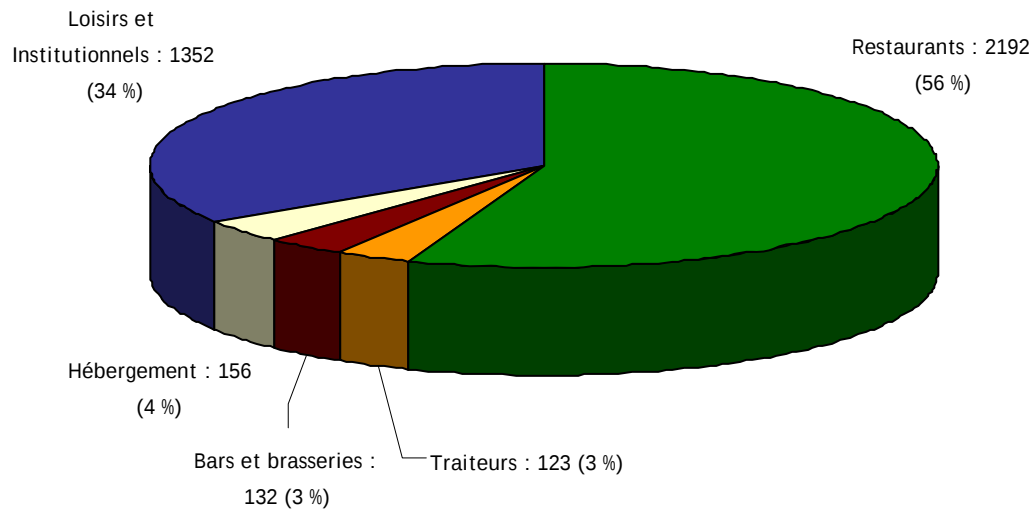
Figure 3.5
Nombre de commerces d’alimentation par type, Montérégie, 2003



Source : MAPAQ, Bottin statistique de l’alimentation, Édition 2003.

La filière bioalimentaire inclut également le secteur de la restauration. Outre les restaurants traditionnels qui dominent le portrait (56 % des établissements), les services de traiteurs, bars et brasseries, services d'hébergement qui offrent des repas, de même que les diverses institutions (hôpitaux, établissements scolaires, garderies, etc.) sont également considérés. Au total, la Montérégie compte 3955 établissements en restauration (voir Figure 3.6).

Figure 3.6
Nombre d'établissements opérant des services alimentaires par type, Montérégie, 2003



Source : MAPAQ, Bottin statistique de l'alimentation, Édition 2003.



4. DÉFIS

4.1 LES RESSOURCES

Consacrée région agroalimentaire par excellence, la Montérégie poursuit son développement dans la filière bioalimentaire. La première section a démontré la croissance des cheptels porcins, bovins et avicoles au cours de la décennie 1990, de même que l'intensité des cultures pratiquées dans la région.

À la faveur d'une préoccupation environnementale en croissance sur l'ensemble du Québec et du « temps de réflexion » qui a été imposé depuis 2001 quant au type de production porcine développée au Québec, la Montérégie a elle aussi fait le point sur l'état de ses ressources¹¹. Ainsi, les problématiques environnementales associées au monde agricole, et qui sont particulièrement saillantes en Montérégie sont l'érosion des sols, le déboisement et la pollution de l'eau (pollution diffuse par les pesticides, engrais et déjections animales). Des problématiques de nature plus sociales concernent aussi le partage des ressources. Elles s'expriment, entre autres, par une cohabitation parfois difficile sur le territoire rural et des conflits d'usage.

La prochaine section tente de faire le point sur l'état des différentes ressources nécessaires à la production agricole, ou encore pouvant être affectées par les activités agricoles.

4.1.1 LES SOLS, ÉTALEMENT URBAIN ET DÉBOISEMENT

Environ 85 % du territoire municipalisé des MRC de la Montérégie se trouve en zone agricole permanent (en excluant Longueuil), et six MRC comptent plus de 90 % de leur territoire dédié aux activités agricoles (CPTAQ, rapport annuel 2003-2004). La prépondérance de l'agriculture en Montérégie est évidente. En parallèle, la région connaît un développement urbain continu et une augmentation constante de sa population. Elle détient d'ailleurs le taux de population urbaine parmi les plus élevés (81,7 %) outre Montréal, Laval et la Capitale Nationale (ISQ, recensement 2001). Au fil du temps et de l'étalement urbain, la proximité de la grande région montréalaise n'a fait qu'accentuer le phénomène de l'urbanisation, et donc la concurrence avec les activités agricoles. En Montérégie, les terres noires des Jardins-de-Napierville se retrouvent particulièrement sous pression.

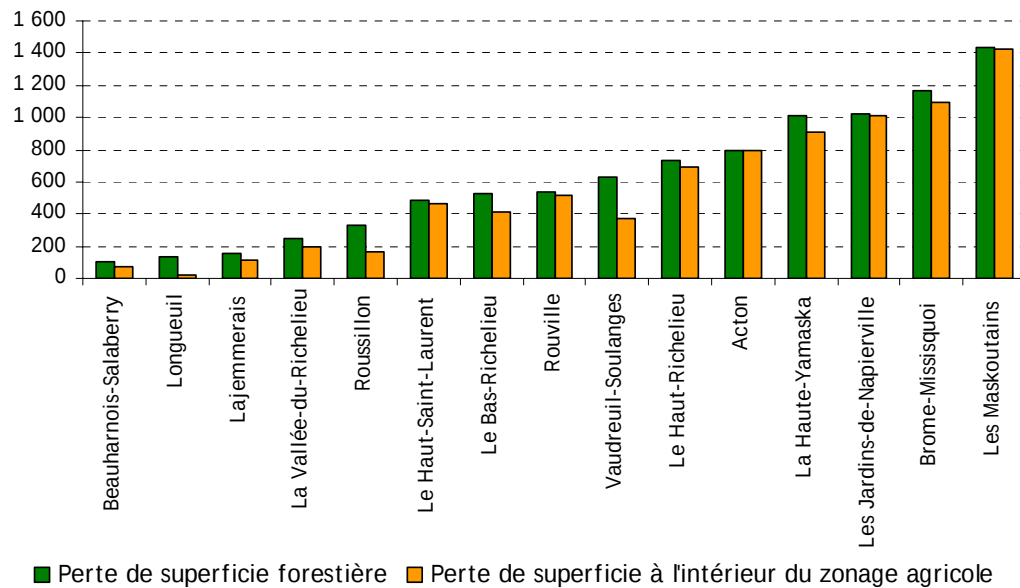
¹¹ En illustration des préoccupations soulevées notamment par les pertes de superficies forestières, au moins quatre études effectuées entre 2002 et 2005 sur le déboisement en Montérégie, dont l'une menée par le MAPAQ et l'autre supervisée par le MDDEP (MENV à l'époque). Les périodes étudiées couvrent généralement la décennie 90 et les récentes années 1999-2002. Unanimement, elles identifient une régression des espaces forestiers.

Le type d'agriculture présente sur le territoire montréalais, notamment une culture intensive en maïs-grain pour l'alimentation animale, est particulièrement exigeant pour les sols. L'utilisation du maïs-grain à des fins industrielles devrait également croître au cours des prochaines années. En effet, l'annonce définitive de la construction d'une usine d'éthanol sur le territoire émettra un signal positif aux producteurs de maïs-grain.

L'urbanisation et l'agriculture pratiquée sont deux forces qui exercent de la pression sur les ressources forestières. Voici d'ailleurs quelques constats pour la période 1999-2004 :

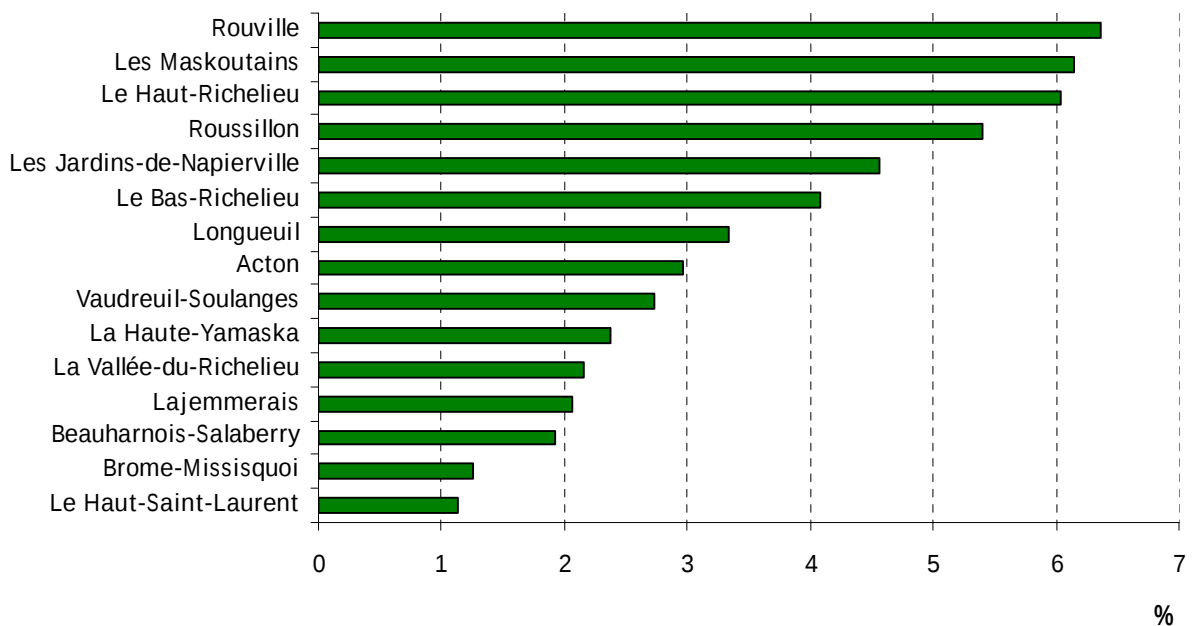
- Plus de 88 % du recul des superficies forestières a été observé en zone agricole entre 1999 et 2004;
- Le taux de déboisement avoisine les 2,7 % sur cet horizon de 5 ans;
- Nous constatons une forte disparité municipale, les pertes s'élevant à plus de 1000 hectares dans certaines MRC, alors que d'autres ont vu leur couvert forestier amputé d'une centaine d'hectares seulement (voir Figure 4.1)
 - Ainsi, en termes absolus, la MRC Les Maskoutains (1436 ha), Brome-Missisquoi (1166 ha) et Les Jardins-de-Napierville (1021 ha) présentent les plus fortes diminutions de leur superficie boisée.
 - En termes de taux de perte de superficie forestière, c'est la MRC de Rouville qui arrive en tête de liste (-6,4 %), suivie des Maskoutains (-6,1 %) et du Haut-Richelieu (-6,0 %). Tel qu'il a été mentionné dans la section 1, ces deux dernières MRC sont parmi les plus importantes en production agricole, notamment en termes de nombre d'exploitations agricoles spécialisées en production animale sur leur territoire. La MRC Les Maskoutains compte également le cheptel de truies le plus élevé de la région.

Figure 4.1
Perte de superficie forestière dans les MRC de la Montérégie entre 1999 et 2004, en hectares



Source : Belvisi, 2005.

Figure 4.2
Taux de perte de superficie forestière dans les MRC de la Montérégie entre 1999 et 2004, en %



Source : Belvisi, 2005.

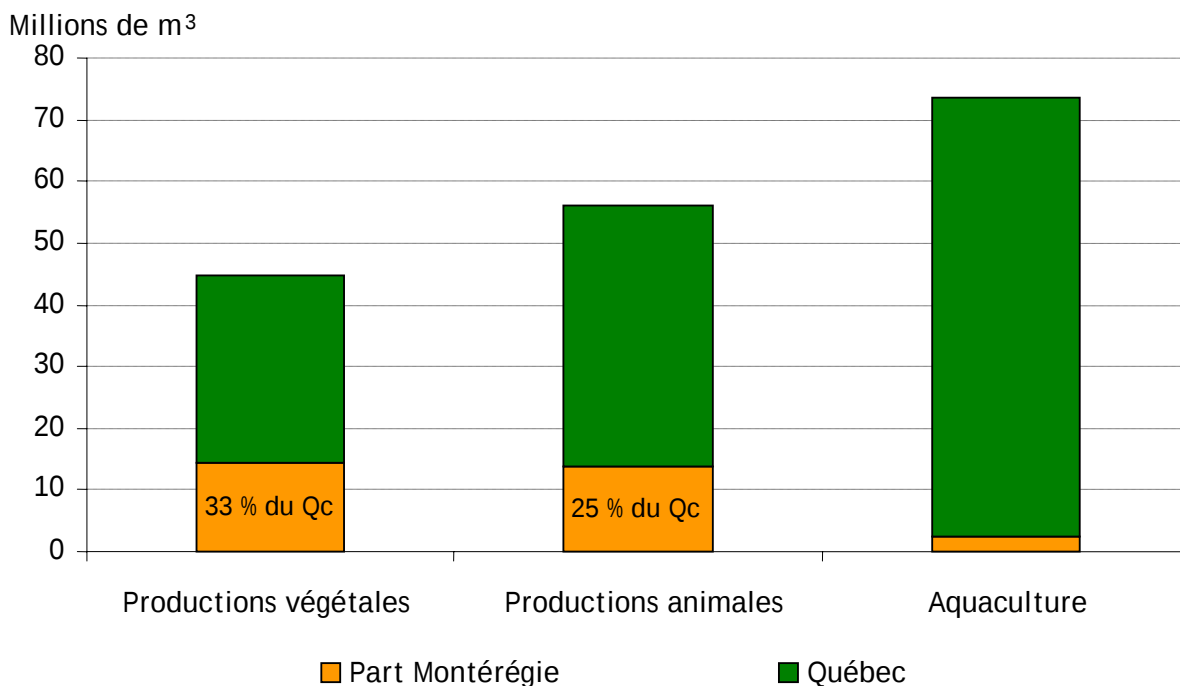
4.1.2 L'EAU

a) Les besoins en eau

L'eau est une ressource indispensable à la production agricole. Elle est également essentielle pour les secteurs secondaire et tertiaire de la filière bioalimentaire, les autres activités industrielles, en plus de l'approvisionnement en eau de la population et des usages récréo-touristiques. Il s'agit donc d'une ressource précieuse et convoitée, soumise à une pression croissante.

Les besoins en eau pour le secteur de l'agriculture sont estimés à un peu plus de 174 millions de m³/an pour toute la production agricole québécoise. Ces besoins sont partagés entre les productions animales (32 %), végétales (26 %) et la pisciculture (42 %) (BPR Groupe-Conseil, 2003). Parmi les productions animales, les cheptels bovin (laitier et de boucherie) et porcin sont les principaux consommateurs. L'irrigation des cultures accapare les trois quarts des besoins en eau des productions végétales, la moitié étant destinée à l'irrigation des cultures de légumes en plein champ.

Figure 4.3
Part de l'eau consommée en Montérégie dans les besoins de la
production agricole québécoise, par secteur d'activité, 2003



Source : BPR Groupe-Conseil, 2003.

La Montérégie arrive bonne première comme consommatrice d'eau au Québec¹² (voir Figure 4.3). La région possède en effet une agriculture intensive et diversifiée, mais qui, en contrepartie, est exigeante envers la ressource eau : les besoins annuels en eau pour l'ensemble du secteur agricole de la Montérégie sont estimés à 31 millions de m³, soit près de 18 % de la consommation totale du Québec pour la production agricole.

Ce volume est utilisé presque à parts égales pour les besoins des végétaux (47 %) et des animaux (45 %). Plus de 68 % de l'eau destinée aux productions végétales sert à l'irrigation dans le secteur maraîcher (légumes en plein champ), alors que c'est le secteur porcin qui est le premier utilisateur du côté des productions animales (voir Tableau 4.1).

Tableau 4.1
Besoins en eau des productions végétales et animales en Montérégie, 2003

	Besoin eau (m ³ /an)	%/type de production
Productions végétales	14 558 580	
pulvérisation	201 405	1%
culture en serre	962 175	7%
irrigation	13 395 000	92%
Productions animales	13 741 466	
porcin	6 757 715	49%
bovin	5 899 825	43%
avicole	829 085	6%
ovin	99 424	1%
autre	155 417	1%
Aquaculture	2 586 171	
Besoins totaux	30 866 217	

Source : BPR Groupe-Conseil, 2003.

b) La disponibilité et l'approvisionnement des eaux souterraines

On estime à 77 % la part de la population rurale de la Montérégie desservie par des eaux souterraines (réseau ou puits individuels), cette part pouvant atteindre près de 100 % selon les MRC. Ce sont les puits individuels qui comptent le plus dans cette proportion puisque environ 72 % de la population rurale s'y approvisionne. Selon une étude de BPR Groupe-Conseil, les problématiques suivantes seraient un facteur limitant la production agricole :

- La disponibilité insuffisante de l'eau d'irrigation pour les cultures de légumes

¹² En excluant le secteur plus particulier de la pisciculture, dont les entreprises sont concentrées en Estrie.

- L'approvisionnement en eau est précaire dû au déficit entre les apports (précipitations) et les besoins en eau durant les mois de croissance. De plus, le débit des rivières ne suffit pas aux besoins d'irrigation;
 - L'eau de surface est de mauvaise qualité et ne peut pas être utilisée pour l'irrigation;
 - L'irrigation des cultures de légumes devient une exigence pour les cultures de légumes destinées à l'industrie de la transformation. Les besoins en eau augmentent donc à mesure qu'augmentent les superficies destinées à ces productions végétales.
- Le travail du sol intensif lié aux cultures de légumes se traduit par une diminution rapide de la matière organique. La perte de superficies des sols organiques est estimée à 0,5 % par année. Le maintien de la nappe souterraine près de la surface du sol pourrait réduire ce phénomène, ce qui exige un apport d'eau important et régulier durant toute la saison de croissance.
 - Les inondations des terres en production de légumes par les eaux de fonte ou de ruissellement lors de précipitations intensives.
 - La salinité des eaux souterraines, particulièrement au nord de Saint-Hyacinthe.

Enfin, l'eau subit non seulement les pressions d'origine agricole, mais aussi industrielle, ce qui signifie aussi une compétition entre les usagers. La Montérégie compte, par exemple, sept usines d'embouteillage sur son territoire, notamment situées dans les MRC Le Haut-Saint-Laurent et Les Maskoutains, des MRC à forte dominance agricole.

c) Les bassins versants¹³

La notion de bassin versant est désormais incontournable pour une gestion durable et intégrée de l'eau dans les milieux ruraux du Québec¹⁴. La Montérégie abrite trois bassins versants importants sur son territoire : les rivières Châteauguay, Richelieu et Yamaska.

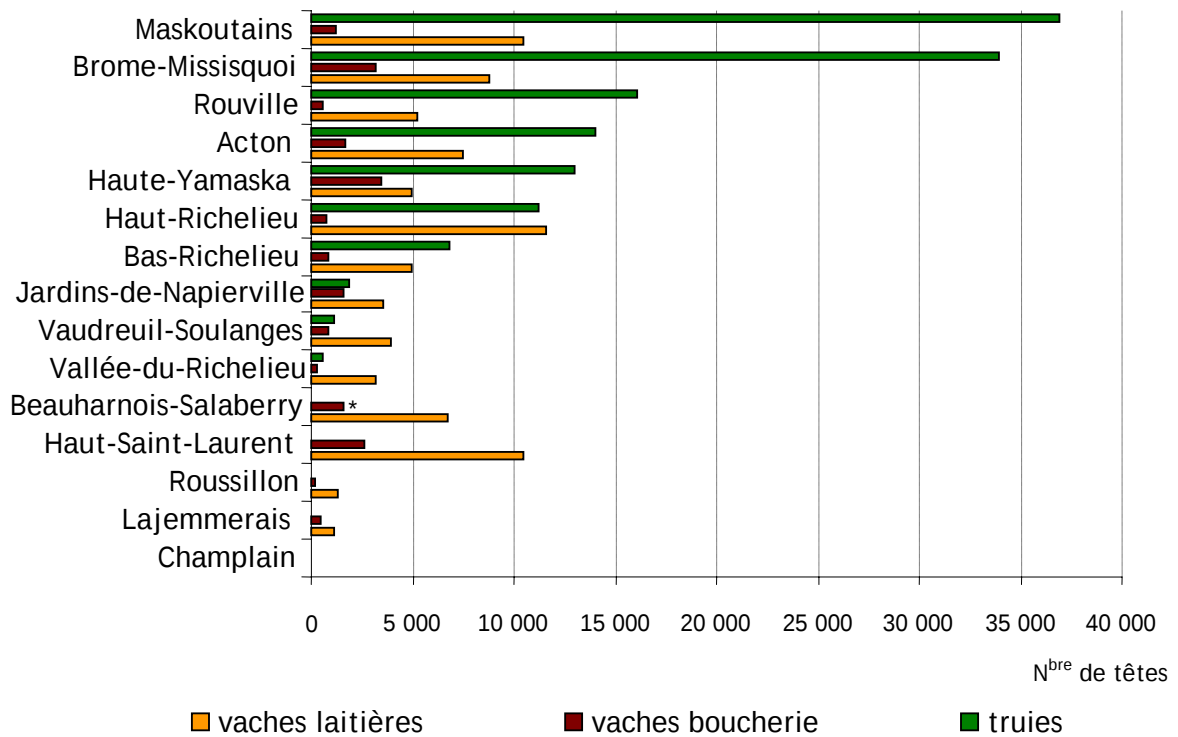
¹³ Les données et faits saillants proviennent essentiellement du « Portrait régional de l'eau » réalisé par le ministère de l'Environnement (maintenant appelé ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs) dans le contexte de la consultation publique sur la gestion de l'eau au Québec tenue par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) en 1999. Le portrait a été mis à jour en 2000.

¹⁴ La mise en œuvre de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant est un engagement issu de la Politique nationale de l'eau adoptée à l'automne 2002. « Cette forme de gestion tient compte des enjeux tant locaux que régionaux et elle a pour fondement une approche écosystémique de la gestion des eaux basée sur les bassins versants » (source : MDDEP, <http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/>). Elle requiert donc la concertation et une responsabilisation de tous les acteurs/usagers concernés, que ce soit les citoyens, les producteurs agricoles, les industriels, etc.

L'état de ces bassins a été documenté dans le contexte de la consultation publique sur la gestion de l'eau au Québec tenue par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) en 1999 :

- Bassin versant de la rivière Châteauguay
 - Ce bassin couvre en partie ou en totalité les MRC Le Haut-Saint-Laurent, Beauharnois-Salaberry, Les Jardins-de-Napierville et Roussillon.
 - Ces MRC sont orientées vers les productions végétales. Rappelons que la MRC Les Jardins-de-Napierville compte notamment plus de 30 % des superficies cultivées en légumes frais et de transformation.
 - En 2001, les MRC Le Haut-Saint-Laurent et Beauharnois-Salaberry comptaient à elles seules sur leur territoire environ 20 % du cheptel de vaches laitières et quelque 16 % des vaches de boucherie de la Montérégie.
- Bassin versant de la rivière Yamaska
 - Il concerne en totalité ou en partie les MRC Brome-Missisquoi, La Haute Yamaska, Acton, Rouville, Les Maskoutains et Le Bas-Richelieu.
 - Ces MRC sont orientées vers les productions animales dont certains points à densité animale élevée : plus des deux tiers du cheptel de truies de la Montérégie est situé dans les MRC Les Maskoutains, Brome-Missisquoi et Rouville (voir Figure 4.4).
 - La rivière Yamaska est toujours le plus pollué des affluents principaux du fleuve Saint-Laurent.
- Bassin de la rivière Richelieu (sans la Baie Missisquoi)
 - Ce secteur touche une partie ou la totalité des territoires des MRC Les Jardins-de-Napierville, Le Haut-Richelieu, Rouville, Champlain-Longueuil, La Vallée-du-Richelieu et Le Bas-Richelieu.
 - Plus de la moitié de ce secteur est cultivé, en majorité avec des cultures à grands interlignes (maïs, soya, cultures légumières).

Figure 4.4
Nombre de vaches laitières, de vaches de boucherie et de truies
dans les MRC de la Montérégie, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

*Note : Le nombre de vaches de boucherie pour la MRC de Beauharnois-Salaberry est tiré des données de Statistique Canada, alors que celles du MAPAQ suggèrent plutôt 458 têtes pour 2001.

- Des initiatives locales

Des organismes ont été créés afin de promouvoir une gestion intégrée par bassin versant sur le territoire. Ces comités ou conseils sont des organismes sans but lucratif, visant une concertation de tous les citoyens dans leurs secteurs d'activités respectifs (usage industriel, agricole, récréo-touristique, etc.) avec pour objectif d'améliorer la qualité des eaux et des sols du bassin versant. Les trois bassins versants de la Montérégie ont tous leur acteur local :

- Mis sur pied en 2000, le Conseil de gestion du bassin versant de la Yamaska (COGEBY) est une table de concertation regroupant les différents intervenants du milieu;
- La Richelieu a également son Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu (COVABAR) depuis 2000;
- La Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay (SCABRIC) existe depuis 1993 pour préserver et améliorer la qualité des eaux et des sols du bassin versant de la rivière Châteauguay.

4.1.3 LE BILAN ENVIRONNEMENTAL DE LA RÉGION

Le monde agricole n'est pas resté inactif devant les inquiétudes soulevées par rapport aux impacts de l'activité agricole sur les ressources forestières et hydriques. En 1998, un *Portrait agroenvironnemental* de toutes les entreprises agricoles a été effectué avec pour objectifs, d'une part, de préciser l'ampleur du problème environnemental, et d'autre part, de démontrer à la population que la question environnementale est prise au sérieux par les producteurs. Le diagnostic issu de cette étude a permis d'identifier les actions à entreprendre pour améliorer la situation environnementale du secteur agricole : réduction des quantités de phosphore appliquées, diminution des odeurs lors de l'épandage, augmentation de la capacité d'entreposage du lisier, optimisation de l'épandage hors ferme et mise en place des systèmes de traitement du fumier.

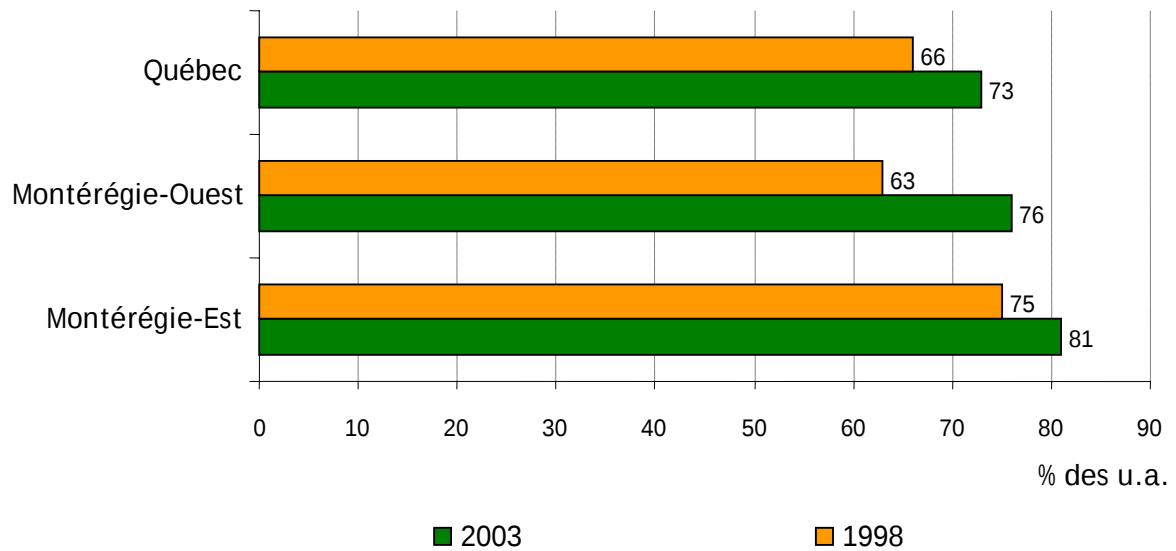
Cinq ans plus tard, le suivi 2003 du *Portrait agroenvironnemental* permet de constater l'évolution des pratiques environnementales depuis la réalisation du premier portrait et de mesurer les progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs fixés pour l'horizon 2005. Contrairement au portrait de 1998 obtenu par un recensement exhaustif des entreprises agricoles du Québec, le suivi de 2003 a été réalisé par voie de sondage. Les rapports régionaux qui en découlent sont donc moins précis, mais ils permettent de commenter la situation environnementale qui prévaut dans la région de la Montérégie. L'aperçu est pour les territoires distincts de l'Ouest et l'Est de la Montérégie.

a) Épandage et entreposage des engrais de ferme

Globalement, la performance agroenvironnementale de la Montérégie se compare avantageusement à celle du Québec. Une première figure démontre le bilan en matière de mode d'entreposage des engrais de ferme : en 2003, tant le territoire Est (81 %) que Ouest (76 %) de la Montérégie surpassent la moyenne québécoise (73 %) sur ce plan. L'avancée depuis 1998 a été particulièrement marquée dans la portion Ouest de la Montérégie (voir Figure 4.5).

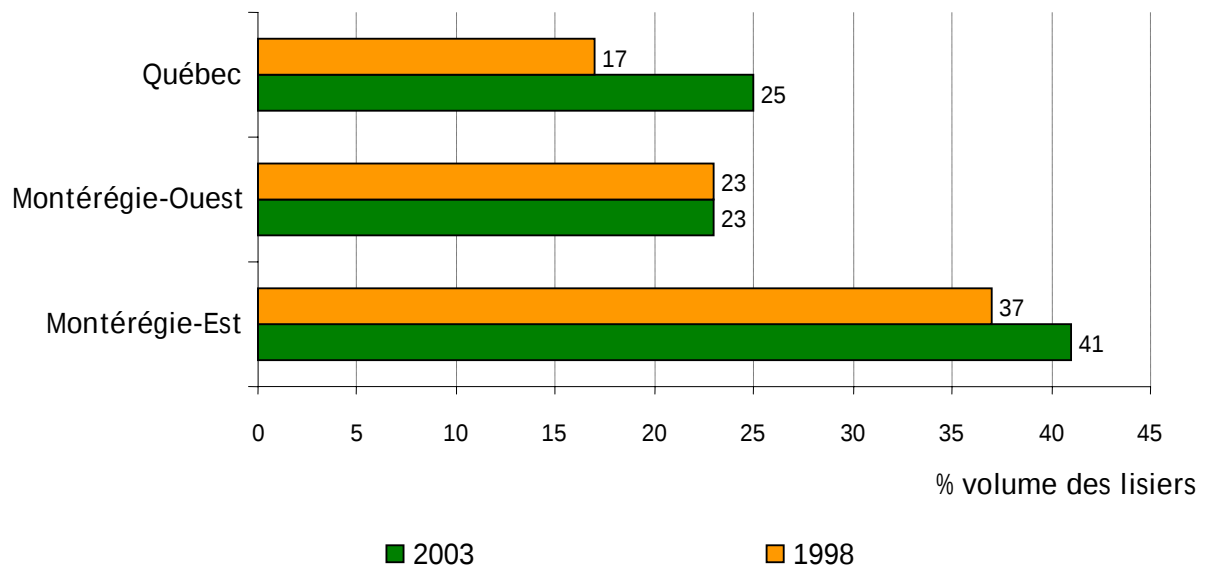
Le Règlement sur les exploitations agricoles (REA) rend désormais obligatoire l'utilisation de rampe basse pour l'épandage des lisiers. La Montérégie s'avère en bonne position pour répondre à cette exigence, notamment dans l'Est de la région où 41 % des volumes de lisiers sont déjà épandus avec un tel équipement, comparativement à 25 % pour l'ensemble du Québec. La portion Ouest de la région accuse cependant un léger retard par rapport à la moyenne québécoise (voir Figure 4.6).

Figure 4.5
Mode d'entreposage des engrais de ferme 1998 et 2003
(% des unités animales en structure étanche)



Source : MAPAQ, Suivi 2003 du Portrait agroenvironnemental des fermes du Québec, février 2005.

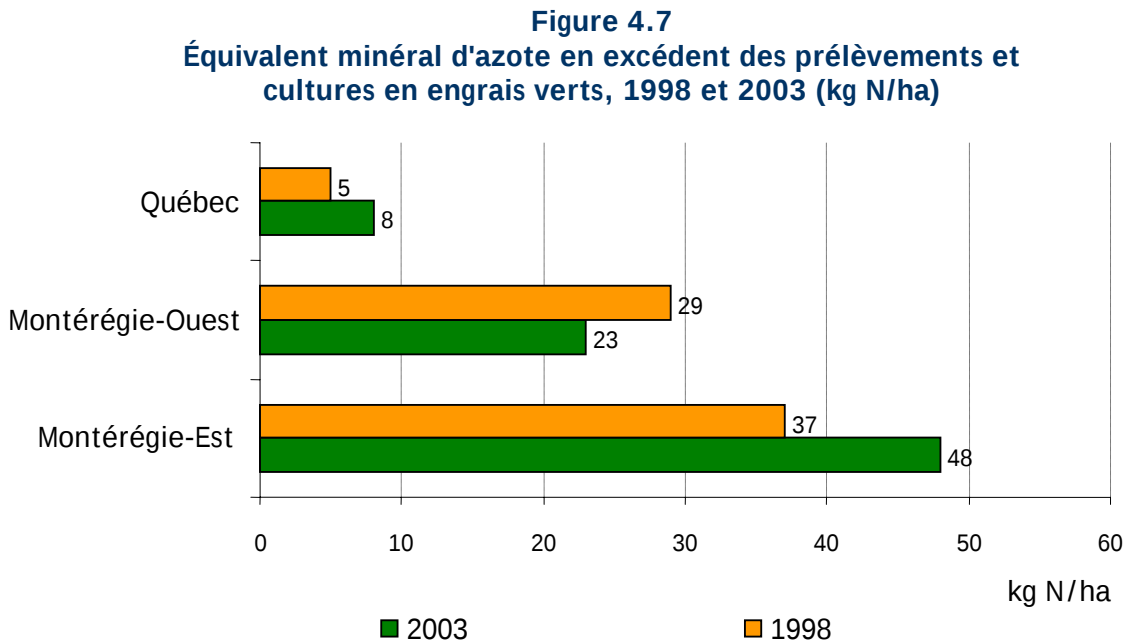
Figure 4.6
Proportion des lisiers épandus par rampe, 1998 et 2003
(% du volume des lisiers épandu)



Source : MAPAQ, Suivi 2003 du Portrait agroenvironnemental des fermes du Québec, février 2005.

b) La pollution diffuse – azote et phosphore

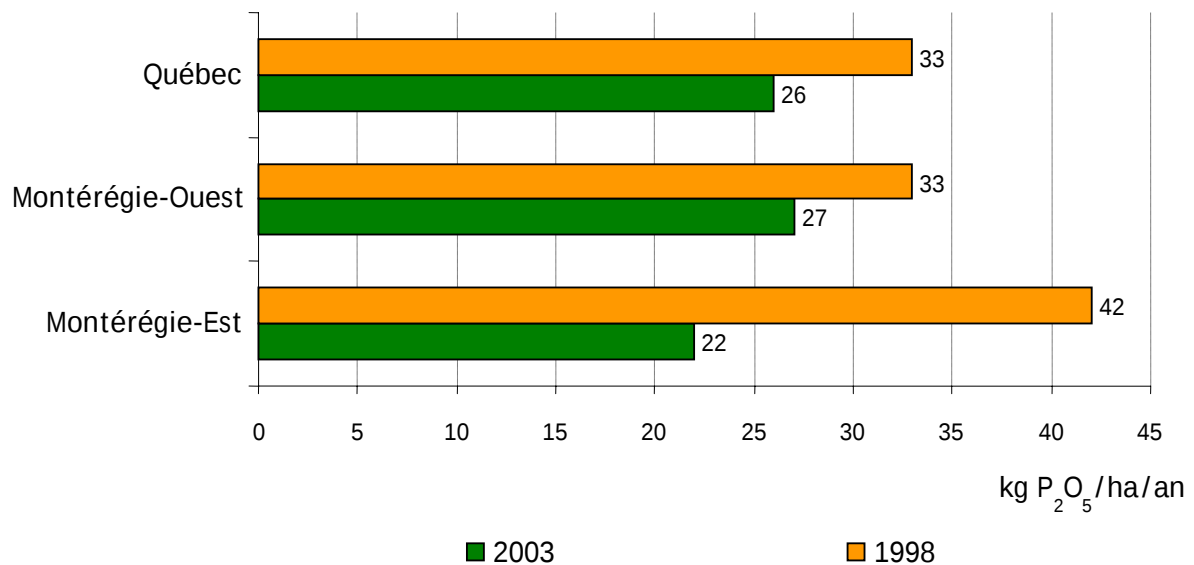
Les résultats du suivi 2003 en matière de pollution diffuse indiquent que le bilan global d'azote pour le Québec atteint 8 kg/ha. La charge azotée est nettement supérieure en Montérégie, respectivement de 23 et 48 kg/ha pour l'Ouest et l'Est du territoire. Alors que la situation s'est légèrement améliorée en Montérégie-Ouest (-20 %), elle s'est au contraire détériorée dans l'Est (+30 %) depuis 1998 (voir Figure 4.7).



Source : MAPAQ, Suivi 2003 du Portrait agroenvironnemental des fermes du Québec, février 2005.

Le suivi du portrait agroenvironnemental de 2003 fait état d'un surplus de phosphore à la surface du sol de 26 kg/ha au Québec. Il s'agit d'une amélioration par rapport au bilan de 1998 qui établissait la charge phosphatée à 33 kg/ha. Les gains à ce point de vue sont impressionnants en Montérégie-Est, puisqu'une diminution de près de 48 % de la charge phosphore est constatée entre 1998 et 2003 (voir Figure 4.8). La réalisation de plans agroenvironnementaux de fertilisation (PAEF) et la diminution subséquente d'application d'engrais minéraux phosphatés seraient à l'origine de ce bilan phosphore amélioré. Il est cependant à noter qu'un portrait réel du surplus de phosphore est encore attendu, ces estimations s'appuyant pour l'instant sur des calculs théoriques. Sans chiffre exact, il apparaît difficile de juger des efforts accomplis et des efforts à investir pour améliorer la situation.

Figure 4.8
Bilan phosphore à la surface du sol, 1998 et 2003 (kg P₂O₅/ha/an)

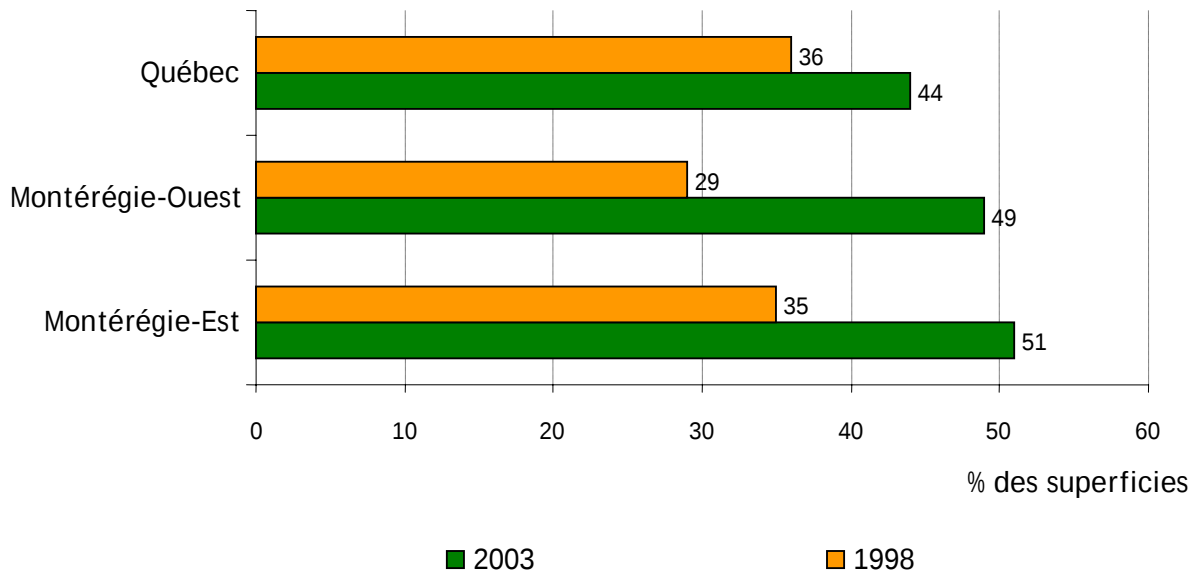


Source : MAPAQ, Suivi 2003 du Portrait agroenvironnemental des fermes du Québec, février 2005.

c) Conservation des sols, protection des cours d'eau et réduction des odeurs

L'érosion des sols est un phénomène particulièrement préoccupant là où les sols sont laissés à nu sur une longue période. Les pratiques de conservation visent à prévenir et à réduire l'érosion qui peut être associée au déboisement et aux mauvaises pratiques culturales, notamment là où l'on retrouve des cultures annuelles à interligne à proximité des plans d'eau. Les données sur l'adoption de pratiques de travail réduit du sol et sur le recours à des haies brise-vent dressent un portrait des efforts investis pour contrôler (ou du moins ne pas accentuer) la problématique. Ainsi, les superficies en cultures annuelles préparées avec un travail réduit du sol ont augmenté de façon considérable, affichant respectivement des hausses de 16 et 20 points de pourcentage en Montérégie, secteurs Est et Ouest (voir Figure 4.9).

Figure 4.9
Superficies en cultures annuelles avec travail réduit du sol, 1998 et 2003
 (% des superficies en cultures annuelles)

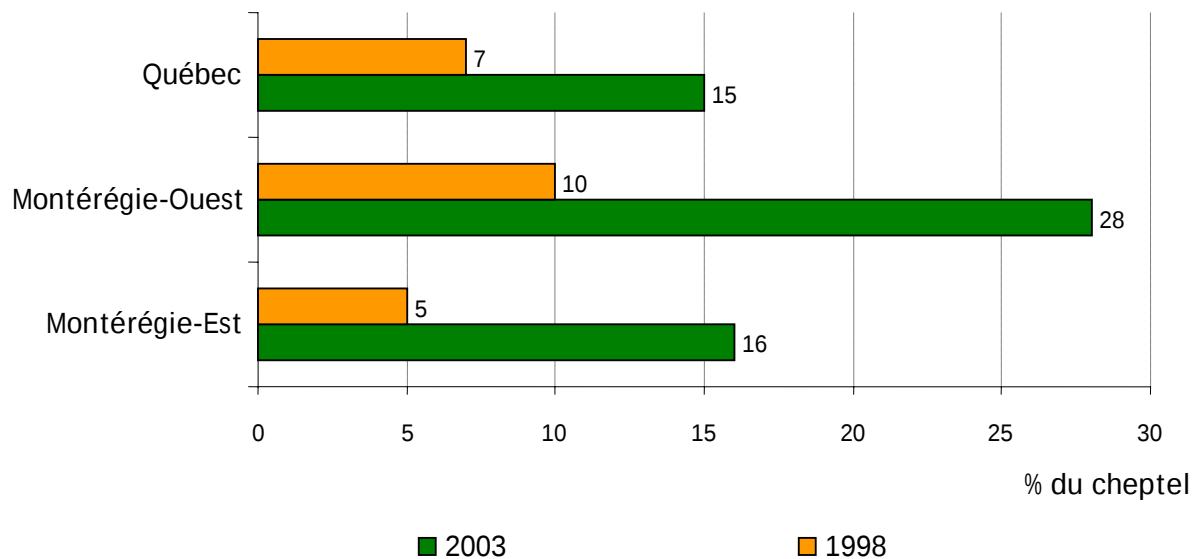


Source : MAPAQ, Suivi 2003 du Portrait agroenvironnemental des fermes du Québec, février 2005.

Les avancées en matière d'implantation de haies brise-vent sont néanmoins plus timides. En fait, depuis le portrait de 1998, les superficies potentiellement protégées par des haies brise-vent ont à peine évolué, pour aujourd'hui représenter un peu moins de 3 % des superficies en cultures annuelles dans les deux territoires de la Montérégie.

Les initiatives agroenvironnementales favorables à une meilleure cohabitation, telles que la mise en place d'écrans boisés sur les sites d'élevage, la rapidité d'incorporation du fumier dans le sol et l'utilisation de rampes basses pour l'épandage, ont progressé de manière considérable. Ainsi, en 2003, l'aménagement d'écrans boisés concerne 28 % du cheptel porcin du territoire de la Montérégie-Ouest, ce qui est nettement supérieur à l'ensemble du Québec (15 %). Environ 37 % des engrais de ferme de la Montérégie sont incorporés en moins de 24 heures suivant l'épandage, alors que la moyenne québécoise est de 23 %.

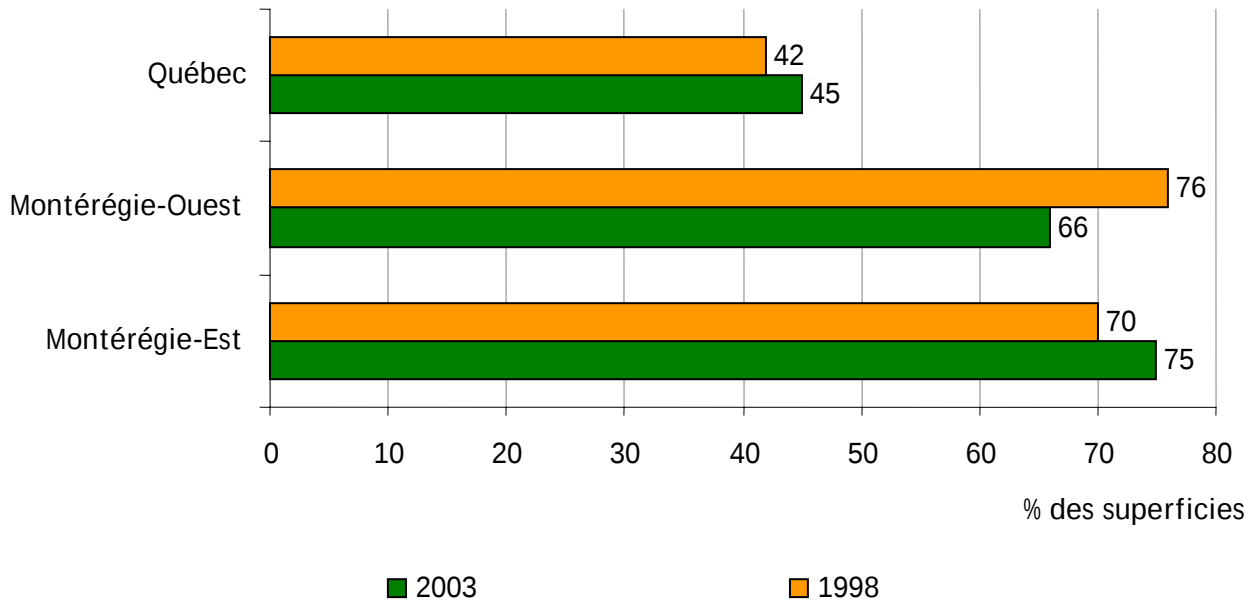
Figure 4.10
Proportion du cheptel porcin où il y a eu mise en place d'écrans boisés, 1998 et 2003



Source : MAPAQ, Suivi 2003 du Portrait agroenvironnemental des fermes du Québec, février 2005.

Enfin, la Montérégie apparaît comme une région où l'utilisation des pesticides est relativement importante par rapport à la situation provinciale. En effet, en 2003, le pourcentage moyen des superficies traitées aux herbicides, aux insecticides et aux fongicides atteint respectivement 66 % et 75 % des superficies en cultures des territoires Ouest et Est, contre 45 % pour le Québec. Par contre, on observe une diminution significative (10 points de pourcentage) des superficies réceptrices en Montérégie-Ouest entre 1998 et 2003 (voir Figure 4.11). Il est important de mettre en perspective ce résultat avec la superficie totale en culture que représente la Montérégie par rapport à l'ensemble des terres cultivées au Québec. En effet, rappelons que la Montérégie compte sur son territoire 46 % des hectares cultivés au Québec en grandes cultures et les trois quarts des superficies québécoises de cultures de légumes (légumes frais et de transformation). La qualité de ses sols et le maintien de leur capacité de production à long terme sont donc particulièrement importants.

Figure 4.11
Superficies réceptrices de pesticides, 1998 et 2003
 (% des superficies en cultures ayant reçu des pesticides)



Source : MAPAQ, Suivi 2003 du Portrait agroenvironnemental des fermes du Québec, février 2005.

- Des constats :
 - La Montérégie se compare avantageusement au Québec sur le plan des initiatives favorables à une meilleure cohabitation (incorporation rapide du fumier, rampe basse et écran boisé);
 - Situation préoccupante au chapitre des surplus de charge azotée, nettement supérieure à la moyenne québécoise;
 - Progrès certain dans les pratiques agronomiques favorables à la conservation des sols (travail réduit du sol), mais une fragilité encore importante et sans équivoque de la ressource sol.

4.2 LA RELÈVE AGRICOLE

La relève agricole est une problématique vécue par l'ensemble des exploitations agricoles québécoises : population agricole en constante diminution, propriétaires d'entreprise vieillissants, relève présente mais insuffisante pour combler les besoins, profession peu valorisée, et surtout, escalade de la valeur marchande des exploitations agricoles qui rend l'établissement sur une ferme inaccessible à bien des aspirants. Quelques statistiques¹⁵ permettent de préciser le portrait des producteurs qui envisagent le transfert ou la vente de leur entreprise en Montérégie, et celui de la relève qui poursuivra l'agriculture dans la région.

a) Caractéristiques des entreprises agricoles prévoyant une vente ou un transfert¹⁶

Cette section documente le profil des exploitants agricoles qui ont exprimé leur intention de transférer ou de vendre leur entreprise entre 2000 et 2005 en Montérégie. Selon les données recueillies dans le *Profil de la relève agricole au Québec 2000*, ce sont 10,5 % des entreprises agricoles de la Montérégie qui prévoyaient une telle décision, ce qui est légèrement inférieur à la proportion pour l'ensemble du Québec (11,5 %). Environ 23 % de ces entreprises n'avaient toutefois pas encore identifié leur relève et 8 % étaient dans l'incertitude quant à leur relève. Il s'agit d'une répartition similaire à celle du Québec (voir Tableau 4.2 et Tableau 4.3). Des opportunités d'établissement semblent donc se dessiner dans la région de la Montérégie, si l'on tient compte des exploitations agricoles qui n'ont toujours pas de relève en vue.

¹⁵ Les données sont tirées d'une publication de la Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire du MAPAQ intitulée *Profil de la relève agricole au Québec* (édition 2002). L'édition 2000 est la plus récente, mais quelques données sont disponibles dans la fiche d'enregistrement des exploitations agricoles 2004.

¹⁶ Il s'agit du nombre d'entreprises ayant répondu à l'affirmative à la question suivante : « Prévoyez-vous la vente ou le transfert total ou partiel de votre exploitation d'ici 5 ans? », MAPAQ, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire. *Profil de la relève agricole au Québec*, Édition 2000, Québec. Selon les données des fiches d'enregistrement des exploitations agricoles de 2004, les besoins de relève ont peu changé depuis 2000 : 10,2 % des entreprises de la Montérégie prévoient vendre ou transférer d'ici 5 ans et 10,7 % à l'échelle du Québec.

Tableau 4.2
Répartition des entreprises selon les besoins de relève, Québec et Montérégie, 2000

Répartition des entreprises selon les besoins de relève	Québec		Montérégie	
	Nombre	%	Nombre	%
Ayant besoin de relève	3 438	11%	781	11%
Relève identifiée	2 231	65%	536	69%
N'ayant pas identifié de relève	884	26%	181	23%
Incertaines d'avoir une relève	323	9%	64	8%
Nombre total d'entreprises	29 969	100 %	7 404	100 %

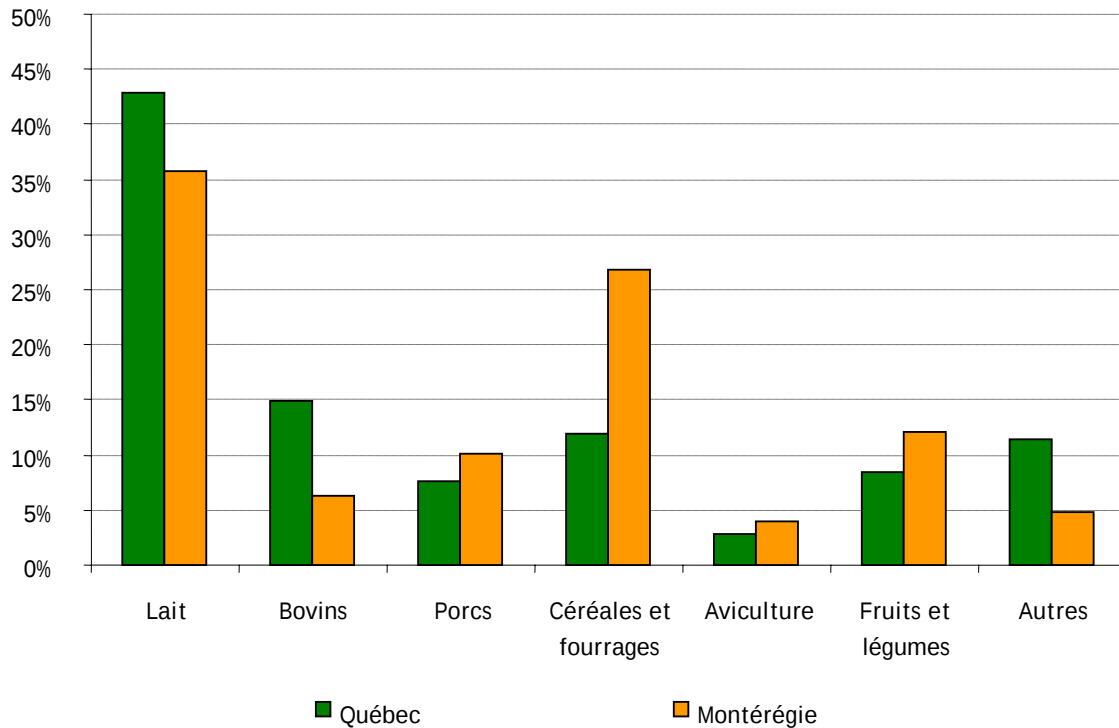
Source : MAPAQ, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire. Profil de la relève agricole au Québec, Édition 2000, Québec.

La Figure 4.12 informe sur la production principale des entreprises qui prévoyaient le transfert ou la vente de leur entreprise en 2000. Sur la base de la principale source de revenu, on constate qu'il s'agit en Montérégie de fermes laitières d'abord (36 %), suivies des secteurs des grandes cultures (27 %) et des fruits et légumes (12 %). Comme pour le portrait général des entreprises agricoles, les entreprises laitières qui envisagent le transfert ou la relève sont en plus grande proportion à l'échelle du Québec (43 %).

Le tableau suivant permet de comparer la répartition de toutes les exploitations agricoles en opération en 2000 en Montérégie avec celles qui prévoyaient un transfert et celles qui n'ont pas encore identifié leur relève. On remarque que le profil des entreprises qui songeaient au transfert ou à la vente compte une part plus importante d'entreprises laitières que la répartition totale des exploitations agricoles en 2000 (36 % vs 24 %). À l'inverse, les entreprises de grandes cultures sont moins nombreuses (27 % vs 34 %). D'ailleurs, ce sont elles qui n'ont pas, dans une plus grande proportion, identifié de relève.



Figure 4.12
Répartition des entreprises prévoyant une vente ou un transfert
par principales sources de revenus, 2000



Source : MAPAQ, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire. Profil de la relève agricole au Québec, Édition 2000, Québec.

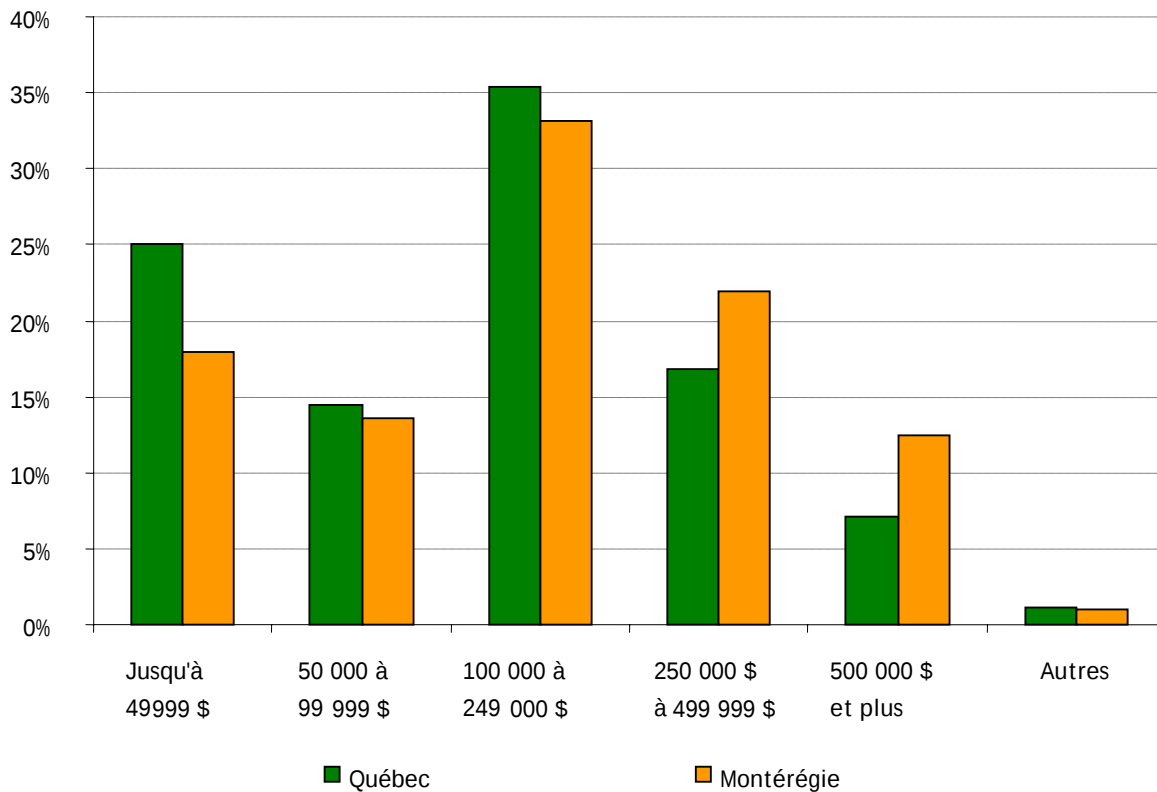
Tableau 4.3
Répartition des entreprises selon la principale source de revenu et
leur situation pour la relève agricole, Montérégie, 2000

	Prévoyant transfert ou vente	Avec relève identifiée	Sans relève identifiée	Répartition actuelle de toutes les entreprises
Lait	36%	28%	24%	24%
Bovins	6%	4%	7%	9%
Porcs	10%	7%	12%	8%
Céréales et fourrages	27%	18%	28%	34%
Acériculture	1%	0%	2%	3%
Aviculture	4%	3%	3%	3%
Fruits et légumes	12%	7%	17%	14%
Pépinières/cultures abritées	2%	1%	2%	1%
Autres	2%	1%	5%	3%

Source : MAPAQ, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire. Profil de la relève agricole au Québec, Édition 2000, Québec.

Le revenu généré par les entreprises en voie de transférer leur exploitation agricole constitue une dimension cruciale lors du transfert. En effet, l'impact du revenu dans la préparation du transfert de l'entreprise est majeur, affectant la capacité de remboursement de l'entreprise. En 2000, 35 % des entreprises du Québec envisageant le transfert ou la vente déclarait des revenus agricoles totaux¹⁷ se situant entre 100 000 \$ et 250 000 \$, tandis que la Montérégie en comptait un peu plus de 33 %. Par contre, on remarque en Montérégie un nombre plus important d'entreprises (34 % vs 24 %) dans les strates supérieures à 250 000 \$ (voir Figure 4.13). Certaines entreprises agricoles génèrent un faible revenu tout en étant fortement capitalisées, ce qui rend encore plus difficile leur transfert intra-familial ou leur vente sans démantèlement.

Figure 4.13
Répartition des entreprises prévoyant une vente ou un transfert selon les revenus totaux, Québec et Montérégie, 2000



Note : Il s'agit des revenus agricoles totaux de l'année civile précédente, soit 1999.

Source : MAPAQ, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire. Profil de la relève agricole au Québec, Édition 2000, Québec.

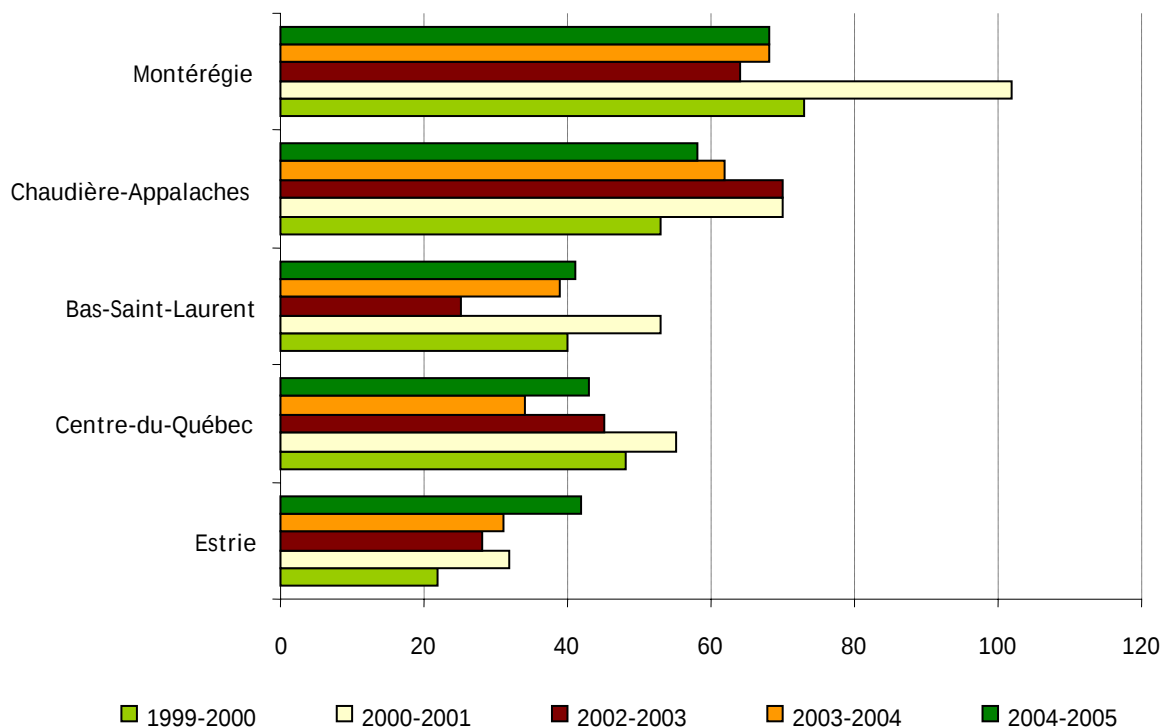
¹⁷ Les revenus agricoles totaux représentent la valeur des produits vendus et des compensations d'assurances agricoles pour l'année 1999. Ils excluent les remboursements de taxes et d'intérêts.

b) Caractéristiques de la relève

Nous avons présenté quelques caractéristiques des entreprises agricoles qui songeaient au transfert ou à la vente de leur entreprise entre 2000 et 2005. En contrepartie, il est important de commenter les caractéristiques de la relève identifiée au cours de cette même période. Mentionnons d'abord qu'en 2000, près du quart de la relève agricole québécoise se situait dans la région de la Montérégie, faisant de celle-ci le plus important bassin de relève identifiée.

Dans le même esprit, la Figure 4.14 permet de voir le nombre de personnes établies entre 1999 et 2004 dans la région de la Montérégie. Il s'agit du nombre d'individus ayant rendu une entreprise admissible à une subvention de capital dans le cadre du programme d'aide à l'établissement géré par La Financière agricole du Québec. Comme pour le nombre de relève identifiée, la Montérégie se classe première parmi les régions administratives comptant le plus grand nombre de personnes établies.

Figure 4.14
Nombre de personnes établies¹ en agriculture dans
différentes régions du Québec, 1999 à 2004



Source : Rapports annuels de la Financière agricole du Québec, 1998-1999 à 2004-2005.

¹ Il s'agit du nombre d'individus ayant rendu une entreprise admissible à une subvention de capital dans le cadre du programme d'aide à l'établissement géré par la Financière Agricole du Québec.

Parmi la relève identifiée en Montérégie, plus de la moitié (54 %) était âgée entre 20 et 30 ans et 15 % se situait dans la strate des moins de 20 ans. Il s'agit d'une répartition semblable à la moyenne québécoise.

Qu'en est-il de la formation agricole des personnes qui prévoyaient s'établir d'ici 2005? Il s'agit d'une variable importante, d'autant plus qu'il a été démontré qu'un lien existe entre la formation, le succès de la relève et la pérennité des établissements (Parent, 1999). Toujours selon *le Profil de la relève agricole au Québec 2000*, on apprend que 89 % de la relève de la Montérégie possédait une formation scolaire, le plus grand nombre (41 %) détenant un diplôme de niveau collégial. Par rapport au Québec en général, la relève de la Montérégie poursuit des études collégiales et universitaires dans une plus grande proportion (52 % vs 46 %). Cependant, environ 11 % des personnes qui prévoyaient l'établissement sur une exploitation agricole en Montérégie entre 2000 et 2005 ne possédaient aucune formation reconnue (avec diplôme), ce qui n'est pas négligeable (voir Tableau 4.4).

Tableau 4.4
Formation scolaire de la relève, 2000

	Québec	Montérégie
Secondaire	43%	37%
Collégial	38%	41%
Universitaire	8%	10%
Sans diplôme	10%	11%

Source : MAPAQ, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire. Profil de la relève agricole au Québec, Édition 2000, Québec.

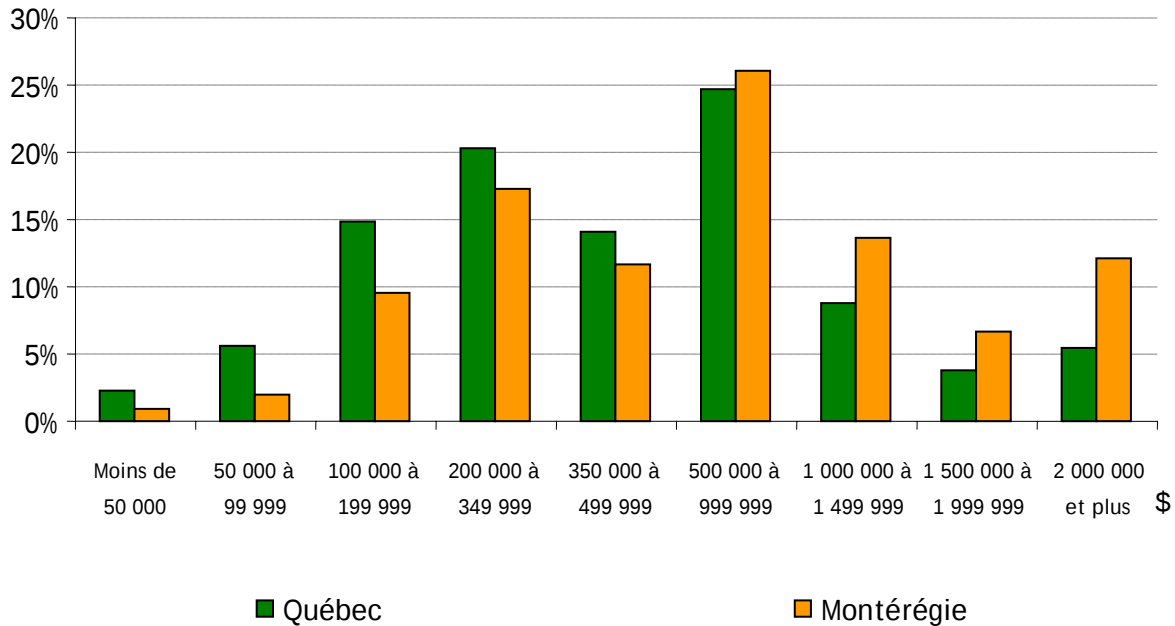
Soulignons que la région de la Montérégie possède plusieurs établissements spécialisés en formation agricole ou qui offrent des cours dans le domaine, dont l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) situé à Saint-Hyacinthe et le cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu.

- Capitalisation des exploitations agricoles

Bien qu'il ne présente aucune donnée se rapportant exclusivement aux exploitations agricoles en processus de transfert, le Recensement de l'agriculture de Statistique Canada permet toutefois de connaître l'actif agricole des fermes en général (voir Figure 4.16). En 2001, 32 % des exploitations agricoles de la Montérégie possédaient un capital agricole de plus d'un million de dollars (> 1 M\$), comparativement à 18 % des exploitations agricoles québécoises. Pour les exploitations agricoles sous gestion de l'offre, comme les fermes laitières ou avicoles, cette donnée ne tient pas compte de la valeur du quota. À titre d'exemple, en Montérégie, en 2004, la valeur du quota laitier total détenu par les producteurs de lait s'élevait à 1,6 milliard de dollars¹⁸ alors que le total des autres actifs des fermes laitières se chiffrait à 2,15 milliards de dollars en 2001. À lui seul, le quota représente donc plus de 40 % de la valeur totale des fermes laitières.

¹⁸ La valeur moyenne du quota en 2003/2004 : 27 487 \$/kg m.g/j (site Internet de la FPLQ) et le quota détenu en Montérégie en 2004 est de 59 637 kg m.g/j.

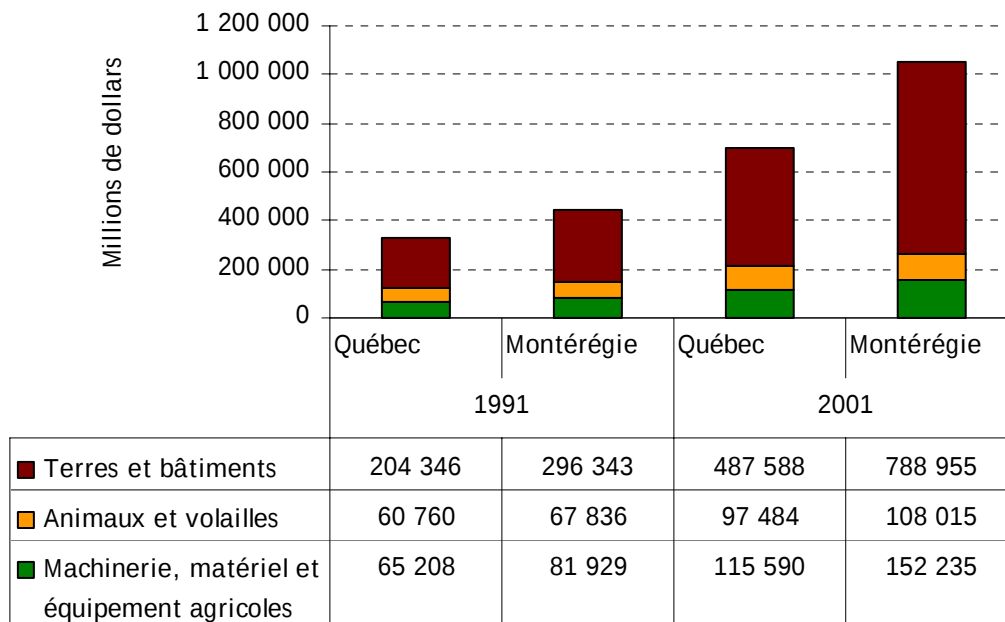
Figure 4.15
Répartition des entreprises agricoles par strate de capital agricole,
Québec et Montérégie, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : Le capital agricole ne tient pas compte de la valeur des quotas (laitier ou de volaille).

Figure 4.16
Actif agricole moyen par exploitation agricole (en dollars par exploitation agricole
déclarante), Montérégie et Québec, 1991 et 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : Le capital agricole exclut la valeur des quotas (laitier ou de volaille).

En 2001, l'actif agricole moyen par ferme dépassait le million de dollars en Montérégie, une valeur supérieure à la moyenne du Québec (667 942 \$). À eux seuls, les terres et bâtiments représentaient autour de 79 % de l'actif total des entreprises agricoles. En plus de présenter les plus fortes valeurs d'actifs agricoles, la Montérégie démontre aussi une capitalisation plus rapide que sur l'ensemble du Québec pour la décennie 1990. L'écart le plus important se situe au niveau de la valeur des terres.

Cette forte capitalisation des entreprises agricoles rend le processus de transfert plus complexe, tant pour la relève qui rencontre alors des problèmes de financement (capacité d'emprunt limitée), que du côté des vendeurs qui ne peuvent obtenir une réelle valeur marchande qu'en démantelant leur entreprise. L'attachement au patrimoine et les relations parents-enfants sont souvent décisives dans l'issue d'une vente (CRAAQ, 2004).



5. CONCLUSION

L'agriculture est un secteur d'activité économique de première importance dans la Montérégie. Au sein du Québec agricole, la région fait office de locomotive, regroupant sur son seul territoire près du quart des exploitations et contribuant ainsi à 27 % des recettes agricoles totales provenant du marché. Il en est de même dans le maillon de la transformation agroalimentaire. Plusieurs grands noms de l'industrie ont leurs assises dans la région montréalaise, et ce, dans des secteurs diversifiés (abattage, légumes de transformation, produits laitiers, boulangerie, etc.). Si les retombées directes de la filière agroalimentaire sont plus tangibles (recettes agricoles, investissements, création d'emplois, etc.), les effets indirects sur les autres secteurs d'activité économique locaux sont plus difficilement chiffrés, et souvent sous-estimés. Outre son apport économique, l'agroalimentaire intervient notamment dans le maintien du tissu social rural, en suscitant par exemple des occasions de concertation et de partenariats entre les divers acteurs locaux.

Si l'importance économique, la vitalité et la richesse de l'agriculture de la Montérégie sont évidentes, les défis ne sont pas moins absents. Parmi ceux-ci, celui de la cohabitation entre producteurs agricoles et population est certainement de premier ordre, du moins il apparaît le plus sensible. La proximité de zones urbaines ajoute une dimension à ce défi. Celui de la relève est également majeur. Les entreprises agricoles de la région sont fortement capitalisées. Par rapport à l'ensemble du Québec, la valeur des terres en Montérégie vient gonfler l'actif agricole et rend d'autant plus difficile le transfert ou la vente d'une ferme. Les entreprises de transformation sont aussi confrontées à des problèmes de relève et de main-d'œuvre compétentes et suffisantes. Enfin, l'environnement apparaît un sujet de première importance. L'agriculture pratiquée de façon dominante en Montérégie, de type intensive, est exigeante pour les ressources (sol et eau). Déjà, du travail s'est effectué et se poursuit dans le domaine, pour preuve l'importance des clubs agroenvironnementaux dans la région. Les efforts doivent continuer en ce sens.

Tous ces défis et le contexte plus large dans lequel ils se présentent, contexte où des phénomènes opposés se côtoient (libéralisation des échanges, multifonctionnalité, consolidation et intégration des entreprises, émergence de productions de créneaux, agrotourisme, etc.), positionnent le secteur agroalimentaire de la Montérégie en avant-plan pour les années à venir.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AGRI-GESTION LAVAL. *Les actifs agricoles : un défi à l'établissement en agriculture*, Info-Transfert, n° 6, octobre 2001, 4 p.

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE QUÉBEC (CRIQ). www.icriq.com, 2005.

CENTRE DE RÉFÉRENCE EN AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE DU QUÉBEC (CRAAQ). *Portrait de l'établissement et du retrait de l'agriculture au Québec*, Édition CRAAQ, 2004, 141 p.

CONSEIL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE DU QUÉBEC (CDAQ) et Fédération d'agriculture biologique du Québec (FABQ). *Pour un développement stratégique de l'agriculture biologique au Québec*, 2003, 82 p.

COMMISSION DE PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE DU QUÉBEC (CPTAQ). Document complémentaire au Rapport annuel de gestion 2003-2004, Québec, 2005.

BELVISI, Julien. Agence géomatique montréalaise GÉOMONT. *Portrait des pertes de superficies forestières en Montérégie entre 1999 et 2004*, mars 2005, 29 p.

BPR Groupe-Conseil. *Analyse des questions d'approvisionnement en eau pour le secteur agricole, programme national d'approvisionnement en eau, province de Québec*, préparé pour Agriculture et Agroalimentaire Canada, Bureau de l'environnement, mars 2003, 95 p.

DELOITTE & TOUCHE. *Étude de tendances et d'opportunités - Créneau d'excellence : bioalimentaire, région de la Montérégie*, Projet A.C.C.O.R.D., juin 2005, 81 p.

HERVIEU, B. *La multifonctionnalité : un enjeu pour l'agriculture du XXI^e siècle*, Conférence à l'Université Laval, Québec, 19 septembre 2001, miméo.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (ISQ). *Coup d'œil sur les régions*, www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/region_00/region_00.htm.

LA FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC. *Rapports annuels 2000-2001 à 2002-2003*, Québec.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC (MAPAQ). Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire. *Profil de la relève agricole au Québec*, Édition 2000, Québec, www.mapaq.gouv.qc.ca/Fr/Productions/md/Publications/profilreleveagricole.htm.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC (MAPAQ). Direction des politiques sur la gestion des risques. *Diagnostic sur l'établissement des jeunes en agriculture au Québec*, 2004.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC (MAPAQ). *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec, Les filières animales, Statistiques principales du secteur porcin*, Québec, 2000-2003.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC (MAPAQ) et La Financière agricole du Québec (FADQ). *Industrie agroalimentaire en région, données économiques et financières, région administrative 16-Montérégie*, mars 2004.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC (MAPAQ). *Suivi 2003 du Portrait agroenvironnemental des fermes du Québec*, février 2005.

MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE DU HAUT-RICHELIEU. *Que restera-t-il de la forêt en Montérégie dans un demi-siècle?*, mémoire présenté à la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, juin 2004.

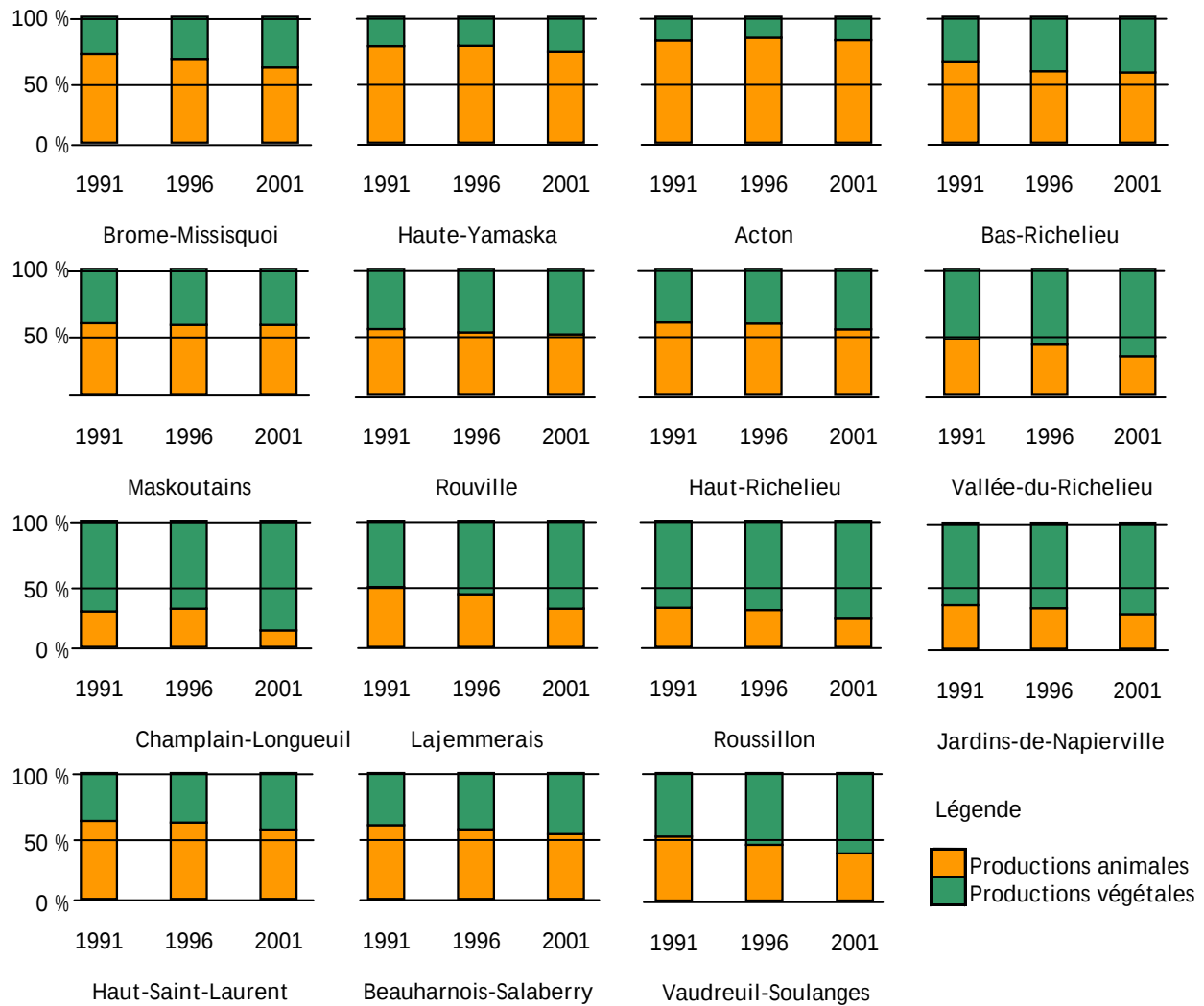
PARENT, Diane. *Insuccès à l'établissement sur la ferme ou « comment qu'ça s'fait que ça pas marché! »*, présentation à l'Université rurale québécoise, Trois-Pistoles, 7 octobre 1999.

TABI, M. et al. *Inventaire des problèmes de dégradation des sols agricoles du Québec*, 1990.

ANNEXES

ANNEXE A

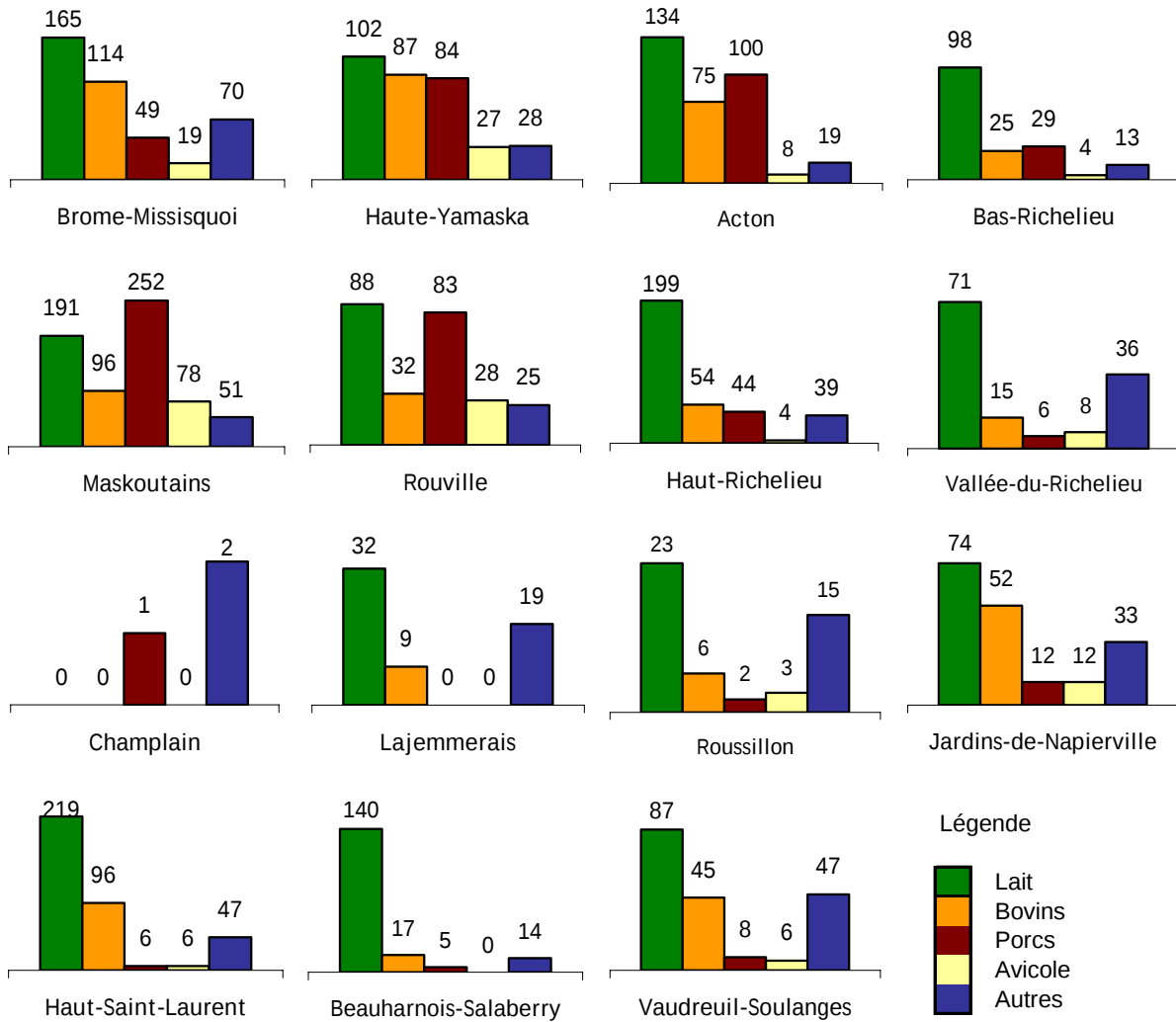
RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (%) SELON LE TYPE DE PRODUCTION DOMINANTE (ANIMALE OU VÉGÉTALE) PAR MRC DE LA MONTÉRÉGIE, 1991- 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

ANNEXE B

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE PRODUCTION ANIMALE, PAR TYPE DE PRODUCTION DANS CHACUNE DES MRC DE LA MONTÉRÉGIE, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

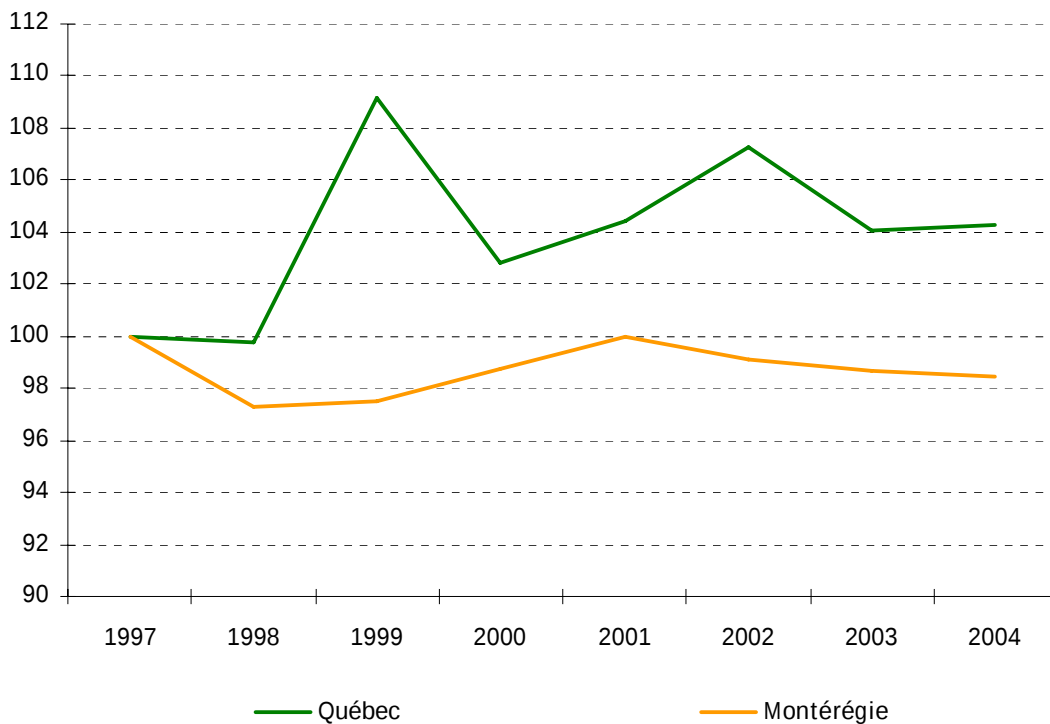
ANNEXE C

DÉTAILS SUR LES PRODUCTIONS ANIMALES

- Secteur laitier

Au cours des dernières années, le quota laitier de la Montérégie a régressé par rapport au quota laitier total produit au Québec, tel qu'il est illustré à la figure suivante. De 1997 à 2004, le quota produit au Québec a augmenté d'un peu plus de 4 %, alors que celui de la Montérégie a diminué de 1,5 %.

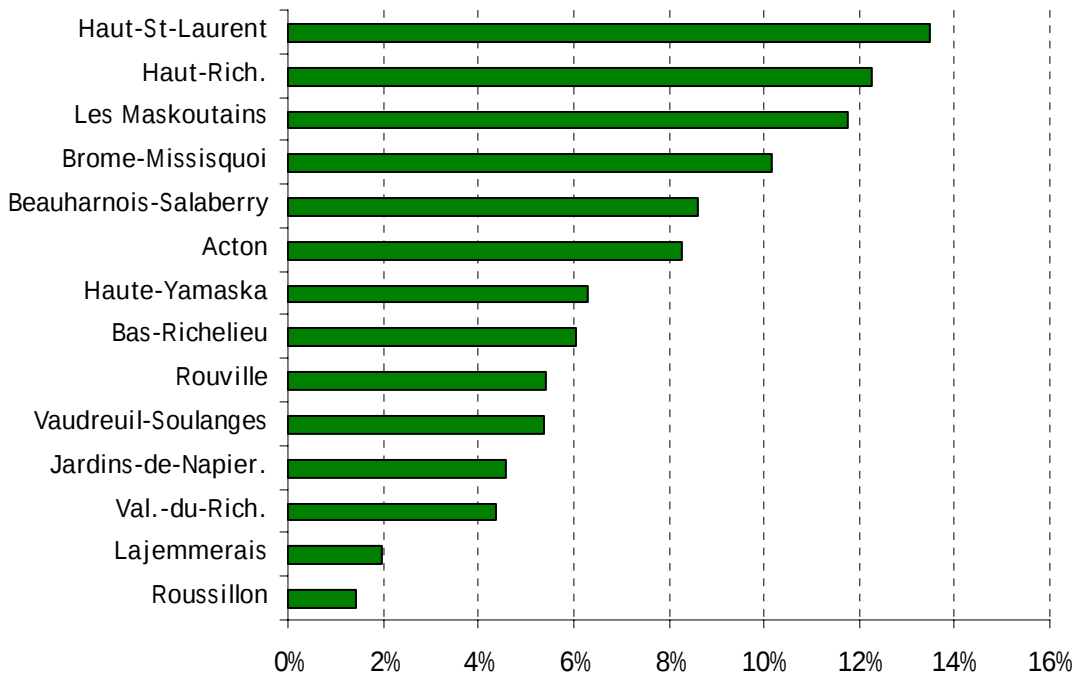
Figure 5.1
Évolution du quota laitier, Montérégie et Québec 1997-2004
(1997 = indice 100)



Sources : FPLQ et compilation du Groupe AGÉCO.

Les MRC Haut-Saint-Laurent, Haut-Richelieu et Les Maskoutains sont celles qui détiennent les plus grandes parts des exploitations agricoles et du cheptel laitier de la Montérégie.

Figure 5.2
Répartition des fermes laitières par MRC en Montérégie, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : Il n'y a pas d'entreprise dans la MRC de Champlain-Longueuil en 2001.

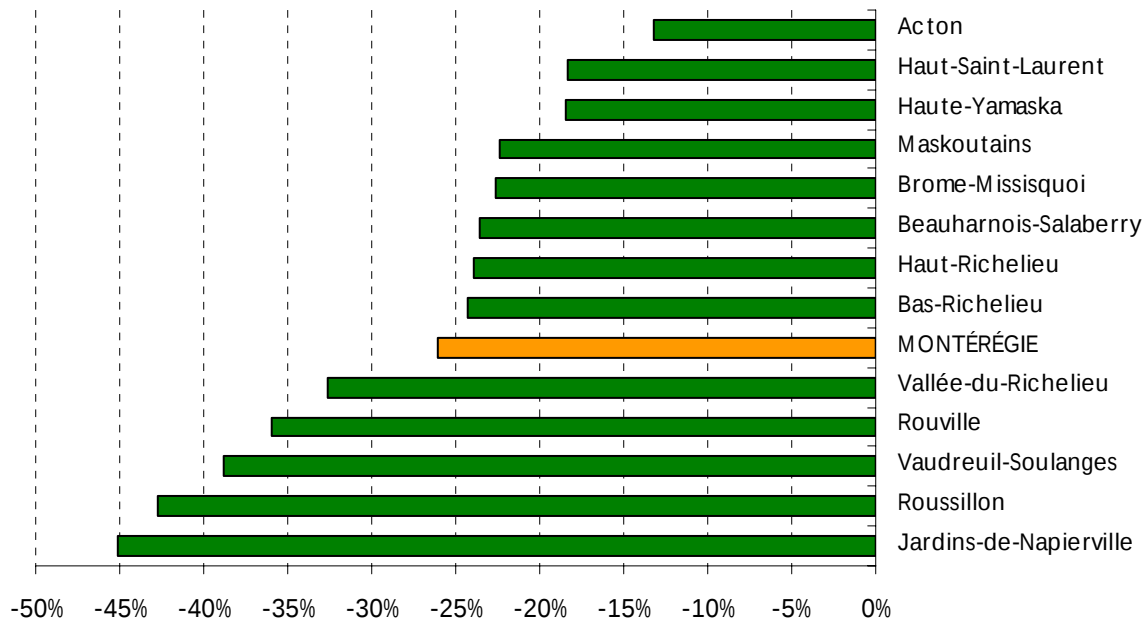
Le cheptel laitier a diminué de 25 % au cours de la décennie 1990 en Montérégie, mais certaines MRC ont connu des chutes plus importantes : Jardins-de-Napierville et Roussillon ont perdu plus de 40 % de leurs vaches laitières durant cette période.

Tableau 5.2
Cheptel laitier par MRC de la Montérégie en 2001

	N ^{bre} de têtes	Variation 1991-2001
Haut-Richelieu	11 619	-3 655
Haut-Saint-Laurent	10 502	-2 363
Maskoutains	10 485	-3 029
Brome-Missisquoi	8 758	-2 566
Acton	7 499	-1 136
Beauharnois-Salaberry	6 734	-2 072
Rouville	5 256	-2 948
Bas-Richelieu	4 986	-1 600
Haute-Yamaska	4 910	-1 113
Vaudreuil-Soulanges	3 891	-2 466
Jardins-de-Napierville	3 586	-2 946
Vallée-du-Richelieu	3 224	-1 561
Roussillon	1 334	-994

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Figure 5.3
Variation (%) du nombre de vaches laitières, par MRC, 1991-2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : Il n'y a pas de données pour les MRC de Champlain-Longueuil et de Lajemmerais.

- Secteur porcin

Si le cheptel de truies a augmenté globalement de 40 % entre 1991 et 2001 en Montérégie, la croissance a dépassé les 100 % dans trois de ses MRC : Brome-Missisquoi (237 %), Bas-Richelieu (107 %) et Vaudreuil-Soulanges (112 %). Du côté des porcs en inventaire, les MRC de Brome-Missisquoi, du Haut-Richelieu, du Bas-Richelieu et des Jardins-de-Napierville ont toutes connu une augmentation de leur cheptel supérieure à 110 %. Par contre, en termes absolus, la production porcine demeure peu développée dans certaines de ces MRC. C'est le cas de Vaudreuil-Soulanges et des Jardins-de-Napierville où l'on comptait quelque mille truies au total sur leur territoire respectif (voir Tableau 5.3).

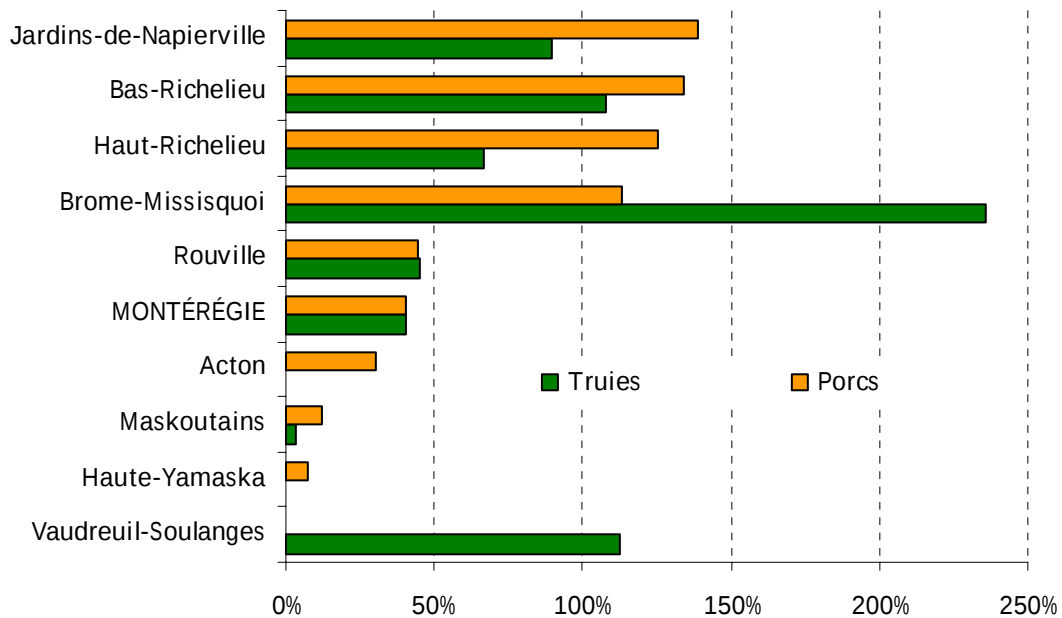
Tableau 5.3
Cheptel de truies par MRC de la Montérégie en 2001

	N ^{bre} de têtes 2001	Variation 1991-2001
Maskoutains	36 870	1 249
Brome-Missisquoi	33 908	23 821
Rouville	16 079	4 980
Acton	13 993	118
Haute-Yamaska	12 953	-40
Haut-Richelieu	11 253	4 494
Bas-Richelieu	6 802	3 526
Jardins-de-Napierville	1 827	865
Vaudreuil-Soulanges	1 089	576
Vallée-du-Richelieu	577	nd

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : Pour des raisons de confidentialité ou de production inexistante, il n'y a pas de données pour les MRC suivantes : Champlain-Longueuil, Lajemmerais, Roussillon, Haut-Saint-Laurent et Beauharnois-Salaberry.

Figure 5.4
Variation (%) du cheptel de truies et de porcs, par MRC, 1991-2001

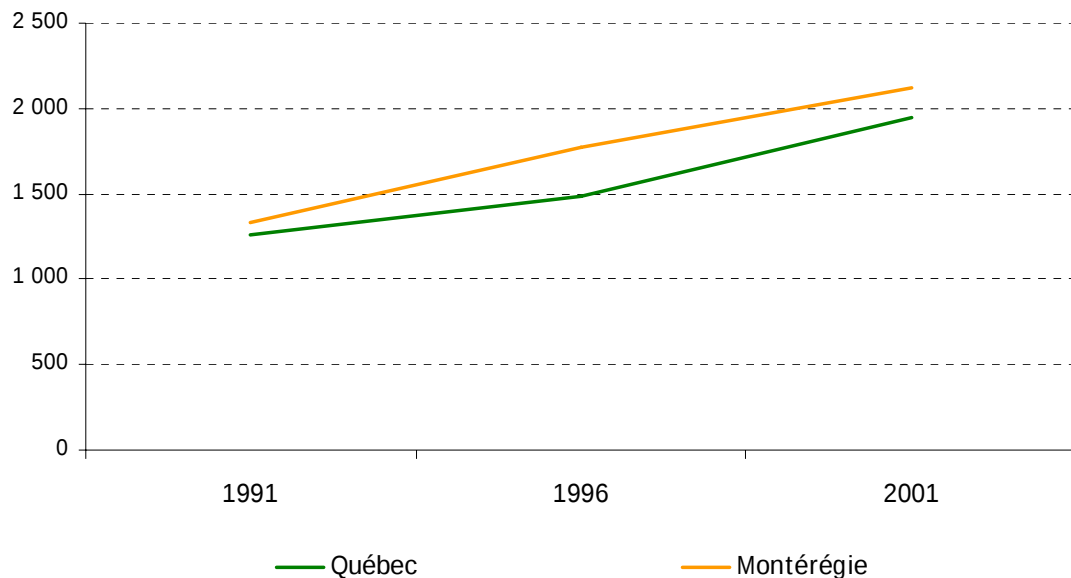


Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : Il n'y a pas de données pour les MRC suivantes : Vallée-du-Richelieu, Champlain-Longueuil, Lajemmerais, Roussillon, Haut-Saint-Laurent et Beauharnois-Salaberry.

La Figure 5.5 démontre l'évolution du nombre moyen de porcs en inventaire dans les exploitations agricoles dont la principale production est le porc. Depuis 1991, les fermes porcines de la Montérégie ont toujours eu une taille moyenne légèrement supérieure à celle du Québec. Ainsi, pour l'ensemble du Québec en 2001, le nombre moyen de porcs en inventaire par exploitation agricole était d'un peu plus de 1900, alors qu'il avoisinait les 2100 porcs dans la Montérégie.

Figure 5.5
Évolution de la taille moyenne des entreprises porcines,
Montérégie et Québec, 1991-2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Si l'on observe la répartition de ces entreprises par type de production (naisseurs, finisseurs, naisseurs-finisieurs), on constate que la Montérégie a une proportion plus importante de ses entreprises de type finisseur par rapport à l'ensemble du Québec (voir Tableau 5.4). En 2001, près de la moitié des entreprises porcines de la Montérégie étaient de type finisseur. Par la disponibilité et la facilité d'approvisionnement en maïs-grain, la région offre vraisemblablement des avantages indéniables à la spécialisation en finition.

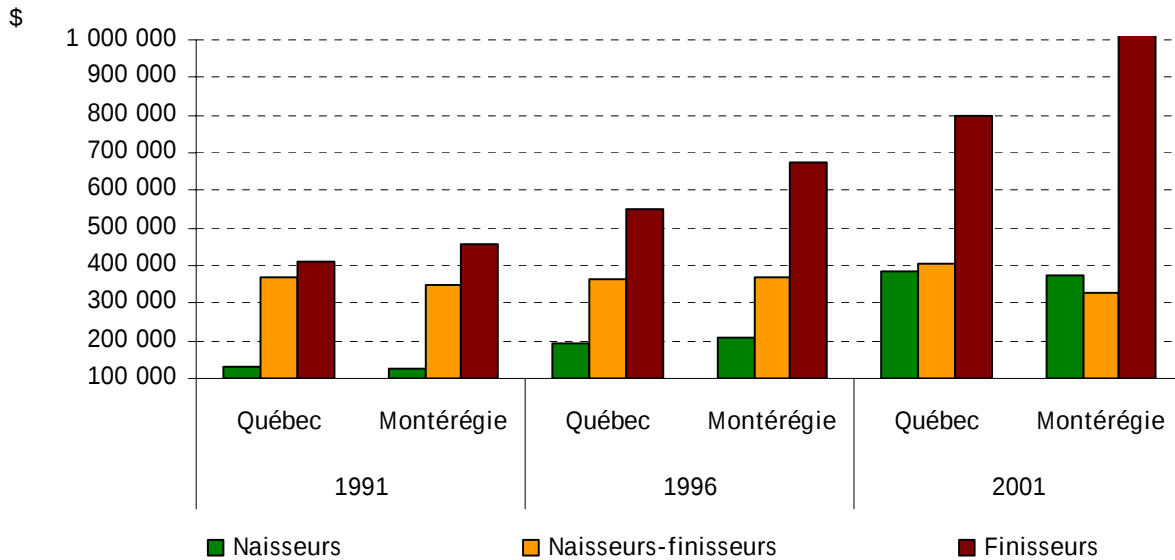
Tableau 5.4
Importance relative des entreprises porcines par type de production, Montérégie et Québec, 1991-2001

	1991		1996		2001	
	Québec	Montérégie	Québec	Montérégie	Québec	Montérégie
Naisseurs	677	241	577	206	402	133
Naisseurs-finisieurs	615	241	775	299	905	324
Finisseurs	1 016	291	963	235	886	224
TOTAL	2 308	773	2 315	740	2 193	681
Naisseurs (%)	29%	31%	25%	28%	18%	20%
Naisseurs-finisieurs (%)	27%	31%	33%	40%	41%	48%
Finisseurs (%)	44%	38%	42%	32%	40%	33%

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Dans le même sens, la figure suivante permet de constater que les entreprises porcines de type finisseurs de la Montérégie ont toujours généré, pour la période étudiée, des revenus agricoles moyens supérieurs à ceux du Québec. L'écart s'est même accentué avec les années, passant de 10 % à 44 % en 2001.

Figure 5.6
Revenu agricole brut moyen par ferme porcine,
Québec et Montérégie, 1991, 1996, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe **AGÉCO**.

- Secteur bovin

Le secteur bovin se caractérise par des variations importantes du cheptel entre 1991 et 2001. Par exemple, la MRC Beauharnois-Salaberry aurait enregistré une hausse de près de 275 % de ses vaches de boucherie selon Statistique Canada. En termes absolus, l'augmentation du nombre de têtes dans cette MRC est relativement modeste, soit 1144 têtes. Les données du MAPAQ suggèrent plutôt une variation beaucoup plus faible. La MRC Beauharnois-Salaberry demeure aussi l'une des MRC comptant une petite part des entreprises bovines de la Montérégie, soit un peu plus de 2 % des exploitations agricoles spécialisées dans ce secteur en 2001.

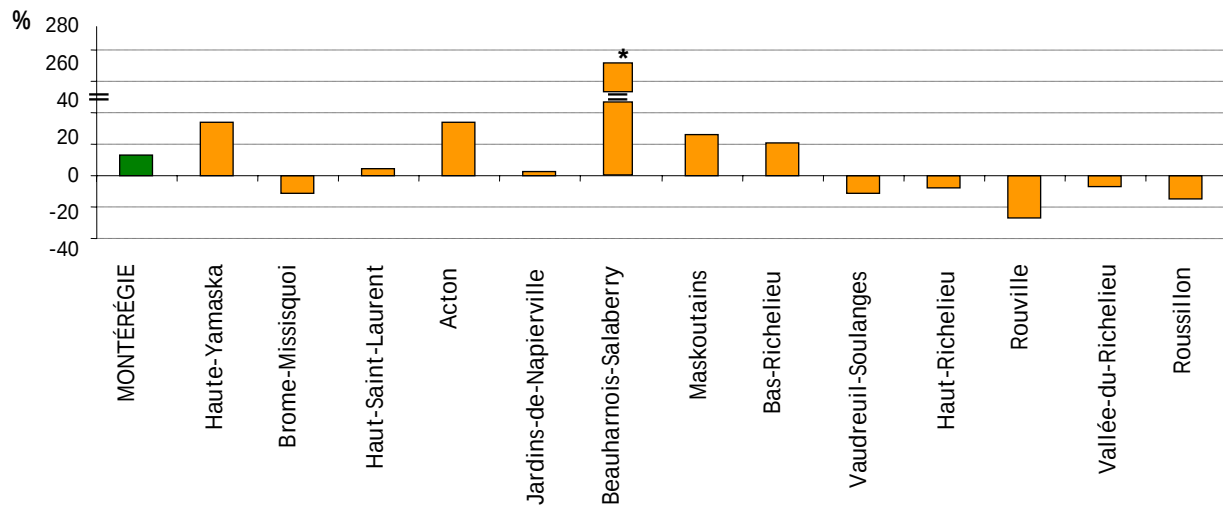
Tableau 5.5
Cheptel de vaches de boucherie par MRC de la Montérégie en 2001

	N ^{bre} de têtes 2001	Variation 1991-2001
TOTAL Montérégie	19 367	2 314
Haute-Yamaska	3 502	883
Brome-Missisquoi	3 155	-401
Haut-Saint-Laurent	2 582	109
Acton	1 696	429
Jardins-de-Napierville	1 613	44
Beauharnois-Salaberry	1 563 *	1 144
Maskoutains	1 246	260
Bas-Richelieu	886	154
Vaudreuil-Soulanges	814	-99
Haut-Richelieu	732	-61
Rouville	549	-198
Lajemmerais	443	nd
Vallée-du-Richelieu	318	-24
Roussillon	199	-34
Champlain-Longueuil	69	nd

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO

*Note : Le nombre de têtes pour la MRC de Beauharnois-Salaberry est tiré des données de Statistique Canada, alors que celles du MAPAQ suggèrent plutôt 458 têtes pour 2001, ce qui laisserait supposer une variation beaucoup moins importante.

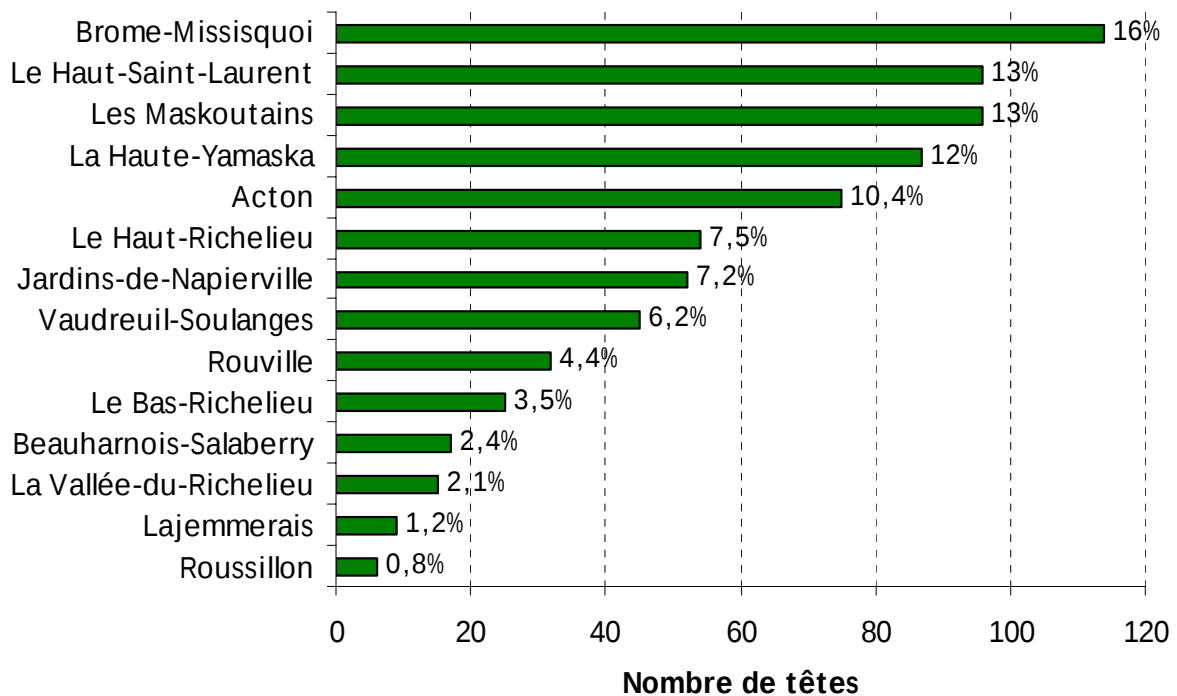
Figure 5.7
Variation (%) du cheptel de vaches de boucherie, par MRC, 1991-2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

*Note : Le pourcentage pour la MRC de Beauharnois-Salaberry est tiré des données de Statistique Canada, alors que celles du MAPAQ suggéreraient une variation beaucoup moins importante, de l'ordre d'environ 10 %.

Figure 5.8
Répartition des exploitations agricoles spécialisées en production bovine par MRC en Montérégie, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : Il n'y avait pas d'exploitations agricoles spécialisées en production bovine dans la MRC de Champlain-Longueuil en 2001.

- Secteur avicole

En dix ans, la chute du nombre d'entreprises en production de poulets à griller a été plus accentuée en Montérégie (-28 %) qu'à l'échelle du Québec (-19 %). La situation est inverse dans l'élevage des dindes et des dindons, le Québec ayant perdu huit fois plus d'entreprises que la Montérégie.

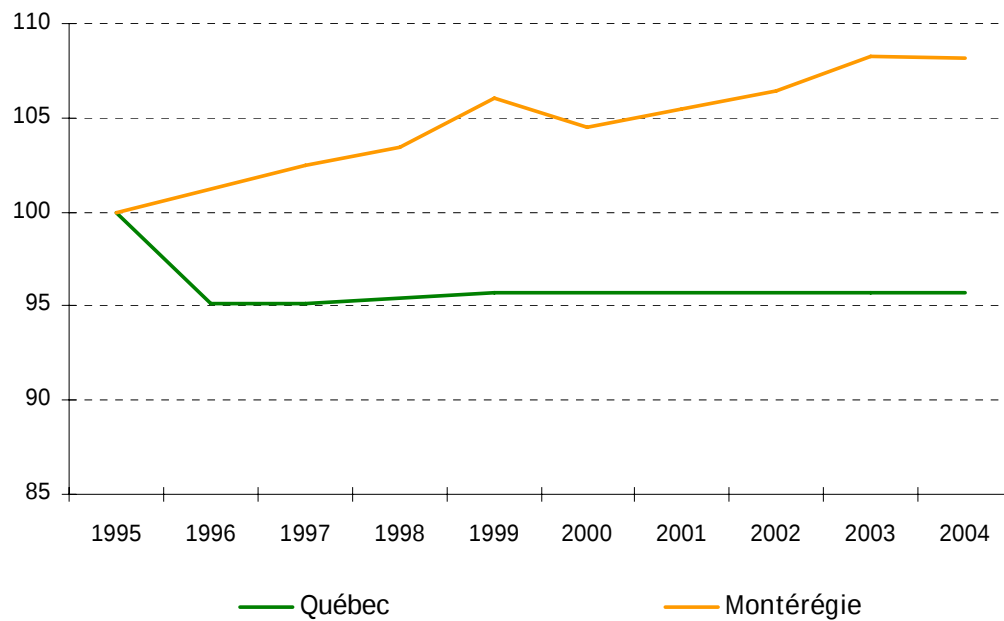
Tableau 5.6
Évolution du quota (en m²) de dindon et de poulet
Québec et Montérégie, 1995-2004

	Dindon		Poulet	
	Québec	Montérégie	Québec	Montérégie
1995	651 005	326 680	2 302 939	703 425
1996	619 282	330 672	2 290 550	694 889
1997	619 282	334 891	2 301 722	717 255
1998	621 182	337 954	2 311 529	715 004
1999	623 082	346 273	2 321 326	721 894
2000	623 082	341 449	2 324 728	730 956
2001	623 082	344 474	2 329 487	729 673
2002	623 082	347 774	2 330 191	729 979
2003	623 082	353 550	2 335 132	738 138
2004	623 082	353 400	2 334 595	737 477
Variation 5 ans	0,0%	3,5%	0,4%	0,9%
Variation 10 ans	-4,3%	8,2%	1,4%	4,8%
Taux moy./an	-0,4%	0,8%	0,1%	0,5%

Source : Fédération des producteurs de volaille du Québec (FPVQ).

Cette évolution du nombre d'entreprises se traduit aussi dans l'évolution du quota de production détenu dans la région. Le Tableau 5.6 et les Figure 5.9 et Figure 5.10 démontrent qu'au cours de la décennie 1995-2004, le quota de dindon a progressé de 8 % en Montérégie, contre une baisse de 4 % à l'échelle du Québec. Dans le poulet, la hausse a été plus modeste, soit un peu moins de 5 %, ce qui est aussi supérieur à ce qui a été observé à la grandeur du Québec.

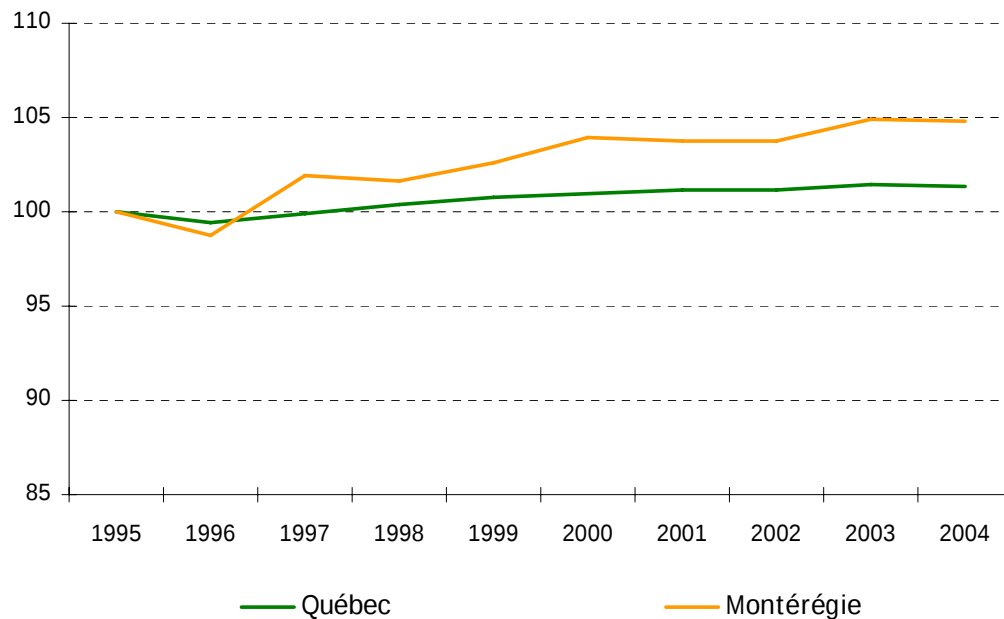
Figure 5.9
Évolution du quota de dindon, Montérégie et Québec 1995-2004
(1995 = indice 100)



Source : Fédération des producteurs de volaille du Québec (FPVQ).

Note : Les données de la Montérégie sont estimées à partir des quotas détenus par les régions agricoles de Saint-Hyacinthe et de Saint-Jean-Valleyfield.

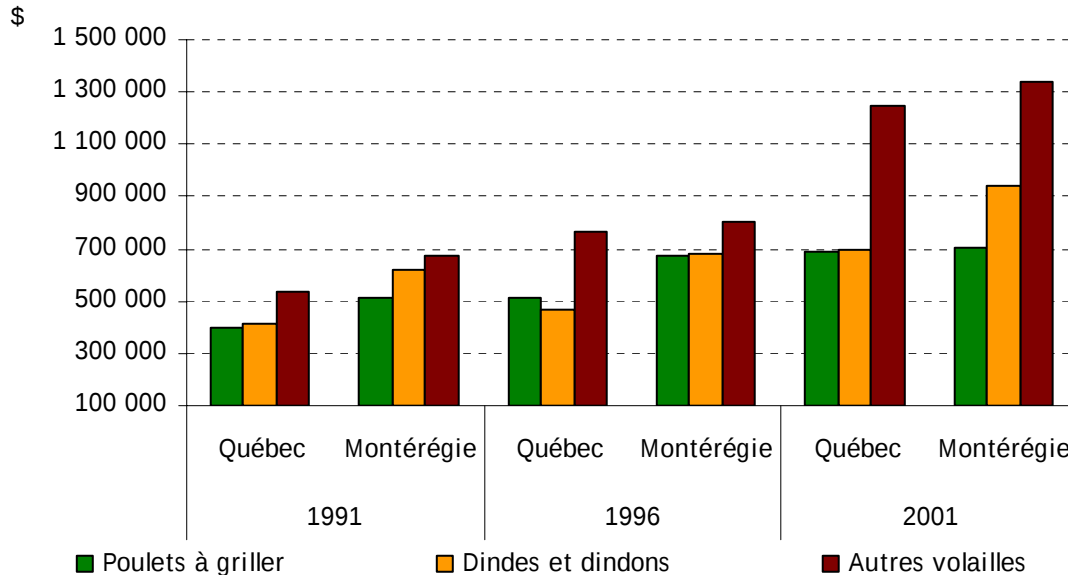
Figure 5.10
Évolution du quota de poulet, Montérégie et Québec 1995-2004
(1995 = indice 100)



Source : Fédération des producteurs de volaille du Québec (FPVQ).

La figure suivante permet de constater que les entreprises avicoles de la Montérégie ont toujours généré, pour la période étudiée, des revenus agricoles moyens supérieurs à celles du Québec. En 2001, l'écart s'est amenuisé en ce qui concerne les élevages de poulets à griller où les exploitations agricoles québécoises et montérégiennes ont un revenu moyen quasi équivalent.

Figure 5.11
Revenu agricole brut moyen par ferme avicole selon le type d'élevage,
Québec et Montérégie, 1991, 1996, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Soulignons que sur le plan du nombre de poulets à griller, la variation du cheptel est très différente selon les MRC (voir Tableau 5.7).

Tableau 5.7
Cheptel de poulet à griller par MRC de la Montérégie en 2001

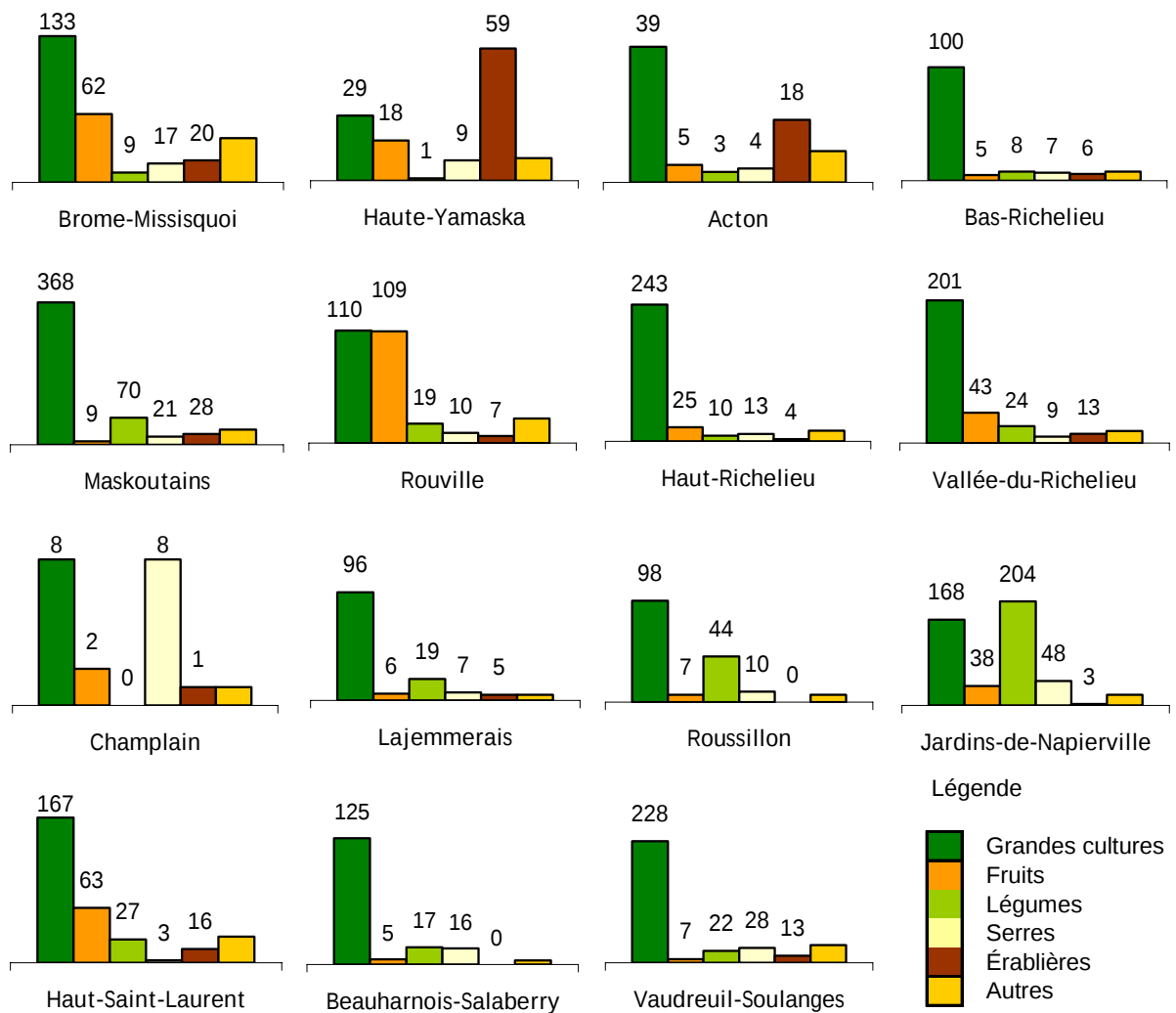
	N ^{bre} de têtes 2001 ('000)	Variation 1991-2001
Brome-Missisquoi	451,3	nd
Beauharnois-Salaberry	0,8	-0,6
Haut-Saint-Laurent	93,5	-51,1
Jardins-de-Napierville	207,2	71,5
Rouville	739,1	168,9
Haute-Yamaska	1078,5	48,5
Maskoutains	2362,4	868,7

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Note : Il n'y a pas de données pour les MRC d'Acton, du Bas-Richelieu, de Champlain-Longueuil, du Haut-Richelieu, de Roussillon, de la Vallée-du-Richelieu et de Vaudreuil-Soulanges.

ANNEXE D

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE PRODUCTION VÉGÉTALE, PAR TYPE DE PRODUCTION DANS CHACUNE DES MRC DE LA MONTÉRÉGIE, 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

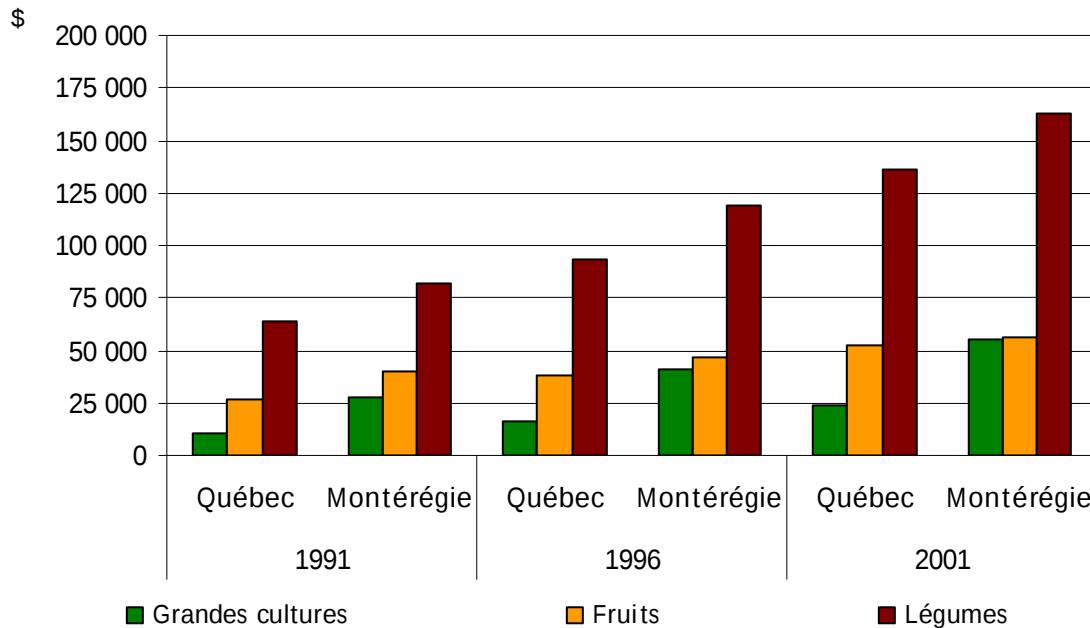
ANNEXE E

DÉTAILS SUR CERTAINES PRODUCTIONS VÉGÉTALES

- Revenu et capital agricoles moyens par exploitations agricoles

Les exploitations agricoles en production végétale de la Montérégie dégagent un revenu moyen supérieur à celui des entreprises québécoises. Pour les grandes cultures notamment, l'écart Montérégie/Québec dépasse les 130 % en 2001. La tendance se maintient depuis le début des années 1990.

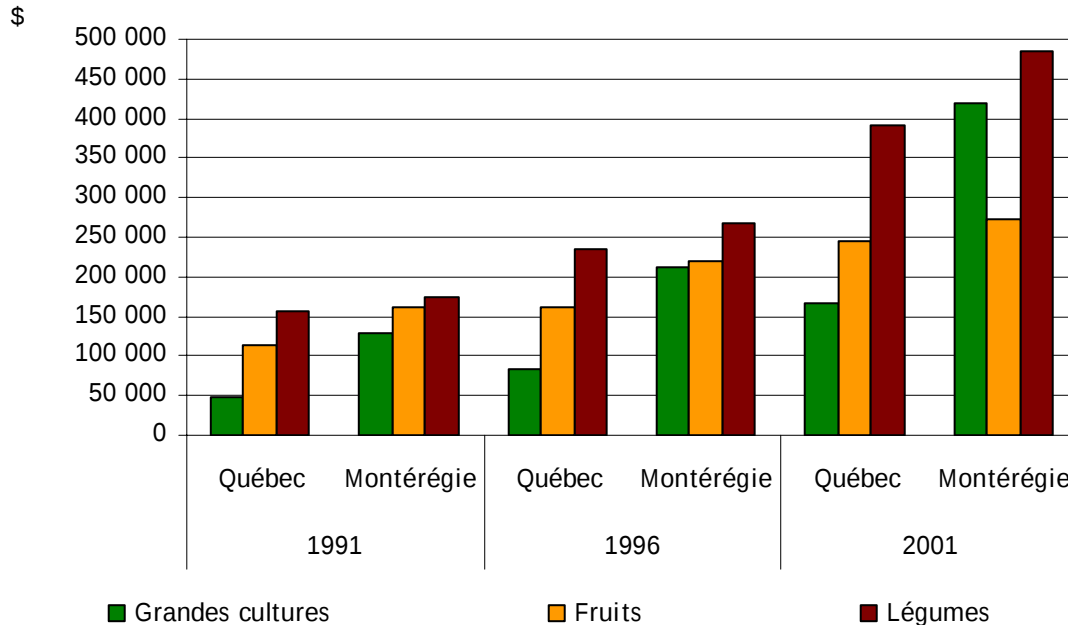
Figure 5.12
Évolution du revenu agricole brut moyen par exploitation agricole déclarante selon le type de production végétale, Québec et Montérégie, 1991, 1996 et 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Le portrait est similaire du côté du capital agricole moyen par exploitation agricole de certaines productions végétales : les entreprises de la Montérégie ont une valeur marchande (terres, bâtiments et machinerie) supérieure à celles du Québec pour la décennie 1990 et l'écart est d'autant plus marqué en grandes cultures (capital moyen supérieur de 150 % en Montérégie par rapport au Québec en 2001).

Figure 5.13
Évolution du capital agricole moyen par exploitation agricole déclarante selon le type de production végétale, Québec et Montérégie, 1991, 1996 et 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

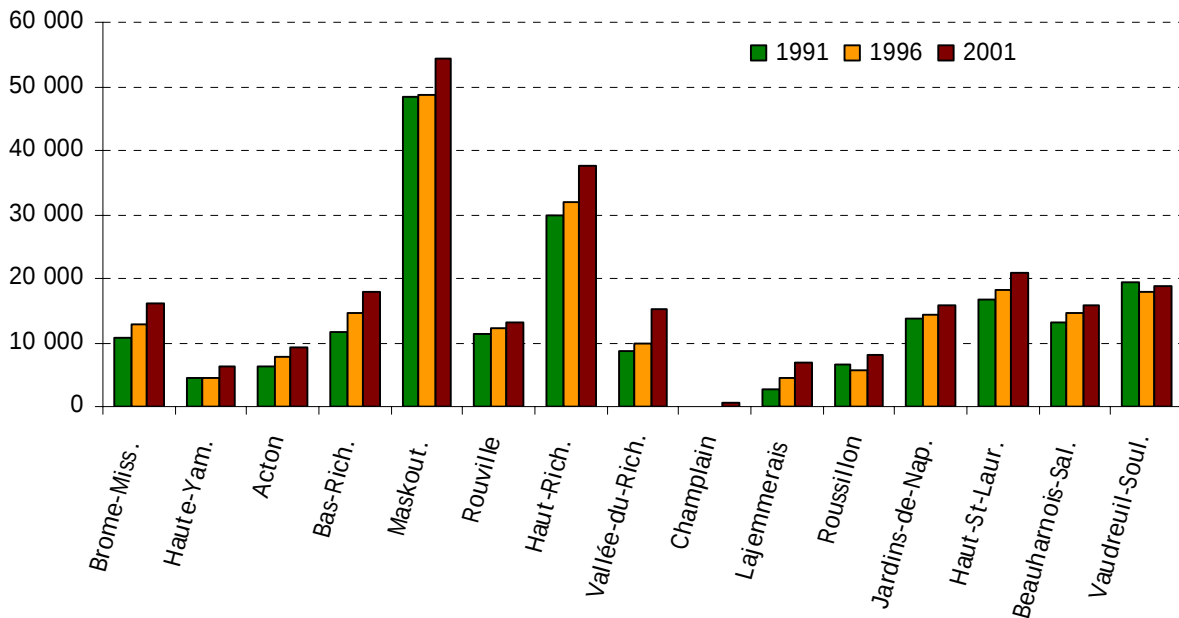
- Évolution par MRC des superficies cultivées en certaines productions végétales

Les prochaines figures font état de l'évolution des superficies pour certaines cultures dans chacune des MRC de la Montérégie.

Quelques observations :

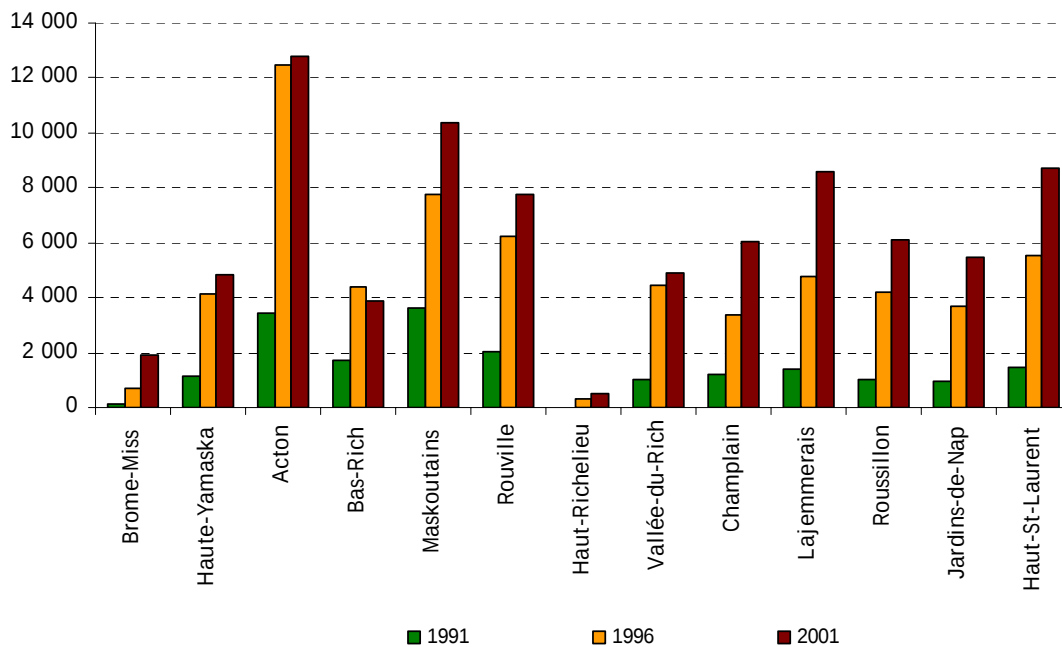
- Augmentation les plus marquées des superficies cultivées en maïs-grain entre 1991-2001 : Lajemmerais (173 %), Vallée-du-Richelieu (77 %) et Bas-Richelieu (52 %);
- Augmentation généralisée des superficies cultivées en soya entre 1991 et 2001;
- Bien que les superficies demeurent marginales, on constate une hausse des cultures de céréales dans Champlain-Longueuil (687 %), Lajemmerais (240 %) et Roussillon (140 %) entre 1991 et 2001.

Figure 5.14
Évolution des superficies (hectares) cultivées en maïs-grain dans les MRC de la Montérégie, 1991, 1996 et 2001



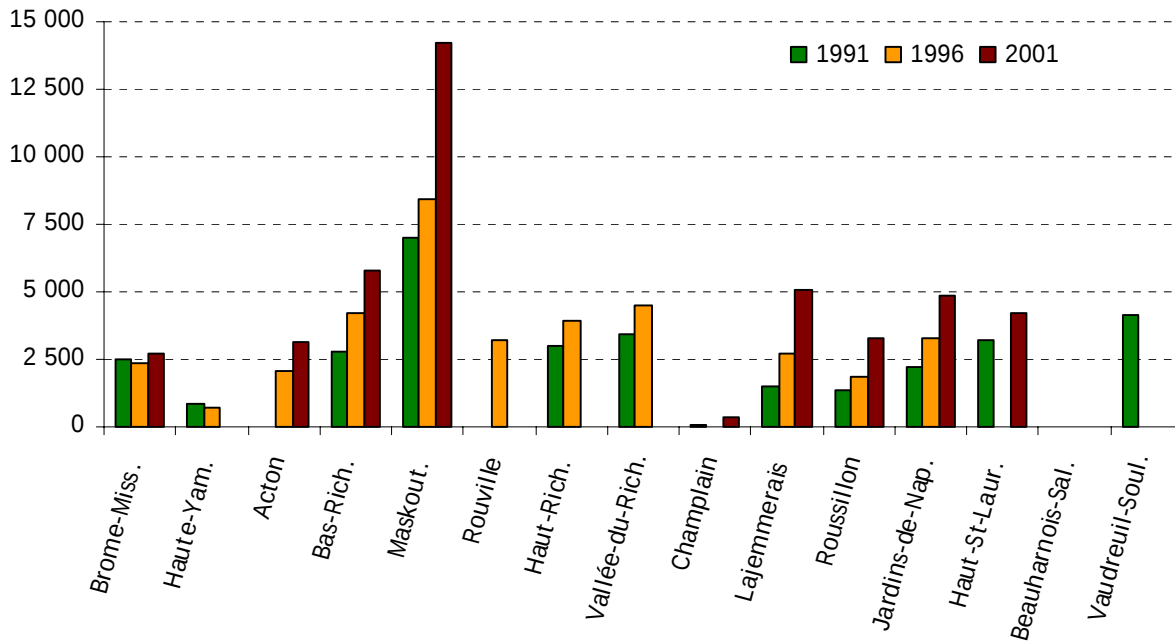
Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Figure 5.15
Évolution des superficies (hectares) cultivées en soya dans les MRC de la Montérégie, 1991, 1996 et 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Figure 5.16
Évolution des superficies (hectares) cultivées en céréales dans
les MRC de la Montérégie, 1991, 1996 et 2001



Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

Tableau 5.8
Évolution des superficies (hectares) cultivées de certaines productions végétales en
Montérégie, variation 1996-2001

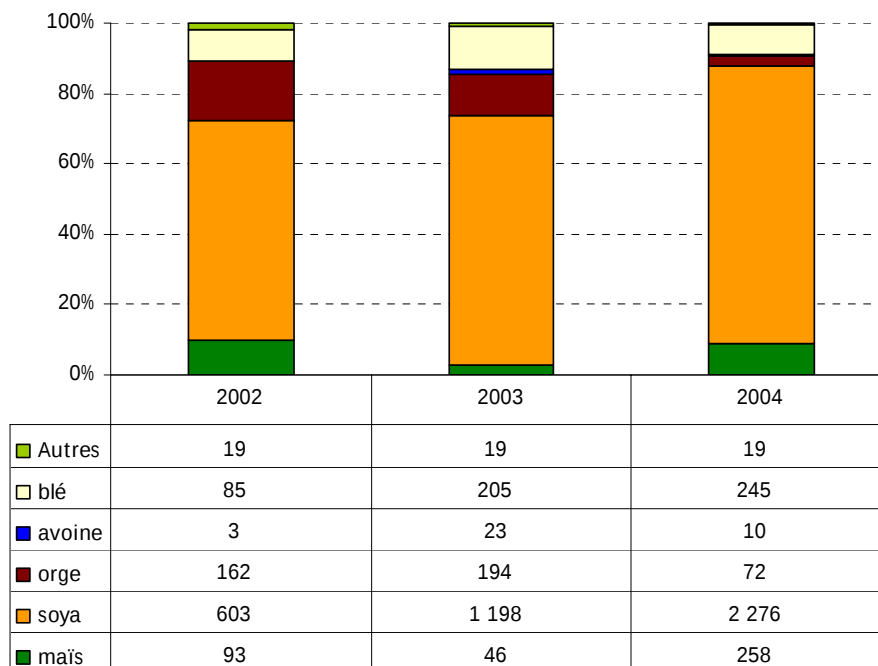
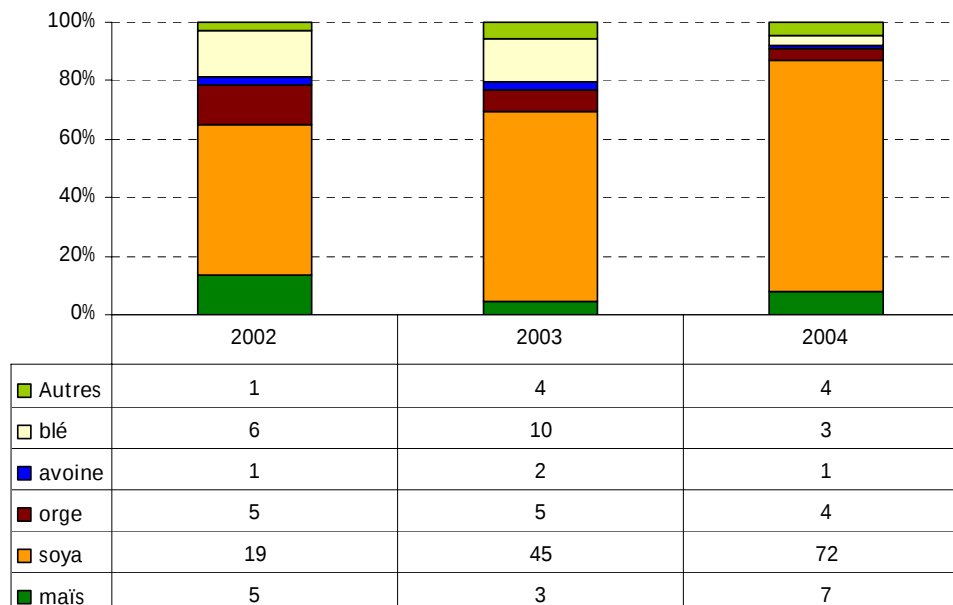
	Superficie en ha		Variation 1996-2001 (ha)	Variation 1996-2001 (%)
	1996	2001		
Sarrazin	817	272	-545	-67%
Blé	20 485	11 612	-8 873	-43%
Avoine	5 924	4 708	-1 216	-21%
Arbres fruitiers	5 290	4 577	-713	-13%
Tournesol	61	54	-7	-11%
Petits fruits et vignes	825	795	-30	-4%
Orge	17 975	18 442	467	3%
Légumes frais	8 519	8 799	280	3%
Serres (m ²)	601 230	661 223	59 993	10%
Maïs-grain	217 695	256 841	39 146	18%
Légumes transformation	14 559	17 920	3 361	23%
Haricots secs	3 746	4 643	897	24%
Soya	63 179	84 894	21 715	34%

Sources : Recensements de l'agriculture de Statistique Canada et compilation du Groupe AGÉCO.

ANNEXE F

NOMBRE DE PRODUCTEURS ET DE SUPERFICIES CERTIFIÉS « UN GRAIN DE SANTÉ » EN MONTÉRÉGIE, 2002-2004

Nombre de producteurs



Nombre d'hectares



Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec - janvier 2006
ISBN 2-550-45919-9

**Agriculture, Pêcheries
et Alimentation**

Québec

